

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENTS
DE LA
GRANDE INDUSTRIE
EN FRANCE

du XV^e siècle à la Révolution

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS
sera soutenu le lundi 25 avril 1898 à 10 heures

PAR

LOUIS MOSNIER

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Président : MM. BEAUREGARD, professeur.
Suffragants { JAY, professeur.
DESCHAMPS, agrégé.



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

Libraire des Écoles Françaises d'Athènes et de Rome
du Collège de France, de l'École Normale Supérieure
et de la Société des Études historiques.

4, RUE LE GOFF, 4

1898



THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENTS
DE LA
GRANDE INDUSTRIE
EN FRANCE

du **XV^e** siècle à la Révolution

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS
sera soutenu le lundi 25 avril 1898 à 10 heures

PAR

LOUIS MOSNIER

Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

Président : MM. BEAUREGARD, *professeur.*
Suffragants { JAY, *professeur.*
 DESCHAMPS, *agrégé.*



PARIS

ANCIENNE LIBRAIRIE THORIN ET FILS

ALBERT FONTEMOING, ÉDITEUR

Libraire des Écoles Françaises d'Athènes et de Rome
du Collège de France, de l'École Normale Supérieure
et de la Société des Études historiques.

4, RUE LE GOFF, 4

—
1898



A MON PÈRE

A MA MÈRE .

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUREGARD. — Théorie du salaire, 1 vol.
- LEVASSEUR. — Histoire des classes ouvrières en France, 2 vol. 1867.
- PIGEONNEAU. — Histoire du commerce de la France, 2 vol. 1885.
- BONNARDOT et RENÉ DE LESPINASSE. — Métiers et corporations, 3 vol. 1879.
- BLANQUI. — Histoire de l'Economie politique, 2 vol. 1860.
- HUBERT-VALLEROUX. — Le contrat de travail, 1 vol. 1895.
- FAGNIEZ. — Etudes sur l'industrie et la classe industrielle à Paris, 1877.
- L'Economie sociale de la France sous Henri IV, 1 vol. 1897.
- MONTEIL. — Histoire des Français des divers États, 2 vol. 1846.
- OLIVIER DE SERRES. — Théâtre de l'agriculture.
- MONTCHRÉTIEN. — Traité de l'Economie politique, dédié au roi en 1615, avec introduction et notes de Funck-Brentano, 1889, 1 vol.
- POIRSON. — Histoire du règne d'Henri IV, 4 vol. 1866.
- DARESTE DE LA CHAVANNE. — Histoire des classes agricoles en France, 1 vol. 1858.
- DELAMARE. — Traité de la police, 4 vol. (1722-38).
- ISAMBERT. — Recueil général des anciennes lois françaises, 29 vol. 1833.
- SAVARY. — Dictionnaire universel du commerce, 4 vol. 1741.
- BOISLISLE. — Mémoires des intendants sur l'État des généralités dressés pour l'instruction du duc de Bourgogne, 2 vol. 1851.
- BAUDRILLART. — Bodin et son temps, 1 vol. 1853.
- P. CLÉMENT. — Lettres, instructions et mémoires de Colbert, 9 vol. (1861-82).

- Histoire de Colbert et de son administration, 1 vol. 1874.
 - Jacques Cœur et Charles VII, 1 vol. 1866.
 - Histoire du système protecteur en France depuis le ministère de Colbert jusqu'à la Révolution de 1848, 1 vol. 1854.
 - DEPPING. — Règlements sur les arts et métiers de Paris rédigés au XIII^e siècle et connus sous le nom de Livre des métiers d'Etienne Boileau, 1 vol. 1837.
 - Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV, vol. 1850-52.
 - Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France recueillies et traduites par N. Tommaseo. Paris. Impr Royale. 1838.
-

INTRODUCTION

Nous avons choisi, comme sujet de cette étude : l'origine de la grande industrie en France et son évolution à travers les siècles jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Notre intention est de prendre l'expression générale : industrie, dans son acception la plus large, au sens d'entreprises de tous travaux industriels directement productifs ; cependant nous devons déclarer que nous nous occuperons tout particulièrement de l'industrie manufacturière. Il y a même une branche de l'industrie que, de parti pris, nous laissons de côté : c'est l'industrie des transports. Notre travail ainsi délimité, reste encore bien au-dessus de nos forces, tant la question envisagée est complexe ; il nous faut en exposer maintenant l'économie générale.

Il nous a paru utile de consacrer un chapitre à la situation de l'industrie française à la fin du xv^e siècle et dans le cours du xvi^e siècle. Cet avant-propos nous montrera aussi exactement que possible les caractères généraux de l'industrie incorporée ou libre à cette époque, les conditions dans lesquelles s'exécute le travail, le sort des artisans. Puis, nous examinerons les causes multiples, économiques et morales, qui ont déterminé l'avènement de la grande industrie, les faits historiques qui ont favorisé sa naissance. Des modifications de la vie sociale, le goût du luxe généralisé ; certaines classes de la

société devenant plus exigeantes et par suite pour satisfaire à ces besoins nouveaux, une industrie nouvelle plus savante dans ses procédés de travail.

Dans un troisième chapitre nous exposerons comment elle s'est constituée au début, la fonction qu'elle se proposait de remplir, l'opposition qu'elle rencontra de la part de la petite industrie corporative et les encouragements du pouvoir royal.

Avec le chapitre IV nous traiterons de son développement historique jusques aux dernières années du xviii^e siècle ; cette partie se subdivisera en six sections. Passant rapidement les règnes de Louis XI et des Valois, peu fertiles en créations intéressantes, nous nous étendrons sur la politique économique d'Henri IV et de ses ministres. De cette époque date la Manufacture Royale, le type de l'atelier de la grande industrie, que nous verrons généralisé à la surface du territoire avec Colbert. Nous étudierons les mesures que ce ministre prit en faveur du commerce et de l'agriculture, sans nous occuper de ses entreprises de colonisation. Avec le xviii^e siècle, nous assisterons à la lutte si intéressante de l'industrie nouvelle et des vieilles Corporations d'arts et métiers sur le point de disparaître, la grande industrie étant soutenue par les économistes et les hommes d'Etat.

Enfin, dans un dernier chapitre qui sera notre conclusion, nous analyserons les rapports qu'on peut établir entre la grande industrie de l'ancienne France et la grande industrie du xix^e siècle.

CHAPITRE PREMIER

SITUATION DE L'INDUSTRIE EN FRANCE A LA FIN DU XV^e SIÈCLE ET AU XVI^e SIÈCLE

A l'époque où nous nous plaçons, l'artisan des cités et les gens du plat pays, enrôlés auparavant parmi les soudards, reprennent le travail interrompu, haché, par une série ruineuse de guerres civiles et étrangères. Ils vont désormais d'une façon continue contribuer, chacun dans la mesure de leurs forces, au développement de la fortune publique.

Nous allons essayer de montrer quel était le régime de droit commun à l'abri duquel s'exerçait leur activité.

Ce qui apparaît tout d'abord, ce qui nous frappe et qui choque même certains esprits de notre temps, c'est une réglementation minutieuse dans les diverses branches de l'industrie française. D'une façon concrète, cette législation touffue prend corps dans le métier, dans la Corporation.

Mais avant d'aborder la Corporation, une question se pose, qu'il nous faut résoudre. L'Industrie incorporée était-elle le régime unique ? n'y avait-il rien en dehors d'elle ? L'Industrie incorporée était bien la règle, le sys-

tème général ; néanmoins, dès cette époque, il y avait des exceptions qu'on ne peut passer sous silence.

Nous rencontrons, en premier lieu, des régions, des villes, des personnes privilégiées. Dans les communes libres comme celle de Limoges, il y avait liberté absolue de l'industrie et du commerce. Ce principe est mentionné dans l'article 64 des coutumes de Limoges : « Tout homme
« du château, en général, et même les étrangers, peuvent
« être de métier, et chacun peut exercer celui qui mieux
« lui plaira parmi les métiers qui se pratiquent dans le
« dit château... ». Dans les faubourgs de quelques cités, résidaient des ouvriers libres, étrangers pour la plupart, attirés par le roi ou par de grands seigneurs. Les gentils hommes verriers ne formaient pas une Corporation. Ils avaient obtenu, dès 1350, de Philippe de Valois, le monopole de la fabrication du verre, ils le conservèrent d'ailleurs, mais atténué, jusqu'à la Révolution, sans déroger à leur fragile noblesse. De plus, pendant la durée de certaines foires, le trafic se faisait sans entraves. Enfin, des provinces comme la Champagne, connurent ces industries libres, soit qu'il n'y ait jamais eu de corps de métiers, soit qu'elles se fussent rédimées.

A un autre point de vue la grande industrie naissait. Dès cette époque, il y a des exemples de vastes entreprises, dont le but est l'exploitation d'une branche de l'industrie. A leur tête, un patron unique, propriétaire ou directeur, représentant de co-propriétaires, et sous ses ordres un personnel nombreux d'ouvriers. Ces établisse-

ments échappaient au régime de la petite industrie, et vivaient en dehors du système des maîtrises et jurandes.

Mais cette condition n'était qu'une exception, qu'un privilège très recherché ; c'est pourquoi, après l'avoir mentionnée, nous allons revenir au droit commun, à l'industrie réglementée. Nous ne traiterons pas l'origine des corporations, cette partie purement historique ne rentre pas, à notre avis, dans le cadre de ce travail. Nous verrons seulement les corps de métiers, tels qu'ils se présentaient à notre époque.

Les nombreuses corporations du moyen âge n'étaient pas constituées d'après des règles identiques, leurs statuts variaient à l'infini selon la nature des métiers et l'esprit des pays. Cependant, parmi cette diversité de coutumes, il se rencontre un point commun et qui se retrouve dans tous les corps de métiers. Il y a, au sein de ces associations comme dans la Société d' alors, une distinction très nette entre les divers membres qui les composent. L'esprit de catégories, de castes bien délimitées, est tout-puissant. C'est ainsi que nous remarquons cette classification savante des artisans : apprentis, compagnons ou ouvriers, maîtres.

Les apprentis ne sont que des aspirants, des candidats à la maîtrise, leur nombre, en conséquence, est toujours très étroitement limité. L'apprentissage est réglementé. Un contrat écrit intervient toujours entre le maître et les parents de l'apprenti, et ce contrat est déposé aux archives de la corporation. Le maître a sur lui

tout pouvoir, l'*auctoritas* du père de famille ; si le jeune ouvrier le quitte, il peut le contraindre par la force à réintégrer l'atelier corporatif. Mais, en revanche, le patron est tenu d'obligations strictes pour son éducation technique. L'apprentissage est long, et peu proportionné à la difficulté du métier ; souvent de huit à dix ans, parfois abrégé en faveur d'un fils de maître. Il est rarement gratuit, l'apprenti paie une redevance. Lorsque son instruction prend fin, les syndics l'examinent et lui délivrent, s'il y a lieu, un brevet de compagnon, c'est-à-dire d'ouvrier.

Le compagnon travaille sous la surveillance du maître. Il est engagé parfois à la journée ou à la semaine, le plus souvent pour une période plus longue, à l'année par exemple. L'ouvrier aspirant à la maîtrise doit faire un chef-d'œuvre ; c'est-à-dire, exécuter un travail important et difficile, qui montrera sa capacité. Les prud'hommes et les gardes du métier sont ses juges.

Etienne Boileau, dans son « *Livre des métiers* », mentionne deux conditions nécessaires pour accéder à la maîtrise : « 1° Avoir de quoi ; 2° Savoir le métier ».

Nous comprenons ces exigences, car, souvent les compagnons étaient obligés d'acheter le métier au roi ; c'est-à-dire, de payer une redevance variable lors de leur établissement. Quant à la seconde condition, c'était une bonne garantie. Dès lors, devenu maître, l'ouvrier peut travailler en son nom, il lui est loisible d'employer des compagnons.

L'administration de la corporation comprend deux sortes de magistrats. Les uns chargés de représenter la corporation lorsqu'il y a lieu, de rendre la justice dans les litiges pouvant s'élever entre associés ; on les dénommait dans le Midi consuls ou jurats ; dans le Nord, c'étaient les échevins ou syndics. Au-dessous de ces hauts personnages, il y avait les gardes du métier, chargés de la surveillance même des membres de la corporation. Mais là ne se bornait pas seulement leur tâche. Ils avaient pour mission d'inspecter les concurrents, les boutiques et ateliers d'autres corporations ; ils veillaient à ce que ces rivaux n'empiétassent pas sur leur propre domaine. Les syndics étaient le plus souvent nommés par les seuls maîtres ; parfois les gardes jurés étaient choisis, partie parmi les maîtres, partie parmi les compagnons. L'appel du jugement rendu par les gardes du métier allait devant le maire, du moins jusqu'en 1564, époque à laquelle Charles IX institua les tribunaux de commerce.

A côté de ce groupement, il en existait un second, plus fort moralement, plus intime, unissant les ouvriers d'un même métier : c'était la confrérie. Le sentiment religieux rassemblait les compagnons sous le patronage d'un Saint. Ainsi les procureurs et avocats de Paris se réunissaient dans la chapelle de St-Yves. Ces associations religieuses, quoique annexées aux corporations, ne se confondaient pas avec elles.

Ayant ainsi établi succinctement l'organisation interne de ces unions de travailleurs il faut maintenant nous

demander les causes et le but de ces groupements. Pourquoi l'industrie, à cette époque, se présente-t-elle sous un régime de réglementation aussi complexe et non de pleine liberté ? Il y a, à cela, des raisons tirées de l'ordre social, de l'histoire, du milieu.

Il n'y avait pas en France, alors, un pouvoir fort, unique, respecté par tous et capable de protéger, d'une manière efficace, le travail national. Dans chaque province, dans chaque contrée, en face du roi représenté par ses délégués directs, il y avait les gens d'Eglise, formant en quelque sorte une organisation à part. Enfin, les seigneurs féodaux, rattachés assez indirectement au roi et qui exerçaient un pouvoir très personnel dans la mouvance de leur fiefs. On concevait, dès lors, qu'il est impossible à l'individu sollicité entre ces divers pouvoirs, de développer son activité dans des voies librement choisies. Il n'y a peut-être pas dans toute notre histoire, d'époque plus individualiste que celle du moyen âge, et cependant l'individu isolé, abandonné à l'arbitraire de ces forces rivales, n'a aucun moyen à sa disposition pour faire valoir ses droits. Le travail de l'artisan souffrait de ce manque d'autorité qui le mettait à la merci du plus fort.

Les gens de métier comprirent de bonne heure qu'en se groupant et s'associant, leurs droits seraient mieux garantis ; on ne traitait pas avec un individu, on composait avec une collectivité. L'association fut donc une nécessité dans ce désordre social où la loi était impuissante à protéger l'individu. Nous comprendrons désormais le

développement rapide des corporations, malgré l'opposition du pouvoir royal et les prohibitions de l'Eglise. En ce sens, il y eut notamment la décision du synode de Rouen en 1189 qui prononça l'excommunication « contre « ceux qui fonderaient de pareilles associations ou qui ob-
« serveraient celles qui avaient été faites ». Ces unions présentaient le caractère de société de secours mutuels. En se groupant, les artisans ne se juraient pas seulement aide et protection contre la violence, cette solidarité était plus complète ; ils se promettaient également de secourir les vieillards, de soigner les malades, d'adopter les orphelins, de donner des secours en argent aux veuves des membres de la corporation. Pour subvenir à cet entretien, il y avait un trésor commun alimenté par les contributions volontaires de chaque membre et aussi par les amendes punissant les contraventions aux divers règlements ; les gardes du métier étaient chargés de leur perception.

Une autre cause très importante et qui contribua puissamment à leur succès, fut le désir de fonder de solides traditions industrielles. Les maîtres des métiers ont, avant tout, le souci d'assurer et de maintenir leur bonne renommée ; ils cherchent à établir une meilleure fabrication de leurs produits par des réglementations sévères et dont on ne peut s'écarter. Ce souci de l'honnête réputation de l'atelier, du bon renom de ses produits, se comprend mieux que de nos jours ; car, alors, la corporation, le plus souvent, ne s'étendait qu'à une ville ou à une

petite région ; producteurs et consommateurs se pénétraient constamment.

L'intérêt même des maîtres était de favoriser une bonne fabrication ; ils étaient propriétaires du métier et avaient pour eux seuls le privilège de l'exercer dans la région. Sous ce régime de monopole, ils fixaient eux-mêmes les prix de vente, n'ayant pas à s'occuper des prix de leurs concurrents pour des objets analogues. Or, une fabrication déloyale aurait eu pour contre-coup immédiat d'amener une mévente des produits qui n'étaient pas de première nécessité. Nous verrons dans la suite, que c'est en se plaçant sur ce terrain que les adversaires irréductibles des corporations, ont adressé leurs critiques les plus vives au régime de l'industrie incorporée. Mais, dans la pratique, ce désir d'inspirer confiance à la clientèle donna lieu, au début, de la part des membres mêmes du groupement corporatif et plus tard de la royauté, à toute une législation très utile au consommateur.

Désormais, nous connaissons la structure interne du métier, les différentes causes qui lui ont donné naissance ; nous pourrions pénétrer plus avant et nous placer sur le terrain purement économique.

Quelle était cette Industrie ? par quoi se caractérisait-elle ? Tous les gens de métier, tous les artisans incorporés sont des ouvriers de la petite industrie. Cette dernière expression ne signifie pas que le travail reste limité à certains objets ou que la fabrication soit infime ; même, avec la petite industrie, telle qu'elle se présente encore

de nos jours, la production peut être considérable. Cela veut dire que l'industrie incorporée du moyen âge opérait avec de petits capitaux. De plus, il n'y avait pas une grande réunion de compagnons travaillant sous les ordres d'un même maître ; donc, deux caractères ressortent nettement : réduction dans la concentration des capitaux et dans l'agglomération de la main-d'œuvre. Un autre caractère de cette petite industrie, c'est le peu d'importance de la division du travail. Le maître a autour de lui quelques valets ou ouvriers, deux ou trois apprentis ; il travaille au milieu d'eux, ne se réservant pas la seule fonction de direction ; si c'est un orfèvre, il se tient à son banc, fond le métal et cisèle les bijoux. Pas de tâche spéciale et délimitée pour chacun. Cette industrie peu intensive est essentiellement régionale ; elle produit en vue d'alimenter un marché restreint : le cercle de la petite ville où elle est établie et sa banlieue agricole. Les hommes qui s'occupent de la culture des terres, de l'élevage, ne confectioonnent pas leurs vêtements, leurs instruments de travail ; ils sont les clients nécessaires des artisans de la cité qui, en revanche, s'approvisionnent chez eux. Tels sont les débouchés à cette époque. Ces phénomènes économiques se rencontrent partout au moyen âge ; il ne peut d'ailleurs s'établir d'autres rapports et dans des conditions différentes. Cette stabilité se maintiendra, toute concurrence étrangère sera impossible, jusqu'au jour où naîtront les grands moyens de transport et où seront créés à l'intérieur des voies de communication sûres. Donc sur le

marché intérieur la production industrielle se réglait sur la consommation probable, sur la facilité d'achat du consommateur. Ce que le grand manufacturier de nos jours, le grand anonyme ne peut faire, l'artisan d'alors, à la fois fabricant et vendeur, le faisait. Il produisait la quantité d'objets qu'il pensait nécessaire aux besoins du public et ce maximum atteint, il s'arrêtait ; de sa boutique de vente il réglait le travail de l'atelier. De plus, dans chaque atelier, l'emploi des matières premières était limité ; celui qui possédait un atelier n'était pas dans la situation d'un industriel d'aujourd'hui, cherchant à produire le plus possible comme s'il était seul à approvisionner le marché. Et alors, avec ce dernier régime, la production croît toujours, les besoins du marché sont dépassés, les stocks s'accumulent ; l'industriel est obligé de baisser ses prix sans avoir la certitude d'écouler ses produits. C'est la surproduction avec ses crises périodiques.

Avec la réglementation minutieuse de l'époque médiévale, ce mal cruel restait inconnu et on évitait un gaspillage inutile de richesses. Le plus souvent même, le maître n'avait pas à faire les avances, les frais de premier établissement qui parfois nécessitent de grands capitaux, car la corporation mettait à sa disposition tout le matériel nécessaire. Les étaux de la grande boucherie appartenaient à la corporation même, qui les louait tous les ans à ses membres. Quant aux matières premières, nous savons qu'elles étaient réparties entre les divers ateliers,

et cela dans le but d'éviter tout accaparement qu'on considérait comme un crime.

L'outillage était très peu complexe et ne nécessitait pas de grands locaux pour l'abriter. Le travail manuel de l'ouvrier avait une grande importance, son habileté n'était pas atteinte par la concurrence de la machine. Il se tenait à sa tâche jusqu'à ce qu'il l'eût terminée ; aussi peu de spécialisation ; le même ouvrier filait et tissait, la population industrielle n'était pas assez dense d'ailleurs pour permettre cette spécialisation. Comme contre-partie, cet état amenait une mauvaise répartition des ouvriers, leurs aptitudes se révélaient peu, les pertes de temps résultant du passage d'un travail à un autre n'étaient pas évitées, l'intensité de la fabrication et sa précision étaient amoindries.

Une idée très en faveur à cette époque et qui revenait souvent dans les règlements corporatifs était la défense formelle de cumuler plusieurs productions. Sur ce point, il y avait une intransigeance excessive tant pour les corporations industrielles que pour les corporations marchandes. Ainsi dès le ^{xiv}^e siècle, la corporation des merciers qui au début, fabriquait certains articles, devint essentiellement marchande, et, comme conséquence, ambulatoire, de sédentaire qu'elle avait été jusque-là.

Il nous reste, pour l'étude de cet avant-propos, à connaître le régime du travail dans l'industrie incorporée.

Dès les premières lignes de cette étude nous avons affirmé que l'industrie était soumise à des règlements nom-

breux; d'où émanait cette réglementation? Qui avait pouvoir de légiférer en cette matière? Ces mesures pouvaient être édictées par les différentes autorités royale, ecclésiastique, seigneuriale ou municipale; d'autre part, les corporations elles-mêmes obtenaient parfois le droit de se réglementer. En effet, l'histoire des métiers nous montre que tantôt ces lois furent imposées par voie d'autorité aux artisans, tantôt librement consenties et voulues par eux. Ce qui semble ressortir de cela, c'est que de très bonne heure, la royauté a eu une mainmise très forte sur les corporations; ces dernières, étaient obligées de subir la volonté royale sous peine de déchéance et même de suppression. Cette mainmise royale apparaît au sein même de l'association, ainsi, pour faire partie du métier, le nouvel arrivant paie à l'autorité un droit variable de cinq à trente sous: c'est le Hauban (1). Donc l'artisan est frappé pécuniairement pour avoir le droit de travailler, non pas librement, mais de diriger son activité selon les règles tracées par l'autorité.

Cette intervention ne fut pas toujours nuisible aux artisans. Prendre ces mesures en leur faveur, c'était déjà les reconnaître en tant que corps spécial, leur garantir un monopole qu'ils avaient en fait, mais dont la violation serait désormais châtiée par cette même autorité. Les multiples ordonnances des rois de France concernant le travail, sont autant de mesures de protection

1. Etienne Boileau. *Livre des métiers*. Partie 1, livre 1.

en faveur de l'industrie incorporée. Dans ses édits touchant le travail national, la royauté a seulement codifié les statuts observés depuis longtemps et du consentement libre des associés. Elle supprima certaines règles tombées en désuétude et qui n'étaient plus en harmonie avec l'esprit du siècle ; elle en introduisit d'autres. Le pouvoir, en quelque sorte, donna seulement un caractère authentique à des usages suivis par les artisans, il en surveilla l'exécution. Voilà, selon nous, à quoi se réduisit l'intervention royale jusque vers Philippe le Bel.

Mais, la royauté ne s'en tint pas à cette protection et dans la suite elle s'adressa aux corporations avec beaucoup plus de hardiesse ; elle leur laissa moins d'initiative et rendit impossibles certaines innovations dues à l'esprit inventif des gens de métier. Dégagée de ses adversaires immédiats, comme la féodalité, reconnue comme le seul pouvoir légitime par les légistes et par la masse du peuple, elle étendit sans cesse le cercle de son action. Devenue forte, elle voulut que tout émanât d'elle. Les statuts des corporations jusque-là coutumiers et ayant surtout le caractère d'un règlement intérieur, n'échappèrent pas à son influence et devinrent de ce chef des règlements publics. Paris eut une rédaction générale, ce fut le *Livre des Métiers* d'Etienne Boileau, prévôt des marchands. A partir de ces rédactions toute concurrence fut complètement supprimée. Les tailleurs obtiennent des privilèges leur assurant que nul ne pourra exercer le métier, si ce n'est, avec leur propre autorisation ; la ville

d'Amiens demande une réglementation dans le même sens. En juillet 1443, Charles VII chargea Jacques Cœur de préparer de nouveaux statuts pour la draperie de Bourges. Une commission entendit les maîtres drapiers et rédigea des articles où toute la partie technique de la fabrication était méticuleusement réglée. Parfois même les règles édictées ne sont que des règles de circonstance dans l'intérêt du consommateur. L'autorité municipale taxe d'office certains produits dont le prix a été majoré par les gens de métier, les livres par exemple. La royauté, d'après ce qui précède, ne vient pas briser le monopole des artisans, elle l'affermi au contraire ; elle essaye de ranimer les forces des diverses industries en les prenant sous sa protection et en confirmant leurs privilèges. Mais comme compensation, elle réclame en retour que ces statuts portent la marque de sa souveraineté. De sa propre autorité, elle établit, en faveur des corporations marchandes, de nouvelles foires franches en Champagne et en Languedoc ; elle exempte toutes les marchandises apportées aux foires de Lyon, créées en 1443, du droit de 12 deniers par livre. Cette protection se complète par la prohibition des produits étrangers, à leur entrée en France.

Mais plus tard, au xvi^e siècle notamment, les exigences fiscales du pouvoir royal altérèrent l'esprit de cette protection. Le but de l'intervention changea, il ne s'agissait plus d'une protection déguisée, les corporations devinrent taillable set corvéables selon les besoins du Trésor. Ce fut

L'époque par excellence de la réglementation imposée. Par les édits de 1581 et de 1597, les gens de métiers durent faire confirmer à nouveau leurs statuts, sous peine de se voir déchus de leurs privilèges.

Nous savons que le travail de l'artisan, dans l'industrie incorporée est réglementé d'une façon minutieuse et qu'il ne peut que difficilement s'écarter des règles tracées. Il faut que nous nous occupions de ces lois générales reconnues partout, qui sont comme les principes dominant les mœurs internes des corporations.

Nous trouvons, en premier lieu, l'interdiction du travail de nuit ; on considérait cette prohibition comme une précaution nécessaire contre les fabrications clandestines. Il était défendu de travailler à la lumière, car on était persuadé que l'ouvrage ainsi exécuté était défectueux. Les boutiques fermaient le soir, dès que la cloche de l'église voisine avait sonné l'*Angelus*. Au point de vue hygiénique, c'était une mesure excellente, évitant ce surmenage malsain, ce travail intensif de la nuit, dans l'atelier, privé d'air. La prohibition d'emporter de l'ouvrage à domicile complétait cette règle. En effet, les ouvriers travaillaient avec leur patron dans l'atelier, sous les yeux du public ; le travail en chambre répugnait à l'esprit méfiant des associés. Toutefois cette interdiction était moins expresse que la précédente, certains métiers toléraient cette infraction aux coutumes générales ; c'est ainsi que dans la corporation marchande des merciers, les ouvriers emportaient à leur domicile la soie pour la filer et la tisser. Le travail

de l'ouvrier dans ce cas était rémunéré à façon. Des actes d'autorité émanant des agents du roi levèrent parfois cette défense de travailler la nuit. Nous avons trouvé dans le livre des métiers de la Sorbonne, cette lettre de Gilles le Haquin sur les heures de travail (1) ; elle est datée du 19 janvier 1322.

Lettre de Gilles Haquin,

A touz ceux qui ces lettres verront, Gillez Haquin, garde de la Prévosté de Paris, salut : Saichent tuit que nous avons veus les ordonancez nostre sire le roy Phelippe le Bel, dont Dieu ait l'âme, dezquelles nous avons estrait l'article qui s'ensuit :

Item : des mestiers de Paris qui dient qu'ils ont, par leurs anciens registres, que nus ne puisse ouvrer par nuit et que nus n'ait que un apprentiz, qui soit ou fil de mestre ou d'apprentis et que il les preingnent à certain temps et à certaine somme. Nous ordenons et volons, pour le commun prouffit, que il puissent ouvrer et de jour et de nuit, quant il verront que bon sera, et qu'il puissent avoir plusieurs aprentiz autres, encores que fiulz ne soient de mestres ou d'apprentiz, de quelque païs qu'il soient, bien conditionnés et qu'il mettent tel terme qu'il vodront et fixent ensamble en teille somme d'argent, comme il porront. En

1. Cette pièce transcrite dans le livre des métiers de la Sorbonne, pour l'usage des officiers du Châtelet, débute par ces mots : *donné pour copie*. Le document est extrait de : *Métiers et corporations*, vol. 3, 1879. René de Lespinasse et Bonnardot.

tesmoing de ce, nous avons mis en ces lettres le seel de la prévosté de Paris ; l'an mil trois cens xx et deux, le mardi après la saint Mar et saint Bon.

Une ordonnance du roi Jean, 30 janvier 1351, fixe un maximum pour certains métiers, et l'édit du 12 mai 1395 règle le temps de la journée de travail pour tous métiers. Le prévôt Jean de Folleville se plaint de la mauvaise foi des gens de métier qui veulent faire payer leur journée « qu'ils facent paier de leurs journées, tout autant « comme si il faisaient besongne tout au long d'un jour ». Il leur ordonne d'aller au travail : « dès heures de soleil « levant jusques à heure de soleil couchant, en prenant « leurs reppas à heures raisonnables. »

Il ressort des documents que le temps de la journée de travail variait selon les métiers et les provinces entre huit heures et douze heures ; la journée moyenne paraît être de neuf heures.

Il était défendu de détourner la clientèle d'un autre maître ou de lui enlever ses ouvriers ; règle équitable à une époque où les maîtres se considéraient plutôt comme des confrères que comme des concurrents. Il était déloyal de faire des propositions d'embauchage à l'ouvrier d'un confrère. Charles VI, par l'ordonnance de 1415, fit savoir aux patrons de n'avoir plus à surenchérir les uns sur les autres et leur défendit de s'enlever les ouvriers en leur promettant un salaire plus rémunérateur. Un lien unissait fortement l'ouvrier à son maître ; ce n'était point un contrat de travail au sens strict du mot. Pour former un con-

trat il faut une libre entente, un apport de libres volontés ; or, la liberté du travail était l'exception ; nous avons vu que pour l'apprenti ce contrat était écrit ; pour l'ouvrier il n'en est rien le plus souvent. Les ouvriers embauchés à la journée s'entendent verbalement avec l'employeur, même pour les ouvriers sédentaires il n'y a rien de bien nettement spécifié, on suit la tradition.

Pour comprendre ce qu'étaient ces relations de maîtres à compagnons, à cette époque, où il existait une hiérarchie sociale très respectée, il est nécessaire de se pénétrer de l'esprit de ce milieu que nous étudions. Ce serait un non-sens que de prétendre le juger avec notre esprit moderne, épris d'égalité.

L'ouvrier du moyen âge, connaissant son métier, ne peut l'exercer de lui-même, il lui faut s'adresser à un maître de sa corporation. Ce maître l'engagera après un prix débattu entre eux ; à partir de ce moment il pourra le faire travailler où et quand il lui plaira tout en observant les règles du métier. Ainsi dans les industries où le travail de nuit est autorisé, l'ouvrier ne peut s'y soustraire si le patron le veut ; en cas de désaccord les juges du métier interviennent et peuvent contraindre l'ouvrier. Les compagnons ne travaillaient pas les dimanches et jours fériés, ce chômage entraînait une perte de salaire considérable ; à Lyon en dehors des dimanches il y avait quarante-cinq fêtes obligatoires.

Toute coalition est interdite soit entre les maîtres, soit entre les compagnons. La condition de l'ouvrier semble

précaire, du moins théoriquement, puisque en dehors de la confrérie, il n'a aucun soutien ; mais dans les faits, cette organisation lui assure le droit au travail tant qu'il y a du travail dans la corporation. En effet, en dehors, le maître ne peut prendre le premier venu, ni le remplacer par la femme dont l'emploi est défendu pour les travaux pénibles.

Il faut nous demander, maintenant, quelle était dans les bénéfices, la part attribuée à l'ouvrier ; quelle était sa rémunération, son salaire ? Comme tout ce qui touche à la corporation, ce salaire est réglementé, fixé par les statuts, d'où une première conséquence : ses fluctuations sont peu sensibles dans un faible laps de temps. Il n'est pas influencé par la loi de l'offre et de la demande, c'est-à-dire, par la concurrence. En effet sur le marché du travail la quantité de main-d'œuvre est restreinte, et, tel compagnon connu par son habileté, son endurance au travail, son exactitude à l'atelier est préféré à bien d'autres. Le travail de cet ouvrier étant plus productif et procurant au maître une plus-value notable, sera mieux rétribué que celui d'un ouvrier médiocre. Cette remarque, banale aujourd'hui, avait alors une importance de premier ordre et influait directement sur le salaire. D'ailleurs il est difficile d'être bien exact, et on ne peut dégager nettement les divers éléments du bénéfice, les parts revenant à chacun : profit, intérêt et salaire sont souvent groupés confusément dans une même rétribution.

Les petits patrons de l'industrie incorporée sont de vé-

ritables ouvriers, sans grand capital, les frais généraux étant peu élevés. De même que les associations de personnes, les associations de capitaux n'existaient pas. Les patrons ne pouvaient s'unir pour travailler à profits communs et payer aux ouvriers de vils salaires.

Les saisons influaient sur le salaire. La main-d'œuvre féminine était peu recherchée ; la femme admise à l'atelier avait une rémunération environ moitié moindre.

Au xv^e siècle, il y a un fort relèvement des salaires, la part revenant à l'ouvrier est même plus élevée nominativement qu'un siècle plus tard. M. Mantellier, dans un Mémoire publié en 1861 : *Les Salaires à Orléans au XV^e siècle*, expose, d'après des exemples, les variations du salaire nominal à cette époque. Dans la première moitié du siècle il y a une hausse constante, puis à partir de 1460, baisse générale.

Ces variations sont les mêmes pour l'ouvrier agricole ; non nourri, engagé à la journée, il gagne en 1445, 1,32 ; en 1500 ce salaire descend à 0,75 ; ce mouvement de baisse s'arrête vers 1525. A la même époque il y a une baisse correspondante dans le prix du blé et l'argent avait un pouvoir d'acquisition quadruple de celui qu'il a aujourd'hui ; le salarié, payé 0,99 en 1496, recevait une rémunération qui équivaldrait à 4 francs de notre monnaie.

Il nous reste à passer en revue la situation des diverses industries.

L'industrie manufacturière se place au premier rang ; les artisans travaillent avec des matières premières ache-

tées par la corporation et réparties entre les différents ateliers. Dans cette industrie les métiers sont multiples et florissants, surtout à partir du triomphe définitif de la royauté, qui les encouragea et les soutint efficacement.

Les salaires à Orléans au XV^e siècle (Mantellier) 1861. (1)

Maçons.		Tailleurs de pierre.		Couvreurs.		Valets de louage.		Charpentiers.	
1429-30	1,67	1401-02	1,53	1416	1,54	1409-10	1,23	1431	1,94
1433-34	1,61	1409-10	1,63	1426	1,69	1426	1,18	1435-36	1,43
id.	1,94	1419-20	0,91	1431	1,62	1447	1,26	1442-62	1,99
1443-44	1,99	1433-34	1,94	1447	1,81			1444	1,65
1462-64	1,16	1461-62	1,46	1464-65	1,31	1493	1,02	1461-64	1,16
id.	1,31	1463-64	1,31	1469-70	1,30			1475	1,12
id.	1,46	id.	1,46	1482-83	1,25			1482	1,15
1464-65	1,46	1469-70	1,30					1497-1504	1,02
1467-70	1,30	id.	1,45						
1467-70	1,15								
1475	1,12								
1482-83	1,12								

A côté de ces corporations de production, il y avait les corporations marchandes. Dès le début, la royauté favorisa

1. Ces renseignements sur le salaire sont tirés de l'ouvrage de M. Beauregard : *Théorie du salaire*.

leur établissement, reconnaissante de l'aide fournie lors de l'émancipation des communes et dans sa lutte contre la féodalité.

Ces corporations marchandes jouèrent un rôle important ; grâce à elles des rapports d'affaires, des relations suivies s'établirent avec les pays étrangers. Etienne Boileau décrit la corporation des marchands de chanvre ; ces négociants achetaient les chanvres et lins à l'étranger, puis les livraient aux artisans des métiers. Ils devaient refuser les lins d'Espagne et de Noyons, parce que ces produits étaient de qualité inférieure ; ils servaient surtout d'intermédiaire entre les producteurs agricoles et la corporation des tisserands de Paris. Certains marchands achetaient aux gens de métiers des objets manufacturés, qu'ils revendaient à la halle, aux grandes foires de Champagne, de Montargis ou de Lyon.

La grande association marchande du moyen âge est celle des merciers, aucun objet n'est ouvré chez eux. A la tête de cette corporation toute-puissante est le *roi des merciers*, qui délivre, sous le patronage du roi, le brevet de maître mercier.

Le champ de leur activité était plus étendu que celui des corporations manufacturières ; le commerce n'était pas local et confiné à une seule région. Les regrattiers se livraient au commerce de détail, tandis que les marchands grossiers vendaient tous les articles ayant rapport à l'alimentation et au vêtement. Pour Buscher et Pigeonneau les grossiers ont un caractère particulier qui les différen-

cie des détaillants et aussi des ateliers industriels : leur commerce est ambulatoire. Cependant, les marchands de gros possèdent un siège social permanent. A un autre point de vue ils sont moins autonomes que les manufacturiers, car ils dépendent du commerce maritime, et leur développement est soumis aux fluctuations de ce dernier ; c'est une interdépendance à signaler.

Mais il existe un contraste plus frappant entre les corporations d'arts et métiers et les corporations marchandes. Tandis que les associations de personnes et de capitaux sont vues avec défaveur dans les premières, nous assistons, pour les corporations commerciales, au triomphe d'idées nouvelles. Ici tout procède par sociétés : Société de la Hanse parisienne, Société des maîtres merciers, autant d'associations d'hommes et de capitaux. Cette organisation différente s'explique, si l'on songe à ce qu'étaient les voyages par mer à cette époque ? Que de périls encourus, de cargaisons pillées, pour un chargement arrivant à destination. Ce sont ces sociétaires qui armaient à Aigues-Mortes et à Narbonne, pour l'Orient, les navires désignés sous le nom de *Galée de France*.

En vertu d'ordonnances royales anciennes, ils avaient le monopole du transport des marchandises françaises dans les ports musulmans d'Egypte et de Syrie ; les commerçants de Montpellier obtinrent un privilège analogue pour Rhodes, Chypre et Constantinople. Ces efforts étaient louables, mais ce déploiement d'activité était bien faible si on le compare à celui des escadres génoises et

véniennes qui importaient chez nous les étoffes précieuses de l'Italie et de l'Orient. Plus tard Jacques Cœur, grâce à son activité, à son intelligente pratique des affaires et secondé par ses facteurs répandus sur tout le littoral de la mer Méditerranée, émancipa définitivement le commerce français et l'affranchit de toute sujétion étrangère.

Il s'occupa, en sa qualité d'argentier du roi, d'une industrie naissante alors et peu productive avant lui : l'industrie extractive. C'est grâce à lui que furent exploitées les mines d'argent, de plomb et de cuivre situées aux environs de Tarare et de Lyon.

Le premier acte législatif, réglementant l'industrie minière, date de Charles VI, c'est l'édit du 30 mai 1415. Jusque-là il n'y avait pas de règles générales, l'exploitation restait libre à moins d'usages locaux contraires. Par cet édit, le roi se réserve le dixième du produit des mines : « A nous seul et pour le tout à cause de nos droits et Majesté royaux appartient la dîme et non à autrui ». En 1429, Charles VII confirmait l'ordonnance de son père et attribuait à Jacques Cœur le bail des monnaies. Louis XI créa, le 27 juillet 1471, la charge de « maître général visiteur et gouverneur des mines du royaume. »

Une industrie n'a pas été encore mentionnée et pourtant c'est la plus importante, celle qui occupe le plus de bras dans notre pays c'est : l'industrie agricole. Nous ne rencontrerons pas dans l'agriculture le système corporatif avec ses prescriptions minutieuses ; ici, le tra-

vail est libre. Les cultivateurs, malgré cette liberté, appartiennent à la classe la plus misérable de la société.

Parmi les possesseurs de terres, un très petit nombre avait la propriété entière ; les autres un usufruit restreint, et, de cet état de choses découlaient des maux considérables. Dans cette population pressurée, personne ne prenait grand soin de ce qu'il ne pouvait regarder comme sa propriété pleine et entière. La plupart des gens du plat pays, jusqu'à Louis XII, étaient encore dans une condition servile vis-à-vis des seigneurs ecclésiastiques ou féodaux. Ce roi encouragea l'agriculture en diminuant le servage ; l'affranchi devenait ainsi un petit fermier, parfois même il acquérait un commencement de propriété. Claude de Seyssel, dans les *Louanges du bon roi Louis XII*, notait cette condition nouvelle : « Le revenu des bénéfices, des terres et des seigneuries est crû partout généralement de beaucoup... et je suis informé par ceux
« qui ont principale charge des finances du royaume,
« gens de bien et d'autorité, que les tailles se recouvrent
« à présent beaucoup plus aisément, et à moins de contraintes et de frais, sans comparaison qu'elles ne faisaient du temps des rois passés. » Ces mesures prises en faveur de l'agriculture donnèrent des résultats immédiats ; le tableau de nos exportations se releva. Au xvi^e siècle, grâce aux relations des ambassadeurs vénitiens et notamment de Marino Cavalli, nous pouvons apprécier cette hausse considérable dans l'exportation de nos produits. Nos vins se consommaient en Angleterre ; les Flan-

dres nous en achetaient pour plus de 4.000.000 ; on pri-sait fort à l'étranger nos laines de Normandie et de Pi-cardie.

Si cette industrie n'a pas été, comme d'autres, soumise à une législation tracassière, il y a eu néanmoins à son sujet certains points réglementés. L'ensemble de ces mesures est inspiré par le *système pourvoyeur*. Afin d'as-surer la subsistance du peuple, une certaine partie des terres cultivées, devait être emblavée. En général on déci-dait que les deux tiers seraient livrés à la culture des céréales ; dans certaines provinces les plantations de vi-gnes ne pouvaient dépasser plus du tiers du terrain défriché.

On songeait également à l'approvisionnement ; les vil-les devaient avoir des grains pour trois mois, et les fer-miers étaient obligés de réaliser leur récolte au plus tard dans l'année suivant celle de leur production. Cette der-nière mesure était dirigée contre les tentatives d'accapa-rement des blés du pays. Une telle législation dénote bien cette hantise perpétuelle de la famine qui effrayait, à si juste titre, les hommes du moyen âge. Le système pourvoyeur n'était pas spécial à notre pays, l'Angleterre le connaissait.

Un édit de Henri III, en date du 21 novembre 1577, pro-hiba le transport des grains hors du royaume, on ne laissa sortir que ceux qui acquittèrent un impôt élevé ; à la même époque, mais cela dura peu, on établit la liberté du commerce des grains de province à province.

Quant à la culture elle-même, elle fit peu de progrès, les procédés de travail, les instruments restèrent rudimentaires, la routine continua comme par le passé sous le régime de la culture extensive.

Les diverses branches de l'industrie nous ont montré successivement (le commerce excepté) ce qu'était le régime de la petite industrie et ce que nous entendions par ce terme. Pour la juger, il fallait connaître sa structure interne et externe, l'esprit qui l'animait. Les opinions, au sujet des corporations, de leur rôle, de leurs tendances, sont bien divergentes.

M. Sauzet, adversaire déterminé (1) de l'industrie incorporée, entr'autres reproches, lui adresse celui-ci qui, du moins, a le mérite d'être net et original : ces associations de gens de métier constituent une coalition permanente des producteurs contre les consommateurs et à l'appui de cela, il cite l'autorité d'Adam Smith : « Il est rare que des gens de métier se trouvent réunis, fût-ce pour quelque partie de plaisir ou pour se distraire, sans que la conversation finisse par quelque conspiration contre le public ou par quelque machination pour faire hausser les prix », et Turgot voit dans cette coalition : « un des ferments les plus actifs de l'Esprit de corps chez les gens de métier ».

Le jugement est sévère, c'est une condamnation sans recours de l'organisation corporative tout entière à cette

1. Sauzet. *Revue d'Economie politique*, avril 1892.

époque. Il est bien évident que les Corporations immobilisées dans des statuts trop vieux, ne nous apparaissent pas comme l'idéal même de l'organisation du travail. L'égoïsme des maîtres, l'arbitraire fiscalité royale en corrompirent trop souvent l'esprit.

Au point de vue économique même, elles ne présentaient pas un développement scientifique et bien ordonné du travail. Ceux qui composaient ces groupements à des titres divers : apprentis, ouvriers, maîtres, vivaient sur le pied d'une inégalité choquante. Cela ne suffit pas pour condamner cette institution.

Les corporations eurent l'avantage indéniable de présenter une organisation forte et prospère, en harmonie avec la constitution politique et sociale du temps, à une époque peu avancée en civilisation. Elles permirent en réglementant la production sur les besoins vraisemblables du consommateur d'éviter cette pléthore de produits, cet embarras général, ce malaise, qui sont les conséquences fatales de la surproduction.

Nous ne pouvons mieux faire en terminant que de citer ces lignes si impartiales de M. Levasseur (1) : « Toute association exclusive aura, dans tous les temps, des inconvénients du même genre. Utile dans ce temps où les lois générales de la société ne suffisaient pas à protéger la personne de l'artisan, la corporation devenait nuisible dès qu'elle n'était plus indispensable ».

1. Levasseur. *Histoire des Classes ouvrières en France*.

CHAPITRE II

CAUSES QUI ONT DÉTERMINÉ L'AVÈNEMENT DE LA GRANDE INDUSTRIE

Dans le chapitre précédent nous nous sommes efforcé de montrer le rôle important que joua la petite industrie libre ou incorporée ; en terminant, nous avons essayé d'établir, tout en reconnaissant le bien fondé des critiques dirigées contre elle, qu'elle fut, à cette époque, la seule organisation assez puissante pour assurer à l'ouvrier un travail continu et présenter de sérieuses garanties au consommateur.

Ainsi constituée, elle ne pouvait se maintenir sans rivale indéfiniment et, dès la fin du xvi^e siècle, la réglementation trop étroite dont elle était l'objet ne lui permettait plus de suffire aux besoins nouveaux. Sans doute cette industrie n'était pas restée complètement stationnaire, il y avait eu quelques améliorations dans les procédés de travail ; enfin la spécialisation faisait son apparition. C'est ainsi qu'à Limoges les professions d'émailleur, de peintre et d'orfèvre jusque-là réunies, se différencient. Ce mouvement vers le mieux, cette marche lente vers le progrès est un symptôme ; mais à la vérité, ces inventions fécon-

des qui révolutionnent un art, qui changent l'aspect d'un métier, nous font défaut.

L'esprit des gens de métier était trop traditionnelle, trop respectueux des usages reçus ; toute innovation hardie, toute initiative intelligente lui répugnait. L'ouvrier embauché, sûr d'obtenir du travail, ne cherchait pas à faire mieux et l'eût-il tenté même, les gardes du métier étaient là pour le rappeler aux convenances. La consommation augmentant, le nombre des métiers tendait à se multiplier et cependant les confréries faisaient une guerre sans merci à toute concurrence ; le monopole devenait dangereux ; il était anormal de voir l'artisan privilégié écarter tous ses rivaux. Tous les efforts des membres de l'industrie incorporée se portaient contre les ouvriers libres que l'on considérait comme des transfuges des corporations et qui travaillaient clandestinement chez eux.

Enfin, à aucun autre moment de leur histoire, les corporations ne se montrèrent aussi exclusives et tracassières vis-à-vis de leurs propres membres.

Une réforme complète semblait donc nécessaire, elle ne pouvait se produire pourtant. Le changement consista en ceci : à côté de l'industrie incorporée, sur certains points du territoire français, notamment à la campagne, se constituent des manufactures, des fabriques collectives bien différentes des premières et qui se gouvernent d'après d'autres lois. Quel fut, dans ce changement, le rôle du pouvoir royal ?

Nous avons vu comment on comprenait au moyen âge,

le droit au travail ; c'était un privilège décerné par un groupement social au profit de ses membres et garanti par lui. A la fin du xvr^e siècle un principe nouveau s'établit ; avec le triomphe du pouvoir central fortement organisé une conception nouvelle apparaît. Le droit au travail, sous Henri III, devient un droit domanial que le prince concède moyennant finances ; c'est le terme d'une évolution. L'intervention royale a pour but de protéger l'industrie qui rend le pays prospère et de briser le monopole des corps de métiers et les abus des confréries.

Elle s'attaque à ces dernières non directement et par voie d'autorité, mais par une série de mesures fiscales vexatoires. Ce que la royauté désirait avant tout, c'était de placer les artisans sous sa tutelle immédiate. Les ordonnances d'Henri III en 1581 et plus tard d'Henri IV en 1597, sont inspirées par cet état d'esprit.

L'ordonnance de 1581, enregistrée seulement en 1583, après une vive résistance du Parlement, enjoint à tous les artisans du royaume de s'organiser en corps de métiers. On pensait que le régime corporatif deviendrait moins exclusif pour l'admission des nouveaux membres, après cette entrée en masse. Pour remédier aux abus des maîtrises et jurandes on les plaçait sous la surveillance directe du roi et comme conséquence dernière il prélevait à son profit un impôt sur le travail des artisans.

Cette ordonnance, qui ressemblait à une loi générale, à un Code régissant l'industrie incorporée, fut peu suivie. C'est pourquoi, Henri IV, après avis des notables réunis

à Rouen en 1597, confirma l'ordonnance de son prédécesseur : « Pour exemple de ce mal, disaient les notables, il
« est cogneu que l'on faisait, avant les troubles, quatre
« fois plus de manufactures de draps de laine qu'à présent. Témoin la ville de Provins en Brie où il y avait
« dix-huit cents métiers de draps et n'y a pour le jourd'hui
« quatre métiers. »

Ce roi fit plus, il réglementa la constitution des corporations marchandes, autonomes jusque-là.

Tandis que le roi confirmait d'anciens monopoles, d'un autre côté il donnait toute liberté à une certaine industrie ou du moins il lui permettait de vivre en favorisant l'établissement de manufactures nouvelles. La ville de Poitiers en 1489 fut exemptée de certains impôts, pour permettre à une draperie de s'y établir, malgré l'opposition énergique et les protestations des gens de métier.

Ces créations se multiplièrent à partir du règne de François I^{er}, quand, à force d'encouragement et d'efforts répétés, des hommes audacieux parvinrent à établir dans notre pays les industries étrangères.

Nous allons maintenant énumérer les causes qui ont déterminé l'avènement de la grande industrie, qui ont facilité la fondation de manufactures libres en dehors du régime des corporations.

La grande industrie ne s'établit pas spontanément, elle existe depuis longtemps à un état assez confus, elle a un but vers lequel elle tend : satisfaire les besoins nouveaux de la Société.

Cette industrie ne possédait pas de grands établissements, sauf peut-être pour l'exploitation des mines, mais de petits ateliers indépendants, épars dans les campagnes, dirigés par un patron. L'entrée en ligne de cette industrie nouvelle coïncide avec l'enrichissement des populations industrielles des villes ; une place prépondérante est faite au travail comme à la richesse mobilière d'ailleurs. On constate, à cette époque, une amélioration sensible dans la vie matérielle en général ; ces populations sans autorité, acquièrent une importance économique considérable grâce à l'abondance du capital argent, inconnu auparavant et à la concentration de la main-d'œuvre dans les villes. La société riche, active, intelligente, mais de mœurs grossières et usant de procédés de travail assez primitifs, fut transformée par deux événements considérables : les guerres d'Italie et les découvertes géographiques. Elle entra brusquement en relations belliqueuses et commerciales avec deux mondes qu'elle ignorait.

Les expéditions françaises dans la péninsule italique frappèrent vivement l'imagination de nos pères et furent pour eux une révélation.

Dans les riches provinces qu'ils traversaient, dans les républiques florissantes où ils s'établissaient, vivaient des citoyens industriels, actifs, habiles. Le roi Charles VIII mandait ceci à son beau-frère, Pierre de Bourbon, le 28 mars 1495 : « Au surplus, vous ne pourriez croire les
« beaux jardins que j'ay en ceste ville... et avecques ce,
« j'ay trouvé en ce pays des meilleurs peintres pour faire

« aussi beaux planchiers qu'il est possible... je les mène-
« ray avecques moy à Amboise ». De cette époque datent
le luxe et le faste qui prirent une si grande place à la
Cour et plus tard dans les diverses classes de la Société
française. Ce besoin nouveau de luxe, après des siècles de
continence, fut un puissant stimulant pour l'industrie
nouvelle. Les Valois amenèrent à prix d'or des ouvriers
d'Italie et les dotèrent magnifiquement ; ils furent les édu-
cateurs de nos artisans auxquels ils révélèrent les secrets
de leur fabrication. C'est alors que se créèrent ces grands
établissements où l'on manufacturait les tissus d'or, les
glaces, les faïences recherchées, les parfums.

En quelques années le luxe devint si excessif même,
que le pouvoir royal crut nécessaire d'édicter des lois
somptuaires (1), impuissantes d'ailleurs à réfréner les
excès que le législateur voulait atteindre. Parmi les
prohibitions prononcées par ces ordonnances, il faut men-
tionner l'interdiction de l'usage des draps d'or, d'argent
et de soie à quiconque n'était pas gentilhomme. Mais la
plupart du temps l'édit restait lettre morte, et le gros
public continuait à se parer de riches vêtements.

Selon M. Doniol: *Histoire des classes rurales en France*, le
pouvoir royal, par cette législation répressive, visait un
but élevé : il voulait diriger vers l'exploitation agricole
une partie de ces capitaux dépensés en luxe. D'autres au-

1. Dans l'espace de moins d'un demi-siècle, huit ordonnances
furent rendues à ce sujet : 1543, 1547, 1549, 1561, 1562, 1563,
1573, 1576.

teurs voient dans ces édits, des actes économiques réfléchis, réclamés par les Etats et les moralistes.

Cela nous paraît tout au moins douteux, car en ce siècle les ordonnances et les écrivains sont d'accord sur un point autre : il est urgent de mettre un terme aux débordements de la culture (1). Bodin en 1565 partage cet avis, et il base là-dessus son argumentation contre Malestroit (2). Vers la même époque, Bernard Palissy, inquiet de l'avenir, se plaint avec tristesse de ce qu'on a « rompu, « couché, déchiré pour les mettre en bled, les belles « forêts jusqu'alors précieusement gardées. ».

Ainsi, nous sommes en présence de deux politiques économiques bien différentes : réglementation de l'industrie incorporée et protection assurée à la grande industrie naissante et cela d'une façon continue. L'agriculture est moins bien favorisée ; jusqu'à Sully nous ne trouvons que des mesures contradictoires sans cesse révoquées.

Les guerres d'Italie n'exercèrent pas seules une influence sur le développement de la vie industrielle ; les découvertes géographiques donnèrent à la même époque un nouvel essor au commerce et par suite à l'industrie manufacturière. Avec la sécurité plus grande des voies de communications, les relations internationales se multiplièrent. Les découvertes de Colomb et des Portugais, les ports des Echelles du Levant plus fréquentés, jetèrent

1. Ordonnance de janvier 1528 sur les eaux et forêts (art. 24, 28).

2. Réponse à Malestroit sur l'enchérissement de toutes choses.

sur le marché national quantité de produits inconnus jusqu'à ce jour. Nos ports bénéficièrent de cette activité nouvelle. Marseille entretenait des relations commerciales très suivies avec les villes du Levant, d'Égypte et des côtes de Barbarie.

L'alliance de François I^{er} avec le Commandeur des croyants, Soliman, fut féconde en résultats pratiques. Bodin l'appréciait ainsi (1) : « Les marchands français ont « tenu boutique à Alexandrie, au Caire, aussi bien que les « Vénitiens et Génois et nous n'avons pas moins de crédit « à Fez et au Maroc que l'Espagne ». A l'intérieur le commerce fut favorisé par la création de nouvelles foires, où venaient les marchands étrangers, surtout les négociants italiens.

Il se forme aussi de nombreuses sociétés de capitaux, des banques se fondent ; le crédit s'organise pour faciliter les échanges et les transactions. Le stock de monnaie circulant en France avait quadruplé au début du xvi^e siècle, aussi l'argent avait subi une dépréciation considérable. Et tandis que son pouvoir d'acquisition diminuait, le prix de tous les objets augmentait. Ces perturbations dans les prix irritèrent le peuple ; des artisans se mutinèrent car leur salaire ne haussait pas en proportion de l'accroissement du prix de toutes marchandises.

Ce malaise passager aurait été plus fortement ressenti encore, sans les progrès croissants de l'industrie com-

1. Baudrillart. *Bodin et son temps*, page 173.

merciale qui jetait sans cesse sur le marché des produits nouveaux.

Les banques favorisaient beaucoup le développement de l'industrie manufacturière, par leurs avances aux petits patrons. L'Allemagne eut des banques municipales ; à Venise et à Gènes se fondèrent des établissements de crédit nationaux pour les prêts l'escompte et les dépôts. En France des banques privées s'établirent, soumises à une réglementation sévère de la part de l'État (1).

D'après l'édit de 1587 les banquiers doivent être nés français ou naturalisés. Pour tenir une banque il est nécessaire d'obtenir l'autorisation royale, il faut aussi justifier de certaines avances ; le cautionnement exigé s'élevait à 15.000 livres.

Les changeurs qui jusque-là étaient libres et avaient des statuts autonomes, furent érigés en titre d'office comme les maîtrises et jurandes de l'industrie incorporée.

Désormais ils furent nommés par le roi qui fixa définitivement leur nombre et le lieu de leur résidence : Paris en compta vingt-quatre, Rouen douze. Le taux de l'intérêt commercial très mobile fut en moyenne de 12 à 14 0/0.

Ces diverses causes et faits nouveaux : guerres d'Italie, relations commerciales plus étendues, le développe-

1. Les banques établies par François I^{er} à Lyon et à Toulouse en 1543, par Henri II en 1545 à Paris, restèrent des banques privées.

ment du luxe, l'amélioration des procédés de travail, la création des instruments de crédit, ont tous influé à des degrés différents et précipité la naissance de la grande industrie.

Grâce à ce progrès matériel et intellectuel résultant de l'accroissement de la fortune publique, le consommateur devient plus exigeant, il impose ses goûts, ses besoins au producteur, qui, jusqu'à ce jour, se préoccupait peu des désirs de sa clientèle.

CHAPITRE III

CONSTITUTION DE LA GRANDE INDUSTRIE

Jusque-là il été question seulement du régime économique de la petite industrie et dans le chapitre précédent, nous avons signalé les causes qui ont présidé à l'avènement de la grande industrie. Il faut nous demander désormais, puisque nous sommes en présence d'un fait accompli : sa constitution, quelle est son origine et sa condition première ?

Est-elle française, est-elle d'origine étrangère ? Sur ce point, il serait certainement trop hasardeux, de procéder par affirmations catégoriques, car il n'y a rien de bien absolu, ni dans un sens ni dans l'autre. Il est préférable, pour éviter toute confusion et pour dissiper certaines erreurs, d'établir une distinction nécessaire.

S'il s'agit d'une branche particulière de l'industrie, d'un art spécial, il pourra y avoir dépendance de l'étranger et cela dans une large mesure ; il en est ainsi pour l'industrie des glaces. Les établissements où elles étaient manufacturées chez nous, ont eu recours, pour apprendre les procédés de fabrication et pour s'outiller, à la présence d'ouvriers étrangers. Il en est de même pour

l'orfèvrerie. Cette partie du travail des métaux précieux comptait très peu d'artisans en France ; lors de la Renaissance, cet art reprit beaucoup, grâce aux Italiens venus chez nous, à la suite des expéditions françaises dans la péninsule. François I^{er} s'attacha, comme orfèvre, en 1540, Benvenuto Cellini, malgré l'opposition acharnée de la confrérie des orfèvres de Paris. Nous étions encore tributaires de l'Espagne pour les vêtements et les draps somptueux.

Telle est la part de l'étranger ; mais il est inutile de lui attribuer une contribution plus considérable, car, pour ce qui est de la grande industrie prise en bloc, de ses caractères généraux, elle est bien d'origine française.

De bonne heure, il y eut dans notre pays une industrie non incorporée, très répandue, surtout parmi les populations des campagnes. Elle se composait de petits ateliers indépendants les uns des autres où l'on manufacturait les matières premières fournies par la culture du sol. C'est là un exemple de l'interdépendance existant entre les industries manufacturières et agricoles. Ces ateliers qui occupaient les divers membres d'une même famille et quelques personnes adjointes, n'avaient le plus souvent aucun lien entre eux. Les tâches y étaient réparties par le chef de famille qui se réservait le seul travail de direction et de haute surveillance.

C'étaient des ateliers de broderie, de dentelle, de produits alimentaires, d'habillement, de poteries, débouchés

immédiats et voisins pour l'agriculture. Et ainsi, tandis que les corporations urbaines appelaient dans l'enceinte de la cité et y renaient une nombreuse population ouvrière, dans les campagnes, en dehors du régime et des règlements de l'industrie incorporée, se formaient de petits ateliers, des fabriques collectives, qui sont les ancêtres directs des ateliers et des usines de la grande industrie actuelle.

Leur condition économique n'était pas plus précaire que celle des corporations. Celles-ci, grâce à leur monopole garanti par le pouvoir royal, pouvaient défier toute concurrence ; mais le travail était aussi régulier dans l'atelier rural et de plus la vie matérielle y était mieux assurée. L'ouvrier des campagnes ne travaillait pas à ses risques et périls, il n'avait pas d'avance de fonds à faire pour l'achat des matières premières, il ne produisait pas de lui-même, sans s'inquiéter des débouchés ; grâce aux indications fournies par son chef il savait, dans quel sens il devait déployer utilement son activité.

Parfois, ces chefs d'industrie, étaient de grands propriétaires terriens, faisant manufacturer les produits de leur sol et répartissant les matières premières entre les différentes familles du pays.

Le seul obstacle à leur développement, était la lutte qu'ils avaient à soutenir contre les corporations voisines. Ne pouvant anéantir celles-ci, ces dernières leur avaient fermé le marché urbain, interdisant par là-même une concurrence dangereuse pour leurs propres produits.

Nous assisterons donc à une opposition exactement contraire à celle que nous connaissons aujourd'hui. La petite industrie a pris position dans les grands centres, avec les corporations, tandis que ce que nous considérons comme la grande industrie s'établit loin des villes en pleine campagne.

Plus tard la population augmentant et devenant plus riche, ses besoins et les moyens de les satisfaire augmentant aussi, la production de ces ateliers familiaux devient insuffisante. C'est alors que s'établit la manufacture, type analogue à celui que nous rencontrons de nos jours, mais pourtant plus grossier ; avec lui la grande industrie est définitivement constituée. C'est l'atelier où il y a à la fois une double concentration du travail et du capital, une répartition savante des diverses opérations de fabrication. La manufacture, comme le petit atelier se fixe à la campagne. En effet, la force humaine, devenant de plus en plus inefficace dans les grands travaux, il faut un autre moteur que le bras de l'ouvrier. A la campagne l'industriel peut employer des forces naturelles, comme l'eau, le vent, il a la faculté d'alimenter ses fourneaux avec le bois : « L'ère des usines à moteur hydraulique
« ouverte dès le xv^e siècle en France et dans le pays
« Wallon l'est en Angleterre au siècle suivant. Les pre-
« mières usines eurent pour objet la fabrication de la
« fonte et du fer ; elles s'appliquèrent ensuite aux autres
« métaux et à une foule de produits. Elles ne portèrent
« d'abord aucune perturbation dans la société ; et elles

« n'entravaient pas même le développement de l'industrie domestique et de la petite industrie » (1).

En 1543, deux calendriers, Pierre Geslin et Robert de la Roche, imaginèrent de remplacer les chevaux par un manège mécanique moins coûteux et plus puissant ; un privilège de trois ans leur fut concédé pour cette exploitation. L'établissement des manufactures fut encouragé par la politique du pouvoir royal, qui brisa en sa faveur tous les obstacles que lui opposait l'industrie incorporée. Sans cette intervention la grande industrie n'aurait pu vivre : « Elle ne pouvait naître, qu'à condition d'être protégée, dans ses premiers essais, par un pouvoir supérieur, contre l'égoïsme des corps de métier et contre le droit industriel tel que le comprenait et tel que l'avait fait le moyen âge » (2).

La manufacture, qui se fonde ainsi en vertu d'un privilège, est appelée *manufacture royale*. Il ne faut pas se laisser abuser par cette expression et y voir une tentative de production étatiste, c'est une entreprise purement privée et dirigée par un simple particulier. Par son privilège même, elle échappe aux juridictions corporatives.

A l'origine le privilège, la *priva lex* fut la seule loi, c'est-à-dire, une mesure particulière rendue en faveur d'un particulier ou d'un petit nombre d'individus, il a été la première application du pouvoir législatif. Quand on parlait

1. Le Play. *Les ouvriers européens*, tome III, page 394.

2. Levasseur. *Histoire des classes ouvrières en France*, tome II, page 143.

des privilèges en matière d'impôt pour un certain ordre de la nation, clergé ou noblesse, on entendait par là qu'une loi du prince avait concédé à titre particulier à un ordre, cette immunité. Le roi pouvait toujours déroger à la loi et à la coutume, il usa de cette autorité souveraine en faveur de l'industrie nouvelle. Grâce à ces concessions il était loisible à un homme actif et intelligent d'innover. Le pouvoir faisait plus encore ; non seulement il assurait à l'industriel le droit au travail, devenu domanial et régalien, mais encore il l'affranchissait des servitudes que voulaient lui imposer les corporations. Proclamer que le travail était de droit domanial, c'était empêcher qu'il ne fut inféodé à ces petites souverainetés, mesquines dans leur tyrannie, qui avaient fini sous le nom de corporations, par former autant d'Etats dans l'Etat ; c'était l'incarnation du droit du pays par opposition à cette multitude de privilèges locaux ou personnels, que l'ancien régime était inhabile à supprimer (1).

Une mesure générale d'une grande portée fut prise en 1568, on décida que les inventions nouvelles resteraient en dehors du terrain propre de l'industrie incorporée. François II assura un monopole de dix ans en 1551 à un artisan italien qui avait apporté en France le secret de la fabrication des verres de Venise. Il en fut de même pour des fabricants de soieries et de draps d'or et d'argent. La politique économique de protection du travail national,

1. Wolowski. *Revue de législation et de jurisprudence*, 1843, tome 17.

triompha sans interruption sous les Valois. Les mesures bienfaisantes reçurent la pleine adhésion des assemblées représentatives du pays. Les notables réunis en 1583 à Saint-Germain-en-Laye, après d'amples discussions, félicitent le roi pour ses encouragements à l'industrie naissante et demandent même au pouvoir de créer des manufactures d'Etat.

Henri IV ajouta à ces privilèges des subventions en argent. Il fit remettre aux fondateurs d'une fabrique de draps d'or à Paris, une somme de 180.000 livres, dont 30.000 livres comptant et en toute propriété et les autres 150.000 livres restituables en douze ans, sans intérêts. Une donation semblable fut faite aux Flamands qui établirent en France, la première manufacture de tapis ; le roi, il est vrai, considérait cela comme « une entreprise plus que privée ». Il mettait ainsi un premier capital, une prime souvent considérable, à la disposition de tout ouvrier français ou étranger qui s'établissait sur le territoire.

Mais ce privilège de production, de fabrication ne suffisait pas, il fallait autre chose pour assurer aux objets ouvrés par la grande industrie, un écoulement et des débouchés. Aussi de bonne heure s'ajoutait au premier privilège, le monopole de la vente. Les seuls industriels privilégiés pour la production peuvent répondre aux demandes de leurs clients ; il en fut ainsi, notamment, pour une fabrique de cristal établie à Melun, sous Henri IV.

Pour reconnaître l'objet ouvré sorti de la manufacture privilégiée, pour le défendre de la contrefaçon ou le différencier des produits similaires, il y eut une marque de fabrique spéciale. En effet, la loi doit garantir cette propriété particulière de l'inventeur, puisqu'elle garantit toute propriété en général. Dans notre cas, il y a une garantie toute autre que pour les inventions de l'industrie incorporée.

Le brevet avait un caractère collectif dans les associations de gens de métier, on reconnaissait que telle pièce de drap avait été ouvrée dans telle corporation, grâce aux plombs qui l'accompagnait. C'était la corporation tout entière qui bénéficiait de cette marque de fabrique, et non tel ouvrier qui réalisait des progrès dans la fabrication d'un objet déterminé. Il était donc naturel de donner des droits analogues aux artisans de l'industrie libre, mais ici le brevet avait un caractère nettement individuel, l'inventeur seul en bénéficiait.

Constituée sur de telles bases, la grande industrie différait donc profondément de l'industrie incorporée qui subsistait à côté d'elle. C'était un fait bien curieux que de voir dans ce même pays de France deux régimes industriels différents, deux lois distinctes régissant le travail, souvent même pour la même branche d'industrie. Ce dualisme ne choquait en rien l'esprit public de l'époque, le sentiment de l'unité de l'harmonie dans la législation, ne se présentait pas à leur esprit aussi fortement qu'au nôtre.

La production dans la grande industrie a une règle tout autre que la règle économique en vigueur dans les métiers. On ne se préoccupe plus de la consommation, on ne limite pas la production aux besoins du marché local, on n'évalue pas la facilité d'achat des consommateurs voisins. Les vues sont plus larges, il faut des débouchés, alors on s'adresse à l'étranger, aux colonies. La production est en raison directe de la quantité des capitaux dont elle dispose et de la puissance du matériel employé.

La petite industrie incorporée est plus compressible, n'alimentant que des marchés voisins, l'équilibre s'établit plus facilement ; elle arrête toute fabrication si elle trouve l'approvisionnement du marché suffisant ; or cela est impossible à la grande industrie. Arrêter un individu est un jeu, arrêter une foule est difficile et c'est le cas de la grande manufacture. Les frais généraux croîtraient considérablement, les capitaux non utilisés dont l'intérêt court quand même, constitueraient une perte ruineuse, enfin ce serait exposer les ouvriers à un chômage périodique.

Ce qui frappe à première vue, non pas dans le petit atelier familial du début, mais dans les établissements plus importants créés dans la suite, c'est l'application scientifique du principe de la division du travail. Sans doute pour l'ouvrier du petit atelier, il y avait bien une coopération simple de tous en vue d'un effort commun, mais il manquait une répartition nette du travail entre

tous les employés, le phénomène décrit par Adam Smith, la division du travail faisait défaut.

Pourtant la spécialisation était grande dans les métiers, trop grande même ; des métiers similaires se multipliaient à l'infini et leurs frontières mal démarquées étaient jalousement gardées. Cet état d'esprit procédait d'une conception inintelligente et illogique de la division du travail. Cette division, au lieu de chercher à faciliter l'œuvre de la production et à augmenter la masse des produits obtenus avec le même emploi de forces et de capitaux, ne songeait qu'à morceler toutes les industries, qu'à créer une quantité innombrable d'états distincts, armés chacun d'un monopole exclusif.

Dans l'atelier de la grande industrie, nous rencontrons cette décomposition d'un acte complexe, en une série d'actes simples toujours répétés par le même ouvrier. Un artisan se cantonne dans une tâche selon ses aptitudes, sa puissance de travail augmente dans de très fortes proportions. Finalement dans toute industrie la productivité du travail croît en raison directe de l'extension du travail.

Jusque-là nous avons exposé la constitution même de la grande industrie et la façon dont avaient été créés ses premiers ateliers ; nous n'avons rien dit sur son personnel, nous allons traiter désormais cette question.

Une évolution aussi considérable, un changement si complet dans la nature intime et les conditions de la production ne peut s'être accompli sans qu'il y ait eu un

retentissement profond sur la main-d'œuvre, sur la condition du patron et des ouvriers.

Quant au chef, son rôle est tout autre que celui qui incombe au « *Maitre* » dans l'industrie incorporée. Le patron ne travaille plus à l'atelier au milieu de ses ouvriers, il s'éloigne d'eux, les distances s'accusent, en ce sens qu'il ne conserve pour lui que le seul travail de direction et d'administration. D'un autre côté et comme conséquence de la plus grande importance des entreprises, de la concentration des capitaux, il devient un maître de fonds, spéculant sur l'achat des matières premières. Quant à l'ouvrier il n'est plus l'associé, le *compagnon* du maître ; les ouvriers ont augmenté en nombre dans de très fortes proportions, n'étant plus limité à trois ou quatre par des règlements corporatifs, ils n'ont plus aucune relation avec le patron qui leur assigne leur tâche. Il n'existe pas pour la grande industrie de règles sur l'apprentissage, ni sur l'embauchage des ouvriers venant d'une autre manufacture.

« L'abolition des corporations et de tous leurs privilèges créa les premiers prolétaires, les journaliers des villes : chacun put entrer dans tout métier et le quitter pour en choisir un autre ; chacun put offrir à qui voulait l'employer sa force de corps et son adresse, chacun, sans apprentissage, sans admission dans un corps, sans atelier et sans boutique, put travailler sur le capital d'autrui avant d'avoir rien accumulé et il

« crut gagner une liberté en perdant une garantie » (1).

Sismondi se place au moment de la suppression des corporations, la situation est la même avant cet événement pour les ouvriers de l'industrie libre, qu'il juge d'ailleurs avec une sévérité extrême notamment dans ce passage : « Autant le maître d'une grande manufacture qui
« ne met au service de l'art que son argent, ou tout au plus
« sa vigilance, est un plus grand personnage que ces
« anciens maîtres qui travaillaient eux-mêmes, autant
« ses ouvriers sont inférieurs en connaissances acquises,
« en éducation, en moralité, en indépendance, aux an-
« ciens compagnons, même aux apprentis qui travail-
« laient autrefois pour les métiers ». Voici une opinion se rapprochant de celle de Sismondi : « Quant à établir
« un rapprochement entre la vie des artisans qui appar-
« tenaient aux corporations et celle des ouvriers qui tra-
« vaillent dans nos grandes usines, c'est comparer deux
« genres d'existence aussi dissemblables que peut l'être
« de nos jours celle du mineur d'Anzin, par exemple, et
« celle de l'ouvrier bijoutier de Paris » (2).

Dans la correspondance des intendants avec le contrôleur général des finances, nous avons d'intéressants renseignements sur la vie des ouvriers, sur leur condition, et les mouvements divers de leur fortune. L'intendant de Rouen écrivait en 1684 : « Il y a ici deux ou trois paroisses

1. Sismondi, *Etudes sur l'Economie politique*, page 35.

2. D'Haussonville. *Revue des deux Mondes*, 1885, tome II.

pleines d'ouvriers subordonnés aux marchands de draperies et de couvertures blanches qui, ne trouvant point à travailler, sont venus en troupe en cette ville ; on les a envoyés chez moi et ils étaient hier deux cents à ma porte... j'ai fait convenir ces *misérables ouvriers* de se contenter de 8 sols quoi qu'ils ayent accoutumé d'en gagner 15 ».

A St-Etienne, il y avait une manufacture privilégiée pour la fabrication des armes, le travail venant à faire défaut la misère fut telle que vingt-huit ouvriers moururent de faim, d'après le rapport de l'intendant. Il est juste de dire que cette triste situation était due à une clause particulièrement défectueuse des statuts. Cette clause défendait à ces ouvriers sans travail et qui encombraient le marché de la main-d'œuvre à cet endroit, d'aller s'offrir ailleurs. On eut grand tort d'appliquer à l'industrie libre, cette prohibition du régime corporatif.

Vers la même époque, l'intendant de Trudaine signale le malaise qui règne parmi la classe ouvrière à Lyon et d'Ormesson attire l'attention du pouvoir sur la condition précaire des cinq mille ouvrières employées à la manufacture des points de fils de France, établie dans la ville d'Aurillac. Cette situation n'était point nouvelle, dès le xvi^e siècle à Lyon les hommes d'arts mécaniques mécontents, eurent maille à partir avec leurs patrons, ils se coalisèrent sous le nom de *secte des artisans* (1). Le pouvoir municipal intervint sans mettre fin à ce débat, le roi fut

1. Henri Martin, *Histoire de France*, tome 8, page 127.

obligé de dissoudre leur association, et il prohiba ces coalitions sous peine de confiscation de corps et de biens. « Le peuple, dit Champier, ne veut être corrigé ni de maître, ni de seigneur, ni de prince, si ce n'est par force et les serviteurs veulent être aussi bien traités que les maîtres » (1).

Nous voyons donc d'après ce qui précède, combien étaient tendus parfois, les rapports entre employeurs et employés. Les anciennes dénominations de maîtres et de compagnons n'ont plus aucun sens et sont remplacées par celles de patrons et ouvriers. Plus d'apprentis dont l'éducation est garantie par un contrat spécial, plus de compagnons vivant de la vie du maître, plus de maître résidant dans l'atelier, sorte de famille prolongée, la séparation est définitive, surtout au xvii^e siècle, comme nous le verrons plus tard.

Le patron est le chef de l'atelier que l'on rencontre très peu et qui laisse à des contremaîtres le soin de faire marcher l'usine. L'ouvrier est engagé à la tâche ; dans le grand atelier il est payé d'après le travail effectué et son salaire est d'autant plus élevé que son travail est plus productif, c'est une prime pour les bons ouvriers.

Au point de vue du régime du travail, il y a des différences notables entre la petite industrie incorporée et la grande industrie nouvelle.

1. De la Rebaine, « *du populaire de Lyon* », par Symphorien Champier, brochure réimprimée dans les archives anciennes de l'histoire de France, tome II.

Dans l'industrie incorporée, l'origine de la réglementation du travail doit être cherchée dans les statuts mêmes qui restreignent la liberté des associés ; dans la grande industrie, il y a bien une réglementation (marques de fabriques, privilèges spéciaux), mais dans le seul but de maintenir la bonne renommée des produits manufacturés. Ces mesures se justifient par le fait même de la concession du privilège ; ce dernier assure le droit au travail et la libre fabrication dans des conditions déterminées par lui et cela en vue surtout des privilèges qui pourront être accordés postérieurement dans la même branche d'industrie.

Jusqu'à un certain point il est donc vrai de prétendre que la grande industrie a vécu sous le régime réglementaire pendant la période monarchique ; d'ailleurs sous l'ancien régime, même à l'époque des grandes entreprises, des grandes compagnies de colonisation et de commerce, on ne conçoit guère le développement d'une activité sans bornes, d'une initiative, sans charte concédée par le pouvoir qui en limite le champ.

Cette ingérence de l'Etat ne fut pas une maladie particulière à la France, les mêmes idées régnaient dans toute l'Europe. Ainsi, en Angleterre, la grande industrie qui reçut comme chez nous des privilèges et des monopoles, fut réglementée dès son apparition. Si ces privilèges de fabrication et de vente n'avaient pas été contenus dans des chartes très précises, la grande industrie trop bien armée contre la concurrence aurait pu faire rentrer dans ces

concessions tout ce que bon lui semblait ; cela aurait été le régime de l'arbitraire pur et simple.

Quant à l'industrie agricole, il est juste de faire observer que jamais le système corporatif ne lui a été appliqué ; elle n'était pas concentrée dans de grands centres, mais disséminée sur toute la surface du territoire. Les méthodes agricoles, les procédés de culture, les instruments de travail, s'étaient peu renouvelés. L'agriculture resta dans la situation où elle était au moyen âge et fit peu de progrès. La seule culture extensive était pratiquée partout, par suite du manque d'engrais les terres étaient laissées en jachères plusieurs années ; dans certaines provinces où la charrue était peu répandue, les petits propriétaires ou fermiers bêchaient leurs champs et les hersaient eux-mêmes. La condition des paysans était plus avantageuse dans les contrées où se trouvaient des prairies naturelles, comme dans le centre de la France par exemple. Là l'élevage du bétail était en grand honneur et Walter de Henley donnait à ses contemporains ce sage conseil : « Si votre terre est bien garnie de bétail, elle vous rapportera trois fois plus que si vous vous contentez de la cultiver ». Cet avis était très suivi dans les grandes exploitations, dépendantes des communautés religieuses.

A une époque plus reculée que celle où nous nous plaçons, les Templiers dans leurs cinq maisons du bailliage de Caen, possédaient soixante-seize chevaux, cent

vingt-sept bêtes à corne, quinze cent soixante-douze moutons (1).

Les épizooties désolaient les propriétaires qui se consacraient à l'élevage, des épidémies fréquentes décimaient leurs troupeaux et contre ce fléau redoutable, ils n'avaient aucun secours.

La condition des cultivateurs était plus précaire, la classe de paysans était plus éprouvée que la classe des artisans des villes. Tout leur revenu était à la merci des intempéries ; d'une sécheresse prolongée, d'une gelée tardive dépendait le sort d'une récolte et le blé venant à manquer, c'était la misère noire sur cette terre qui refusait la nourriture.

Pour remédier à ces disettes malheureusement trop fréquentes, nous avons vu qu'on appliquait le système pourvoyeur, insuffisant parfois à en atténuer les conséquences. Les plaintes des intendants signalent la pénurie des approvisionnements dans certaines villes, notamment à Lyon.

1. André Réville. *Revue internationale de Sociologie*. 1895, volume III.

CHAPITRE IV

DIFFÉRENTES PHASES DU DÉVELOPPEMENT DE LA GRANDE INDUSTRIE

Il nous reste, pour nous conformer à notre plan, à étudier l'évolution de la grande industrie et ses transformations successives. Pour que notre investigation soit plus exacte, nous diviserons cette partie du sujet en plusieurs périodes.

Nous verrons en premier lieu la genèse de la grande industrie dans ce laps de temps qui va de Louis XI à Henri IV, c'est-à-dire de la fin du xv^e siècle, au triomphe définitif d'Henri de Navarre. Nous avons déjà entrevu cette époque, lorsque nous traitions de la constitution même de la grande industrie, malgré cet empiètement anticipé nous y reviendrons.

Cette période, bien qu'intéressante, est certainement la moins fertile en créations de grands établissements ; l'industrie essaie de se dégager, de sortir du cadre trop étroit des métiers, le petit atelier apparaît et se généralise, quelques grandes manufactures se fondent sur divers points du territoire.

Avec le règne d'Henri IV commence notre seconde pé-

riode. L'esprit merveilleux de réorganisation sociale du roi se complait à favoriser toutes les entreprises industrielles qu'il juge avantageuses pour le pays. Sous ce prince nous trouverons en présence deux doctrines économiques bien différentes et soutenues avec le même acharnement par leurs protagonistes. L'une défendue par Sully est en contradiction directe avec les idées du roi. Sully veut développer l'agriculture qu'il considère, comme étant à tous les points de vue, l'industrie la plus utile au pays. Lafémas, son antagoniste, demande sans cesse au prince de protéger surtout les industries manufacturières et commerciales ; si ces industries sont florissantes chez nous la richesse abondera. Enfin le roi ne doit pas édicter de lois somptuaires, ce serait d'une mauvaise politique économique. Sully demandait exactement le contraire pour faire revivre les anciennes mœurs simples et frustes.

En somme ces deux bons conseillers d'Henri IV tendaient, par des voies différentes, au même but : le développement des forces nationales du pays.

Nous passerons très rapidement sur la période qui va de 1615 au ministère de Colbert. Nous nous étendrons sur cette troisième phase évolutive, si intéressante au point de vue du développement de toutes les industries, dans cette période nous saisirons le fonctionnement de la manufacture royale.

Dans la cinquième partie nous verrons ce qu'il advint sous les successeurs de Colbert, de ses réformes et de ses créations.

Enfin avec le xviii^e siècle se terminera l'étude historique de l'évolution de la grande industrie en France avant la Révolution.

Première période.

Louis XI, malgré ses préoccupations politiques, malgré ses projets d'écrasement définitif de la féodalité apagnée et son rêve de formation de l'unité nationale, travailla, avec l'aide de ses conseillers, à relever les diverses industries ruinées par les guerres antérieures.

Laissant de côté ce qu'il fit pour les gens de métier, nous rappellerons les mesures favorables qu'il prit à l'égard de l'industrie libre.

Les novateurs, rassurés par sa protection, portèrent plus spécialement leur activité sur la création de fabriques de tissus, d'usines métallurgiques et d'ateliers pour l'imprimerie naissante.

Nous étions tributaires de l'étranger pour les étoffes de soie, les draps d'or et d'argent, ces industries de luxe n'étaient pas représentées en France. Les marchands étrangers importaient chez nous les belles étoffes d'Orient, les draperies d'apparat ouvrées dans les manufactures italiennes. Bien des tentatives avaient été faites pour implanter l'industrie séricole dans le pays, mais ces essais restèrent infructueux faute d'esprit de suite. Louis XI fut le premier prince qui songea à l'établir solidement. Les débuts furent heureux et cette industrie eut bientôt deux centres importants : Tours et Lyon.

Marino Cavalli, ambassadeur de Venise, qui vint en France peu après, put constater l'état florissant de ces manufactures privilégiées : « Le commerce des soieries est très
« important. Madame la Régente a ordonné que dans la
« ville de Tours on établit des fabriques de tissus de soie,
« puisque les pays où ce produit est indigène ne se soucient
« guère d'en tirer parti. Ainsi dans la ville de Tours, on
« travaille la soie qui vient de l'Italie et de l'Espagne ;
« et cette industrie va toujours en croissant. On y compte
« 8.000 métiers. Plusieurs fabricants vénitiens s'y sont
« établis avec leurs familles, et des Génois en plus grand
« nombre encore : puis des Lucquois sans compter les
« Français eux-mêmes qui ont appris le secret du métier.
« Ils ont même commencé à planter des mûriers, à élever
« les vers à soie, et à en tirer du produit autant que le
« climat le permet. Ils tâchent de réussir à force d'indus-
« trie ; et nous autres que la nature a favorisés de tant
« de manières, nous laissons les étrangers s'enrichir des
« profits que nous devrions faire » (1).

Cette industrie nouvelle dans notre pays se développa rapidement ; la mode fut bientôt de porter de riches soieries et de s'habiller de vêtements parés d'or et d'argent. Ce luxe crut dans de telles proportions que Charles VIII fit défense à tous autres qu'aux nobles de porter les draps d'or et de soie sous peine de confiscation et d'amende :
« comme la chose public de nostre royaume est fort endom-

1. *Relations des ambassadeurs vénitiens*, recueillies et traduites par M. N. Tommaseo, page 259, tome I.

« magée à l'occasion de grands frais et dépens que plusieurs
« de nostre royaume font en habillemens trop pompeux
« et trop somptueux non convenables à leur estat » (1).

Des auteurs du xvi^e siècle, comme Olivier de Serres, qui publia en 1599 : « la Cueillette de la soye, par la nourriture des vers qui la font », reconnaissent les sages mesures prises par Louis XI pour en faire une industrie nationale. Au début de cet ouvrage, dans l'historique, il parle des essais intelligents du roi et aussi d'une tentative due à quelques gentilshommes qui avaient accompagné Charles VIII en Italie.

Abandonnant l'étude des autres industries manufacturières sur lesquelles nous reviendrons bientôt, il faut nous occuper de l'industrie minière. La législation, à partir de Louis XI, se multiplie sur ce point. Le développement des mines avait pris de grandes proportions et leur rendement influait sur la situation des industries métallurgiques, surtout à une époque où on ne songeait guère à s'approvisionner de minerai à l'étranger, par suite du manque de moyens de transports. Dès la fin du xv^e siècle les mines sont considérées comme faisant partie d'un service public, c'est dire le chemin parcouru ; on ne les regarde plus comme matière susceptible seulement d'appropriation ; mais on voit en elles une propriété d'une valeur spéciale, une source de richesse particulière, une branche importante de la production dont l'exploitation

1. Isambert. *Anciennes lois françaises*, tome XI, page 155.

ne doit pas être laissée aux hasards des entreprises individuelles, c'est pourquoi on les réglemente.

Dès septembre 1471 (1), le pouvoir rend un édit, puis le roi revient sur cette matière par les lettres royaux portant règlement pour l'exploitation des mines d'or, d'argent, de plomb, d'étain, et de fer, dans la vicomté de Conserans (2). Charles VIII légifère dans le même sens pour les mines de Lyon et du Mâconnais (3).

L'exploitation n'est plus laissée à l'arbitraire de chaque propriétaire, on adjuge les concessions à des Compagnies composées de personnes possédant le sol de la mine et le faisant valoir en commun ; chaque propriétaire est tenu de faire une déclaration.

En plus du dixième payé au roi, le concessionnaire a d'autres obligations, il doit indemniser les propriétaires de la surface : « Pourquoi nous ce considéré, mesmement que tant plus y aura de mines besougnant en notre dit royaume, tant plus d'icelles pourra issir grand nombre desdits métaux, à l'augmentation de nos droits et profits, de la chose publique d'icelui de notre royaume. »

Par le même édit, il est fait concession à Pierre et Jean de Beze frères « maîtres faisant faire levures de mines d'argent de Chitoy, Chaulmont et autres lieux et environs au pays de Nivernais (4) ».

1. Isambert. *Anciennes lois*, tome X, page 623.

2. Isambert. *Anciennes lois*, tome X, page 911 (1483).

3. Isambert. *Anciennes lois*, tome XI, page 97 (février 1483).

4. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XI, page 666. Paris juillet 1514.

François I^{er} voit dans les exploitations de filons de métaux précieux une source de revenus et ordonne que les matières en provenant seront envoyées par les maîtres des mines aux plus prochaines monnaies (1). Pour stimuler ce mouvement de recherche des métaux précieux, il prohiba l'importation des produits analogues de l'étranger (2).

Sous l'empire de cette législation restrictive, l'industrie minière progressa beaucoup. Le développement des usines métallurgiques fut tel que l'entourage du roi s'effraya de l'orientation si brusque que prenait la grande industrie. Par la déclaration du 18 mai 1543, le roi réduit les forges à ce qu'il faut pour fournir le fer nécessaire au royaume. Cette opposition des grands vient de la crainte qu'ils ont de voir disparaître les grandes forêts, terrains de chasse par excellence ; le roi s'exprime d'ailleurs très franchement à ce sujet, il est question dans les motifs de la déclaration « du grand dégoût et dépopulation qui se fait es bois et forêts de nostre royaume ».

Henri II avait une autre politique, il désirait unifier tous ces règlements variables avec les concessions. Il voulait aussi centraliser la production. L'exploitation générale serait confiée à une compagnie unique qui dirigerait les travaux dans toutes les mines de France. En 1548 de

1. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XII, page 100, 27 décembre 1516.

2. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XII, page 196, 18 octobre 1521.

grands privilèges furent attribués à cette compagnie, après une période de douze ans le résultat espéré n'ayant pas été atteint, il fut décidé qu'on ferait retour au système des concessions locales.

Ce développement de l'industrie minière eut une incidence directe sur le sort des industries métallurgiques auxquelles elle fournissait les matières premières. Nos mines alimentaient la fabrication nationale et notamment les manufactures d'armes et de petite artillerie établies par Louis XI et ses successeurs.

Plus tard Montchrétien de Vateville dont le témoignage est d'autant plus impartial qu'il est l'ennemi des monopoles et des privilèges, apprécie en ces termes les avantages concédés aux grands industriels : « Donnez-leur le
« moyen de montrer ce qu'ils savent faire, et ils feront
« merveilles. Ce moyen c'est de ne permettre plus que
« leurs labeurs- soyent estouffés par ceux d'autrui, de
« leur attribuer au contraire toute la manufacture com-
« posée de fer et d'acier, afin que désormais, ils ne vivent
« pas seulement, ce qu'ils font à peine, mais qu'ils vi-
« vent en faisant profit de leur travail et cela sans doute
« résultera à la gloire, à la force de cet Estat » et plus loin « L'Allemagne, à la vérité, s'est attribuée un grand hommage au maniment du fer » (1).

Ces ateliers et forges de métaux se tenaient principalement à la campagne, aujourd'hui il y a interdépendance

1. Montchrétien. *Traicté d'Economie politique*, dédié au roi en 1615 nouvelle édition avec une introduction de Funck-Brentano (1889).

complète entre les industries minières et métallurgiques, l'usine se place dans le voisinage de l'extraction des charbons et minerais ; cela existait déjà à cette époque. La métallurgie se rattachait à l'agriculture, à l'exploitation des forêts, car elle brûlait du charbon de bois, la houille n'étant pas employée.

Le pouvoir royal favorisa de toutes ses forces une industrie naissante importée chez nous vers 1469 : l'imprimerie. La première réglementation sur cette matière date de 1513 (1). Louis XII, dans cette ordonnance qualifie l'art nouveau : « d'invention qui semble être plus divine qu'humaine ».

Cette industrie nouvelle ne fut pas incorporée, mais reçut du pouvoir royal des privilèges spéciaux, analogues à ceux concédés à la grande industrie. Sous François I^{er} l'imprimerie devint une manufacture royale dont le directeur fut Adrien Turquet ; les Estienne furent exemptés d'impôts et dispensés de loger les gens de guerre ; le libraire Jean Lagarde reçut un privilège de trois ans pour imprimer et vendre les Coutumes de France (2), il en fut de même pour Charles Langelier qui entreprit de publier les ordonnances des rois de France en 1553.

La protection royale s'étendit aussi aux industries de luxe ; il suffit de feuilleter les recueils des anciennes lois françaises pour noter les nombreuses mesures prises

1. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XI, page 642. Blois 9 avril 1513.

2. Isambert. *Anciennes lois*, page 103, 4 mars 1516.

en faveur des fabriques de draps d'or, d'argent et de soie. Les Valois attiraient des ouvriers de l'étranger, comme ce Bolonais Mutio, qui obtint le privilège exclusif de fabriquer pendant dix ans des verreries à la façon de Venise, dont il avait apporté avec lui le secret. Le préambule de l'édit justifie ce monopole ; il faut qu'il se procure des instruments de travail, les frais d'une installation nouvelle sont considérables : « il craint que aucuns autres verreries voulussent efforcer contrefaire son dit ouvrage à la façon de Venise, et par ce moyen le frustrer du remboursement desdits frais et mises par lui à sa venue ». Aussi pour le récompenser et rembourser. « A icelui Thèses Mutio avons donné et octroyé et de nos certaine science, pleine puissance et autorité royale, donnons et octroyons faculté, permission et privilège, exprès que durant l'espace de dix ans, seul, puisse faire ou faire faire en notredit royaume, lesdits verres à la façon de Venise et les faire exposer en vente (1) ».

Quant à l'agriculture, les mesures prises en sa faveur dans la période précédente continuent à être en vigueur, le système pourvoyeur est toujours appliqué ainsi qu'il ressort d'un règlement général de police fait au Conseil du roy le 4 février 1567 : « il sera pourvu par les officiers, qu'en leur territoire le labour et semence des terres, ne soit délaissé pour faire plant excessif de vignes : ainsi soient les deux tiers des terres pour le moins tenues en

1. Isambert. *Anciennes lois*, tome XIII, page 184, 15 juin 1551.

« blairie et que ce qui est propre et commode pour prairie ne soit appliqué à vignoble (1) ». Pour ce qui est de la liberté du commerce des grains la législation varie bien souvent, tantôt elle défend le transport des blés, hors de la prévôté de Paris, pour éviter l'épuisement de l'approvisionnement des provinces fertiles (2), tantôt cette liberté est tolérée en France ou avec l'étranger (3).

Parfois on met à cette liberté certaines restrictions. La déclaration du 28 octobre 1531, défend de vendre du blé autre part qu'au marché public, le peuple sera préféré aux marchands : « à cause de quoy, le blé s'est enchéry grandement et le peuple en a grande faute » ; la vente des blés en vert est prohibée (12 juin 1557). Pour que les marchands n'achètent pas la récolte « de pauvres gens ayant quelque peu de bled sur terre et des vignes » François II établit des mesures fiscales sur le transport des grains ; un bureau de surveillance créé à Paris délivre des lettres de congé pour exporter des blés, ce privilège est payé très cher au commissaire du bureau.

Le commerce avait pris une grande extension. « Pour un marchand que l'on trouvait du temps de Louis XI, on en trouve de ce règne plus de cinquante. Il y en a pour les petites villes plus grand nombre que jadis dans les grosses et grandes cités ; tellement qu'on ne fait

1. Delamarre. *Traité de la police*, tome II, chapitre 4, page 20.

2. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XII, page 45, 23 février 1515.

3. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XII, page 403, 1534, idem 1535-1539.

« guère maison sur rue qui n'ait boutique pour marchand-
« dise ou art mécanique ». Ainsi s'exprime Claude de
Seyssel dans les *Louanges du bon roi Louis XII*.

Des privilèges sont concédés aux marchands étrangers qui fréquentent nos foires. Quatre foires annuelles sont créées à Lyon ; pour lutter contre la concurrence étrangère le roi défend à tous les marchands français de se rendre aux foires de Genève. Par les lettres de 1472, il exempte de tous droits les marchandises vendues aux foires de St-Denis. Sur le rapport de Doriole, général des finances, puis chancelier de France, un mémoire fut adressé en 1468 à Louis XI, c'était un résumé des plaintes dirigées contre le commerce de Vénitiens en France. Il disait que le royaume y gagnerait 3 ou 400.000 écus par an. Le roi se rendit à ces raisons et défendit de « laisser entrer en France aucunes épiceries ni autres marchandises du Levant, si elles n'étaient importées sur des vaisseaux français. »

L'œuvre de protection de la grande industrie privilégiée fut complétée par des mesures douanières. On grèva, les produits étrangers similaires de ceux fabriqués en France, de droits énormes à la frontière, on arriva même à prohiber complètement cette importation, préjudiciable à la fabrication française. A cette époque se place l'origine du système mercantile et naît véritablement une politique douanière suivie.

Pour protéger l'industrie et le commerce nationaux, il faut favoriser la production, assurer la vente des objets

manufacturés, créer des débouchés nécessaires au commerce, empêcher le marché intérieur d'être envahi par les produits étrangers. Il est facile d'atteindre ce but, le moyen est de vendre beaucoup à l'étranger et de lui acheter le moins possible.

On gardera les matières premières, venant des industries agricole ou extractive françaises, et qui seront manufacturées dans le pays ; on prohibera l'entrée des objets ouvrés à l'étranger. On ne laissera sortir que les denrées et les matières premières qui ne pourront pas être transformées par nos artisans. Ces ventes attireront en France un afflux considérable d'or et d'argent, donc la richesse publique augmentera. En effet, on considérerait alors la présence des métaux précieux dans un pays, comme étant le signe même de la richesse et de l'abondance.

Ces idées économiques régnerent de tout temps, mais jamais elles ne furent mises en pratique avec plus de vigueur qu'à cette époque. Pourtant l'opinion n'était pas unanime sur l'application de cette politique ; en 1518, le Conseil du roi formule des questions qu'il adresse aux négociants des grandes villes. Ne convient-il pas de prohiber toutes importations de marchandises ? Les Rouennais répondirent : Non.

François I^{er}, dans un édit, défend l'importation en France des draps de laine d'origine étrangère, notamment de Catalogne et de Sardaigne : « Avons voulu et ordonné
« voulons et ordonnons, en approuvant et réitérant par
« nosdites ordonnances, prohibitions et défenses faites

« par nosdicts prédécesseurs rois, qu'il ne sera loisible à
« aucuns marchaus, ny autres personnes, quelconques
« d'amener ou faire amener, entrer, conduire, vendre,
« n'achepter en nostredict pays de Languedoc, n'aillieurs
« en nostredict royaume, pays et seigneuries, aucuns
« draps de laine à la dite manufacture des draps de Per-
« pignan, Cathalogne, Sardaigne, Castille ni autres lieux
« estrangers, à nous et nos sujets sur peine de confisca-
« tion desdits draps et d'amende arbitraire contre ceux
« qui seront trouvez avoir fait le contraire (4) ».

En 1539 s'établit : 1^o Une prohibition complète de toutes les marchandises ouvrées, faisant concurrence à l'industrie française (3).

2^o Une première série de droits à l'importation. Mais ces mesures isolées et peu observées, restèrent inefficaces, du moins à cette époque.

En 1540, le pouvoir royal met des droits à l'importation des draps d'or, d'argent et de soie (3). Cette ordonnance fut rendue après avoir consulté « plusieurs notables personnages de nostre Conseil, et autres notables officiers et de plusieurs notables marchands à ce cognassans ». Ces draps pour entrer en France, devaient passer par Suze et se centraliser à Lyon afin d'y être « pesés et gabellés ».

1. Isambert, *Anciennes lois*. Tome XII, page 552, 12 janvier 1538. Dans le même sens, mai 1542, octobre 1566, mars 1577, décembre 1582.

2. Surtout pour les produits des Flandres et de l'Espagne.

3. Isambert, *Anciennes lois*. Tome XII, page 687, 18 juillet 1540.

Cette politique de protection du travail national, continua avec Charles IX. L'édit de janvier 1572, pour défendre contre l'invasion étrangère, les laines et chanvres français, dû au chancelier de Biragues, est nettement prohibitif. Il contient tout un programme économique. Nous reproduisons le préambule pour montrer que ses dispositions générales dépassent le cadre étroit, le cas particulier qu'il se proposait de régler : « Afin que nos dits
« sujets se puissent mieux adonner à la manufacture et
« ouvrages de laines, lins, chanvres et fillaces qui croissent et abondent en nos dits royaumes et pays, et en
« faire et tirer le profit que fait l'étranger, lequel les y
« vient acheter communément à petit prix, les transporte
« et fait mettre en œuvre et après, apporte les draps et
« linges qu'il vend à prix excessifs : avons ordonné et
« ordonnons qu'il ne sera dorénavant loisible à aucun de
« nos dits sujets et estrangers, sous quelque cause ou
« prétexte que ce soit, transporter hors nos dits royaumes et pays aucunes laines, lins, chanvres et fillaces.
« Défendons aussi très expressément toute entrée en cetuy notre dit royaume de tous draps, toiles, passements et canetelles d'or ou d'argent, ensemble tous
« velours, satins, damas, taffetas, camelots, toiles et
« toutes sortes d'étoffes rayées ou y ayant or et argent et
« pareillement de tous harnais de chevaux, ceintures...
« sous peine de confiscation desdites marchandises... Davantage défendons l'entrée en notre dit royaume et
« pays de toutes sortes de tapisseries étrangères, de quel-

« que étoffe et façon qu'elles soient, sur les mêmes pei-
« nes que dessus ».

Le système mercantile reçoit donc avec cet édit sa plus forte expression, il atteint la limite extrême qui est dans l'esprit même de ce régime de luttes économiques : la prohibition.

Nous en avons fini avec cette période, l'esprit général de sa législation et les doctrines économiques régnantes. Nous suivrons d'ailleurs l'évolution de ces idées et nous assisterons avec le ^{xvii}^e siècle au triomphe du système mercantile qui plus tard se transformant à son tour, deviendra le Colbertisme.

Deuxième période.

Nous subdiviserons cette période en deux sections ; l'une traitera du règne d'Henri IV, de ses créations industrielles, des idées économiques du roi et de ses collaborateurs ; dans l'autre bien moins importante, et que nous mentionnerons pour que cette étude ne présente pas de solution de continuité, nous verrons quel sort fut réservé aux réformes du précédent règne sous les ministères de Richelieu et de Mazarin.

Avec l'avènement au trône d'Henri de Navarre commence la deuxième période du développement de la grande industrie.

Période curieuse entre toutes où le prince dégagé des

soucis quotidiens du maintien de sa couronne, s'efforce dans la plus large mesure d'atténuer les maux et de réparer les ruines causées par les guerres civiles. Ce roi désolé de voir la fortune publique compromise par toutes ces agitations stériles, si l'on en juge par le résultat, conçut un plan raisonné de relèvement national. Cette attitude qu'il conserva jusqu'à sa mort le différencie profondément de ses prédécesseurs ; en effet, sous Louis XI et surtout avec Henri II, il y a eu à certains moments comme des tentatives d'encouragement aux entreprises commerciales, des créations de manufactures sagement établies, mais ces tentatives n'en restent pas moins éparses. Elles décèlent d'excellentes intentions, mais elles ne nous montrent point une ligne politique suivie et continue ; elles ne valent que comme expériences. Il ne pouvait, au reste, y avoir de méthode raisonnée à cette époque confuse de l'organisation industrielle en dehors des corporations ; avec Henri IV il y a plus qu'un essai éphémère et passager, il y a une vue nette de l'œuvre à entreprendre et une application immédiate de ses idées.

C'est grâce à ce merveilleux esprit de suite qu'apportait le roi en toutes choses que nous devons le développement anormal qui se produit à cette époque dans les diverses branches de l'industrie française.

En 1589 le roi avait tout à créer ou du moins à réformer, il restait si peu de ce qu'avaient édifié ses devanciers. Qu'allait-il entreprendre en premier lieu ? L'agriculture était dans une situation très précaire ; la culture

de la terre était délaissée dans beaucoup de contrées, par suite de l'insécurité des campagnes et des pillages trop fréquents résultant du passage des gens de guerre. Les paysans étaient à la merci d'une mauvaise récolte et dans les années de bon rendement, ils restaient misérables au milieu de leurs produits qu'ils ne pouvaient exporter.

Quant à l'industrie manufacturière, sa situation n'était guère plus avantageuse. Elle se débattait vainement contre la concurrence étrangère qui inondait le marché national avec ses produits similaires d'un prix moins élevé. A un autre point de vue, il régnait parmi les industriels des pratiques fâcheuses telles que, fabrication mauvaise, vente des objets manufacturés à des prix très élevés et pourtant peu rémunérateurs, emploi de matières premières dépréciées. Une réformation vigoureuse et rapide s'imposait.

Le commerce était passé entre les mains des étrangers actifs et industriels, surtout le commerce extérieur.

Des marchands étrangers ayant des comptoirs en France, achetaient les matières premières qu'ils faisaient fabriquer en dehors du pays par leurs nationaux.

Le commerce intérieur nous restait, car ils l'avaient dédaigné comme trop peu important. D'ailleurs les transactions à l'intérieur ne s'effectuaient pas sans entraves, par suite du manque de voies de communications routières ou fluviales et surtout grâce aux barrières multiples qui décomposaient le territoire en une série d'îlots inac-

cessibles. Le roi voulut au premier abord faire disparaître ces entraves. Selon de Thou, il avait trop de pénétration pour ne pas sentir que la défense de transporter de l'argent hors du royaume serait inutile, s'il ne trouvait pas le moyen d'en faire rentrer par le commerce. Telles étaient, au point de vue économique, les difficultés présentes, les premières plaies à fermer.

Henri IV eut le rare bonheur de rencontrer autour de lui des auxiliaires précieux, ministres ou conseillers, tout dévoués à l'œuvre de rénovation nationale qu'il se proposait d'entreprendre. Parmi les hommes sincères qui n'avaient qu'un but : faire une France riche et prospère à l'intérieur, respectée au delà des frontières, il faut citer en premier lieu : Sully et Barthélemy de Laffémas, son antagoniste. Nous mentionnons seulement ces deux personnages parce que, à notre point de vue, ils représentent chacun les idées des hommes de cette époque. Sully, l'homme de la tradition qui, selon l'expression de Blanqui « avait, une sorte de répulsion aristocratique pour le « travail des métiers et une indifférence philosophique « pour tous les objets de commodité et de luxe » (1).

Tout autre était de Laffémas, valet de chambre du roi et plus tard contrôleur général du commerce, homme à l'esprit curieux et d'une grande expérience ; il seconda la politique de son maître surtout en ce qui avait trait à l'industrie proprement dite.

1. Blanqui. *Histoire de l'Economie politique*. Tome I, chapitre XXV, page 353.

Il rédigea, sur l'injonction du roi, mémoires sur mémoires pour éclairer ses contemporains et notamment les membres de l'assemblée des notables réunis à Rouen, de novembre 1596 à fin avril 1597. Le roi n'agissait pas sans discernement, lorsqu'il permettait à ces assemblées de faire entendre leur voix, parfois autorisée. Il entraît dans sa pensée de prendre part à la discussion, de s'inspirer des conseils donnés et peut-être même de les suivre. Il aurait voulu que dans la nation, des citoyens compétents envoyassent des mémoires, des rapports.

Dans cette assemblée, on aborda la question de la décadence de notre industrie. Laffémas, sur l'ordre du roi, composa son *Règlement général pour dresser les manufactures* (1597). Selon lui il y avait plusieurs moyens pour atteindre ce but : relèvement de la grande industrie nationale. Il énumère les mesures à prendre. En premier lieu : *Prohiber dans le royaume l'entrée des draps d'or manufacturés à l'étranger que pour le moment on devrait restreindre la consommation sans empêcher le luxe cela prendrait trois ans au plus*. Dans cette première règle il revenait à l'édit prohibitif de Biragues.

En second lieu : *Importation dans le royaume d'industries de luxe inconnues jusque-là ou exploitation en grand de celles qui existaient déjà ; on fera rentrer les ouvriers français travaillant dans les manufactures d'Italie.*

En troisième lieu : *Etablir dans chaque ville une chambre de commerce pour chaque communauté d'arts et métiers et au chef-lieu du diocèse un grand bureau des manufactures, des*

marchands et des artisans : « il y aura dans ces chambres
« un nombre de marchands et artisans, gens de bien et
« de bonne réputation qui ne prendront aucuns salaires,
« ny esmolumens, qui s'employront pour les pauvres, qui
« vuideront les différends des ouvrages de manufactures
« qui viendront à leur connaissance ».

Enfin en quatrième lieu : *Multiplication progressive des manufactures sur toute la surface du territoire*. Il nous faut citer aussi un projet qui dénote une tendance étatiste plus prononcée que partout ailleurs. Il recommandait dans le *moyen de chasser la gueuserie de France*, l'établissement de deux immenses ateliers dans chacune des villes importantes où serait créé un grand bureau de manufactures, que nous avons mentionné dans son projet de règlement.

Dans ces ateliers nationaux la classe pauvre aurait un gage pain assuré, les journaliers sans emploi y trouveraient toujours du travail ; enfin les pauvres seraient moins à charge aux paroisses et aux gens charitables.

Plus de force sociale perdue pour le pays par suite de sa non utilisation, avec cette assistance par le travail. Ce projet ne fut pas sérieusement discuté. Mais plus tard en 1627, on contraignit les mendiants à prendre du service dans les Compagnies de commerce ou dans la marine et à s'embarquer pour les Indes.

De toutes ces observations si intéressantes, les notables ne retinrent que la moins importante et aussi la plus discutable au point de vue économique : la prohibition dans le pays, des soies et des laines étrangères ouvrées.

Ils demandèrent « que l'entrée des fils, draps et passe-
« ments d'or et d'argent, ensemble toutes marchandises
« de soyes et laines manufacturées hors le royaume, soit
« deffendue en iceluy ; et que les soyes et laines creues
« soient deschargéesdel'impôtetdroictdedouanequ'elles
« payent et que les monopoles soient empeschez, et de-
« fendu de transporter des laines et autres étoffes, non
« manufacturées hors le royaume (1) ».

L'esprit des députés assemblés à Rouen, comme celui de Laffémas, comme celui de Sully, était profondément imbu des principes mercantilistes, que nous avons vu naître et se développer dans une période antérieure.

Pour Laffémas plus nos produits manufacturés auront de valeur, plus ils pourront faire affluer dans notre pays l'or et l'argent étrangers ; aussi pour faciliter des débouchés à nos industriels, il demande l'application du régime prohibitionniste aux objets ouvrés étrangers ; il veut des manufactures nombreuses en France, afin de développer le plus possible les forces productives nationales. Sur ce point il est d'accord avec Sully.

Nous connaissons maintenant les premiers projets du roi communiqués à l'assemblée des notables de Rouen, et les idées de son entourage immédiat ; il nous reste désormais à voir, par le détail, ce qu'il entreprit et comment il appliqua ces idées.

Tout d'abord, nous nous occuperons d'une branche de

1. *Advis donné au roi par les notables*, page 65.

l'industrie, sur laquelle tous sont d'accord pour y faire converger leurs efforts, il s'agira donc en premier lieu de l'industrie agricole.

L'agriculture se trouvait dans un état voisin de la décadence dans la seconde moitié du ^{xvii}^e siècle ; de nombreux cultivateurs abandonnaient leurs champs, se réfugiaient dans les forêts demandant leur nourriture au braconnage et à la maraude, ils étaient en quelque sorte des hors la loi. Il fallait sans retard prendre des mesures telles, que la classe la plus considérable de la nation pût se livrer de nouveau à la culture de la terre en toute sécurité. Pour cela on devait la garantir contre l'arbitraire du pouvoir royal lui-même et notamment de ses délégués dans les Généralités et les Elections ; en effet, souvent des intendants ou des commissaires spéciaux, abusaient de leur pouvoir discrétionnaire.

Un autre péril, sans cesse renouvelé jusqu'au ^{xviii}^e siècle, était le passage des gens de guerre ; troupes régulières ou engagées pour la durée d'une campagne, le licenciement ou l'oisiveté étaient pour eux le signal des exactions et des pillages.

Grâce à la déclaration du 16 mars 1595, portant que les laboureurs ne pourront être exécutés par leurs créanciers, soit par voie de contrainte, soit par saisie de leurs meubles et bestiaux, les paysans ne souffrirent plus pour le retard du paiement des impôts. Cette insaisissabilité n'est pas une mesure nouvelle ; on l'édicte dès la fin du ^{xv}^e siècle ; les Etats de Tours s'en occupèrent en 1484 et

l'art. 15 de l'ordonnance de 1584 portait que : « Quand
« même les laboureurs y consentiraient, tout le bétail et
« les outils aratoires ne pourraient jamais être engagés,
« ni saisis, même pour le recouvrement des dettes
« royales. »

Henri IV agit sagement en rappelant cette jurisprudence tombée en désuétude ; il était nécessaire de protéger les gens du plat pays contre l'arbitraire du fisc d'autant plus impitoyable que le recouvrement des impôts était le plus souvent affermé à des entrepreneurs, dans l'ancienne France.

Quant au second danger que nous avons signalé et qui amenait souvent la ruine de toute une contrée : le passage des troupes, deux documents législatifs essaient de l'écarter. La déclaration du 24 avril 1597 et l'ordonnance du 4 août 1598, abolissent définitivement le droit de port d'armes pour une classe trop turbulente.

Jusqu'ici nous n'avons eu sous les yeux que des mesures négatives, des prohibitions, nous allons voir ce qu'on fit encore pour l'agriculture. Le mal était trop profondément enraciné pour disparaître à la suite de cette législation favorable. Il était nécessaire de faire passer dans l'esprit des paysans, les idées d'amélioration de la culture, de défrichement des terres jusque-là incultes.

Sully aida beaucoup le roi dans cette voie ; son étude approfondie de l'état des finances du pays dès le début du règne, lui permit de découvrir un arriéré de 20 millions de livres sur les tailles personnelles et réelles payées

par les cultivateurs ; réclamer cet arriéré n'aurait pas enrichi le trésor royal, mais en revanche c'était la misère certaine pour bien des familles ; le roi, sur le conseil de son ministre, fit remise de ce reliquat en 1598.

Cédant aux instances de Sully, il appela auprès de lui en 1597 Olivier de Serres, dont la renommée comme agronome était grande parmi les conseillers du roi. Le roi l'engagea à réunir ses idées si pratiques en un Mémoire. Il fit paraître à peu d'intervalle deux opuscules sur la *Cueillette de la soie et la richesse du mûrier blanc*. Mais son œuvre principale est le : *Théâtre d'agriculture et Mesnage des champs* (1605). Cet ouvrage se divise en huit lieux, subdivisés eux-mêmes en chapitres ayant trait chacun à une matière spéciale. Il intercala dans le cinquième lieu, la cueillette de la soie et la seconde richesse du mûrier. Ce livre appelé par Montaigne le *livre de bonne foi*, eut un grand retentissement.

Le roi prêcha d'exemple. Une partie du domaine royal était inculte et improductive, il y créa des prairies artificielles, fit procéder à des irrigations savantes ; c'était un champ d'expériences. Olivier de Serres prôna et vulgarisa certaines cultures importées depuis peu en France, comme le maïs, connu sous le nom de *gros grain de Turquie*, la betterave rapportée d'Italie et que Sully avait vainement essayé d'implanter dans nos campagnes.

Le résultat de cette politique de protection vis-à-vis de l'agriculture, ne se fit pas attendre longuement. La production augmenta dans des proportions considérables, le

rendement du blé indemnisa largement le semeur. Désormais la consommation locale cesse d'être un emploi suffisant à toute cette production, il est urgent de se créer de nouveaux débouchés. Le règlement du 20 février 1601, décrète le commerce libre des grains, non seulement entre les provinces françaises, mais cette liberté s'étend à l'exportation.

Cette exportation autorisée fut un puissant stimulant pour la production qui augmenta encore pour alimenter suffisamment le marché extérieur. Nos blés se vendaient beaucoup en Angleterre, en Espagne et en Portugal. Dans l'esprit de Sully, ce régime était très heureux, car il faisait affluer chez nous l'argent étranger, tandis que l'on considérerait toute sortie de numéraire comme une calamité. Parmi les conseillers du roi, un seul se récria contre ces exportations de blé, ce fut Laffémas. Se plaçant au point de vue du développement de l'industrie manufacturière, il voulait garder les grains en France, afin que l'ouvrier put se nourrir plus abondamment et à meilleur compte.

Sully, s'occupa de l'agriculture pendant toute la durée du règne ; il revient souvent dans ses mémoires et dans ses entretiens avec le roi sur cette industrie qu'il considère comme étant la seule vraiment productive de richesses : « Le labourage et le pastourage, voilà les deux mellelles dont la France est alimentée, les vraies mines et « trésors du Pérou ».

Les idées économiques de l'utilitaire Sully, seront reprises dans notre pays au cours du xviii^e siècle par d'il-

lustres économistes : les physiocrates. Chez Sully nous ne trouvons pas l'exposé de tout le système et notamment de son fatras métaphysique ; il ne s'occupe pas de faire reposer l'ordre moral et politique sur l'ordre naturel comme Quesnay et ses disciples, mais il peut dire avec eux : « La terre est l'unique source des richesses et c'est l'agriculture qui les multiplie ». Tous les autres travaux sont stériles pour lui et nous pouvons noter sa belle indignation, lors de ses discussions avec le roi, pour la création des industries de luxe. La classe des cultivateurs du sol, pouvant seule fournir de bons soldats, doit être l'objet de la sollicitude du pouvoir, et il ne peut comprendre que raisonnablement le roi protège plus énergiquement l'industrie manufacturière.

Avant d'aborder l'étude de cette industrie, il nous faut parler en quelques lignes de l'industrie minière dont elle est en partie dépendante. Sous ce règne, une impulsion très forte lui est donnée, on refondit complètement l'organisation et l'économie des exploitations. Le roi centralisa l'administration minière en nommant un grand maître qui avait sous ses ordres des agents locaux répartis sur le territoire selon l'importance et l'emplacement des exploitations. Sully fut le véritable promoteur de l'édit de juin 1604, le ministre toujours ménager des derniers publics, reprit aux propriétaires le droit royal du dixième du produit, abandonné par les derniers Valois. Il comprit que l'intérêt public exigeait une réglementation favorable au droit de propriété et aux revenus fiscaux qu'on en

devait tirer. Le concessionnaire d'une mine dut y travailler sans relâche tant que le rendement ne ferait pas défaut, sinon l'État la mettait en régie pour son propre compte.

La production des mines de plomb, d'étain et de cuivre fut assez considérable et put fournir de matières premières l'industrie métallurgique ; quant aux filons de métaux précieux exploités dans les Pyrénées, leur rendement fut insignifiant. La main-d'œuvre était à un prix très élevé, de plus il y avait la concurrence des mines d'or d'Amérique plus fécondes.

Nous arrivons enfin à l'industrie manufacturière, nous sommes ici en présence de l'œuvre la plus importante du règne. Nous avons vu que les notables de Rouen se séparèrent sans prendre de mesures énergiques contre les maux qui désolaient cette industrie. Les plans du roi et de ses conseillers, les projets de Laffémas n'avaient point trouvé grâce devant eux. Et pourtant la misère était grande, dans cette branche de l'industrie libre, sa production avait baissé de moitié, les objets ouvrés sortant de ses manufactures étaient défectueux et ne se vendaient point. La plupart du temps même les matières premières étaient prises à l'étranger, d'où une majoration notable des prix.

D'ailleurs pour les objets de luxe, l'acheteur français prenait à l'étranger ce dont il avait besoin, non seulement parce que la production nationale ne suffisait plus aux demandes de la consommation, mais aussi à cause de

la supériorité des objets étrangers. A Rouen une manufacture de bas de laine faisait à peu près le sixième de ce qu'elle aurait dû produire ; les draps de Flandre et d'Italie encombraient nos marchés. La draperie fut longue à se remettre, elle resta longtemps dans une situation aussi précaire que celle où elle agonisait à l'avènement d'Henri IV. Montchrétien se lamente sur son déclin. « On ne saurait nier qu'il ne se fabrique grand
« nombre de draperie en France, mais non à la moitié
« près de ce qui s'en faisait par le passé. Cela procède
« bien en partie de la soye, qui s'est mise en trop grande
« vogue parmy nous. Mais toustefois la principale cause
« vient du cours que la marchandise estrangère y prend,
« et, qui ne le coupera, nos fleuves deviendront petits
« ruisseaux, tariront du tout à la fin. Desjà cognaist un
« a vue d'œil, comme ce négoce déchet. En tel bourg de
« ce royaume, où il ne s'en faisait à plus de quatre ou
« cinq cens mille livres, il ne s'en fait pas maintenant
« à trente mil. Qu'on juge à proportions des villes » (1). Il redoute que les Anglais ne viennent fonder des manufactures sur notre territoire.

Les laines du Languedoc et du Dauphiné sortaient du royaume, les ateliers de Bologne ou de Florence bénéficiaient de cette transformation ; les Suisses achetaient les cuirs français et les importaient avantageusement

1. Montchrétien. *Traicté d'économie politique*. Livre I, des manufactures.

une fois travaillés. Ainsi les industries de première nécessité, de même que les industries de luxe étaient dans le marasme.

Nous connaissons l'économie du projet de réformation de Laffémas, il s'occupait surtout de la soie et pour attirer l'attention du roi, il lui montrait que pour les bas de soie achetés à l'étranger et dont on faisait grand usage nous payions à l'étranger un tribut de 800.000 écus.

Qu'allait faire le roi ? Il comprit que s'attacher à restreindre les dépenses somptuaires serait inutile et surtout impolitique, mieux valait nationaliser chez nous cette industrie. Là était le véritable remède.

Parmi les industries de luxe se plaçait au premier rang, l'industrie séricole.

Il consulta à ce sujet les industriels de Tours, principal centre de production de la soie à cette époque ; les artisans et les chefs d'atelier lui tinrent des discours mirifiques, leur installation primitive allait disparaître pour faire place à des ateliers mieux organisés dont la production serait bientôt plus que suffisante à la consommation nationale, on serait même, sous peu, obligé de chercher d'autres débouchés à l'étranger.

Mais comme les frais de réorganisation étaient très élevés, le succès assez incertain, il fallait une protection énergique du travail français, sous forme de prohibition des produits italiens. Le roi hésita, mais se rendit à leurs arguments et par l'édit de janvier 1599, il prohiba dans

le royaume l'importation de toute marchandise manufacturée d'or, d'argent et de soie (1).

Le résultat fut négatif à tous les points de vue, il ne se fit pas attendre. Il n'excita pas la production et pourtant il y eut un appel plus grand de la consommation. Le mécontentement fut énorme, surtout parmi les chefs de l'industrie lyonnaise, car ils furent les premières victimes de ces mesures douanières (2). Il ne restait au roi qu'à rapporter l'édit : c'est ce qui eut lieu en 1600.

Désormais pendant toute la durée du règne on ne verra plus de prohibitions que sur les draps d'or et d'argent (3) et non sur les draps et étoffes de soie.

Ces tentatives jusque-là malheureuses étaient peu encourageantes, mais le roi était doué d'un esprit trop perspicace, pour se rebuter au premier échec. Il comprit que pour installer fortement et sans nouveaux mécomptes, l'industrie de la soie en France, il fallait posséder la matière première et ne dépendre aucunement à ce sujet de l'étranger. Il se rappela le plan de réformation de l'ingénieur Laffemas et fut d'accord avec lui sur certains points. En premier lieu, cette idée bien mercantiliste : retenir en France l'argent français.

Si nous ne prenions pas des mesures énergiques, l'industrie étrangère absorberait tous les bénéfices résul-

1. Isambert. *Anciennes lois*. Tomes XV, page 212.

2. Lyon achetait en Italie la plus grande partie des soies brutes qu'elle ouvrait.

3. Il en fut aussi dans les années : 1600, 1601, 1606.

tant du bon état de l'agriculture, il était urgent de mettre un terme à ce tribut annuel.

Ses prédécesseurs avaient échoué avec leur politique économique routinière ; il fallait rompre avec ce passé. Plus de prohibitions sur les soies étrangères, fausses et insuffisantes mesures. Le véritable remède était de se mettre en état d'en fabriquer une quantité suffisante à la consommation du pays. Et pour atteindre ce but, sans retard planter des mûriers et se livrer à l'élevage en grand des vers à soie, sources de la matière première. En développant cette industrie dans plusieurs provinces, on arriverait, dans quelques années, à avoir une industrie très prospère et à très grand rendement. On établirait de vastes ateliers, avec un nombreux personnel, permettant de procurer du travail à une partie du peuple pauperisée par des mois de chômage.

Nous avons dit qu'à l'appel du roi, Olivier de Serres publia deux opuscules, véritables leçons de choses, à la portée des éleveurs. Le roi donna l'exemple, sur son ordre les jardins des diverses résidences royales se peuplèrent de mûriers blancs, en 1601 on en comptait 20.000 aux Tuileries. Il désira connaître le pratique des éleveurs du midi, pour cela il envoya en Provence le baron de Colonces.

A son retour d'après les conseils de son enquêteur il fit construire des *magnaneries* dans son palais ; il y en eut aussi à Madrid et aux Tuileries ; l'italien Babbani en

fut le directeur. Là fut fabriqué le premier tissu de soie sorti de ces laboratoires d'essai.

Le résultat était probant, après comparaison avec les soies de Bologne, les tissus du château de Madrid l'emportèrent de beaucoup. Sully lui-même se déclara satisfait. Cette tentative ayant un plein succès, il restait à la généraliser. En 1602, on vulgarisa la plantation du mûrier dans les généralités de Paris, Orléans, Tours et Lyon. Laffemas agent très actif, seconda merveilleusement le roi dans cette œuvre nationale ; il se rendit sur les lieux pour examiner les contrées les plus propices à la propagation du mûrier ou à l'élevage des vers à soie, grâce à lui en peu de temps presque toutes les paroisses de ces provinces furent peuplées du précieux arbuste.

Une seule note discordante se fit entendre dans l'entourage du roi, contre ces applications en grand de la culture du mûrier ; elle venait de Sully. Le ministre favori était mécontent et ne dissimulait pas au prince son opposition. Les *Economies royales* nous tiennent au courant de ses discussions, avec le roi, sur ce sujet : « Je ne scay
« pas quelle fantaisie vous a pris de vouloir, comme on
« me l'a dit, vous opposer à ce que je veux établir pour
« mon contentement particulier, l'embellissement et en-
« richissement de mon royaume et pour oster l'oysiveté
« de parmy mes peuples. » Ainsi parlait le roi à Sully. Mais ce dernier répondait aux essais du roi pour constituer la grande industrie manufacturière en France, par l'exposé d'un programme complet d'exploitation agricole.

Pour tenir tête à son maître, tous les arguments lui semblaient justes. Il prétendait que le climat du pays était défavorable à l'élevage des vers à soie ; cette objection était démentie par les faits, car dans les 5/6 du pays on cultivait le mûrier et les vers supportaient le climat.

Il n'y a qu'un moyen pour employer les gens sans travail et les indigents, disait Sully, c'est de diriger leur activité vers l'industrie agricole. Il faut leur faire défricher les terres incultes jusqu'à ce jour, par suite du manque de bras, bien plus que par la stérilité même de ces terrains. D'ailleurs Sully considérait que le seul travail digne de l'homme était la culture des champs, l'occupation dans les manufactures devait tout au plus être réservée aux êtres faibles, c'est-à-dire aux enfants et aux femmes.

Nous trouvons là les tirades très sincères de Sully contre le luxe, c'est un partisan résolu des lois somptuaires. Il s'indigne à la vue des vêtements de soie portés par les seigneurs et les bourgeois, des draperies d'or et d'argent étalées aux fêtes de la Cour ou lors des réjouissances publiques : « Et tant s'en faut que l'établissement de ces
« rares et riches estoffes et denrées accomodent vos peu-
« ples et enrichissent votre Estat : mais qu'elles le jette-
« raient dans le luxe, la volupté, la fénéantise et l'exces-
« sive despence qui ont toujours esté les principales
« causes de la ruïne des royaumes et républiques, les
« destituants de loyaux, vaillans et laborieux soldats
« desquels Votre Majesté a plus besoin, que de tous ces

« petits marjolets de Cour et de ville revestus d'or et de
« pourpre. » Il aurait voulu que le roi réduisit tout ce
luxu, afin d'éviter les transports de métaux précieux
hors du royaume.

Comme on le voit, Sully n'était pas un novateur, ses
doctrines économiques avaient une saveur toute primi-
tive ; sa mauvaise humeur contre le luxe le rendait pa-
radoxal et l'empêchait d'envisager sainement la situation
économique nouvelle qui se présentait. Le roi riait de ses
boutades et passait outre. Sully dans la pratique, abonde
quelquefois dans les sens des idées du roi ; de son pro-
pre mouvement il fait planter une quantité considérable
de mûriers dans son gouvernement du Poitou.

Henri IV poursuivait l'accomplissement de son plan,
il étendait en 1602 les essais des Tuileries et de Madrid.
Ainsi par une lettre adressée, le 29 mars 1603, à Sully :

Lettre du roi à M. de Rosny.

« Mon amy, je vous prie de faire hoster la charpente et
« couverture de mon orangerié des Tuilleries, afin que
« ceste année, je m'en puisse servir à y faire eslever la
« graine des vers à soye que j'ay fait venir de Valence en
« Espagne... »

L'année suivante il engagea l'Italien Jean André Curato,
et le chargea d'enseigner l'art de filer l'or à la façon de
Milan, à nos artisans inexpérimentés. Cet ouvrier italien
fut logé par le roi à l'Hôtel de la Marque ; son enseigne-

ment dut porter rapidement ses fruits puisque le roi le 2 août 1603, put monter une manufacture de draps d'or et d'argent à Paris, dont les directeurs et les ouvriers étaient français ; il ne pouvait mieux répondre à Sully :
« L'un des principaux expédiens pour cet effet est l'es-
« tablissement des arts et manufactures, tant pour l'es-
« pérance qu'elles donnent d'enrichir et embellir le
« royaume et ne plus recourir à ses voisins... que pour
« être aussi un faible et doux remède de purger notre
« dit royaume de tant de vices que produit l'oisiveté ».

Comme conséquence de cet établissement, le roi donna un monopole aux exploitants, c'étaient les batteurs d'or Saintot, O. Colbert, Limaligne, Camus et Parfait.

Ce privilège portait que : pendant douze ans à partir de cette époque, les directeurs de cette manufacture pourraient seuls fabriquer et vendre des étoffes de soie, des draps d'or et d'argent, à Paris et aux environs. Une seule limitation était imposée à ce monopole, il y avait exception pour Vexin, Desvieux, Laforêt, Tattot et leurs associés. Comme ces derniers avaient déjà un atelier pour la fabrication de produits analogues, il aurait été peu équitable de le supprimer radicalement. On leur fit défense de donner une plus grande envergure à leur industrie. Ils avaient un atelier et une boutique pour la vente, ils devaient continuer dans les mêmes conditions.

Le roi ne se contenta pas de protéger les industriels privilégiés contre leurs concurrents en leur délivrant une charte privilégiée, il les subventionna. Une somme de

180 mille livres fut mise à leur disposition pour les frais de premier établissement. D'autres ouvriers, artistes pour la plupart, furent installés aux Tournelles, puis dans les galeries joignant le Louvre aux Tuileries.

L'activité du roi ne s'étendit pas seulement à la capitale ; il s'occupa aussi de fixer solidement de grandes manufactures sur certains points du territoire.

Noël Parent obtint un privilège et 3.000 livres pour un établissement qu'il fonda à Mantes en 1604 ; il se proposait de fabriquer les crêpes fins de Bologne, son entreprise eut un grand succès. Son frère Etienne Parent reçut un monopole de 20 ans qui lui permit de se lancer dans la fabrication des satins de Bruges ; dans la suite, il agrandit son industrie et grâce à son associé Lellier il ouvra des satins de Damas ; cette seule partie occupait deux cents métiers dans sa fabrique.

Henri II avait établi à St-Germain-en-Laye une manufacture de verre de cristal, le directeur et les contre-maîtres étaient des étrangers arrachés de leur pays à prix d'or ; la masse des ouvriers français ignorait totalement les secrets de la fabrication, on lui réservait les seuls gros ouvrages. Dans la suite cette manufacture subit de nombreuses crises qui amenèrent sa décadence. Henri IV dès 1597 alors qu'il était au camp d'Amiens essaya de la restaurer. Elle fut rétablie sur un plan nouveau à Melun en faveur de Jacques et Vincent Sarrode et d'Horace Ponte, leur neveu, afin : « qu'ils puissent tenir en nostre dicte « ville de Melun une verrerie de cristal et y faire cons-

« truire un fourneau et à trente lieues à la ronde d'icelle,
« il ne s'établira à l'avenir aucune verrerie de cristal
« que celle desdits Sarrode et Ponte » (1).

Il s'intéressait aussi beaucoup aux manufactures de tapis de haute et basse lisse. Dubourg fut privilégié en 1597. Des ouvriers de Flandres Comans et Laplanche reçurent un asile au faubourg St-Marcel dans la maison des Gobelins, le prince leur accorda une subvention de 100.000 livres. Nous possédons sur ce point une missive d'Henri IV à Sully pour hâter le paiement de cette subvention.

Lettre du roi à M. de Sully.

« Mon amy, pour les tapisseries de Saint-Marceau,
« vous scavez ce que je vous en dis l'autre jour à Paris,
« je seray très aise si vous pouvez le faire contenter sur
« d'autres deniers que les ordinaires, et du fonds que
« j'ay réservé, que vous le fassiez et comme vous le juge-
« rez plus à propos ; mais s'il ne se peut autrement, vous
« scavez que je leur ay promis de les leur faire payer,
« afin qu'ils continuent à travailler.

« Ce vendredy à cinq heures du soir, 29 mars à Fontai-
« nebleau.

« HENRY ».

Presque à la même époque il permit d'installer au Lou-

1. Isambert. *Anciennes lois*. Tome XXV, page 164.

vre un atelier pour la fabrication de toutes sortes de tapis, après avis favorable de la Chambre supérieure du commerce, ce fut l'origine de la Savonnerie. Il subventionna une manufacture de toiles de Hollande; à cette occasion il fut obligé d'intimer l'ordre à Sully de faire exécuter sa volonté : « mon amy, j'ai appris que Vienne fait difficulté de contreroller l'acquit pour les entrepreneurs de toile à façon de Hollande, en la forme qu'il a esté expédié. Commandez le luy à ce qu'il les despêche promptement car c'est chose que je veux ».

Ces manufactures qu'encourageait le roi, étaient dans son esprit des écoles d'éducation pratique où devaient se former nos artisans. Cet atelier primitif où bon nombre d'ouvriers français travaillaient sous la direction d'un habile étranger était en quelque sorte une pépinière. Dès que nos artisans connaîtront suffisamment la technique de leur métier, ils se répandront sur divers points du territoire et vulgariseront ces procédés nouveaux pour nous. Ces ouvriers deviendront des maîtres et enseigneront à leur tour à des disciples.

Parmi cette efflorescence magnifique des diverses industries de luxe, que deviennent ces industries plus modestes, mais aussi plus utiles à la satisfaction des besoins immédiats de la grande masse de la population?

La France avec les premières aurait pu prendre une place spéciale au point de vue des grandes fabrications de luxe, mais elle ne pouvait régner sur le marché extérieur des grands débouchés qu'avec les industries de pre-

mière nécessité. Elles ne furent pas négligées dans la période qui nous occupe.

L'industrie de la draperie commune qui se présentait dans une mauvaise condition à la fin du xvi^e siècle, reprenait son rang. A Tours 200 métiers marchaient au lieu de 800, la mauvaise fabrication et les prix exagérés de vente en étaient la cause. Il ne fallait qu'une occasion pour la reprise générale du travail, cette occasion se présenta pour les toiles de Hollande. En 1604, le roi d'Espagne prohiba dans son royaume l'importation de ces produits. Le pouvoir royal n'hésita pas, c'était une situation inespérée. Il résolut d'avantager l'industrie nationale afin qu'elle pût s'emparer du marché espagnol.

Wolf et Antoine établirent à Rouen une manufacture de toiles fines avec privilège. Mais ces industriels demandèrent autre chose ; leurs prétentions furent examinées au conseil du roi. On leur accorda 25 écus pour chaque chef de métier qui s'établirait dans leurs ateliers.

Cette fabrique prit une grande extension, elle comprit bientôt 350 métiers à tisser, deux curanderies pour le blanchiment des toiles occupant chacune cent ouvriers. Une manufacture analogue qui se fonda à Mantes, reçut une subvention de 90.000 livres du pouvoir royal.

Dans les *Economies royales de Sully*, ce ministre nous fait part d'une idée du roi qui fut réalisée par la Convention. Le roi voulait créer un Conservatoire d'arts et métiers, où se réuniraient des hommes habiles et expéri-

mentés pour enseigner l'instruction professionnelle à de jeunes apprentis.

Jusque-là nous avons vu la grande industrie protégée par le pouvoir, le plus souvent même l'initiative de la création de ces établissements venait du roi.

Nous pouvons citer un fait très probant. Il nous montre que ce mouvement n'a rien de factice et que les énergies individuelles elles-mêmes y prennent part.

En 1604 il y eut une tentative purement individuelle pour introduire à Rouen l'industrie séricole ; deux hommes très compétents en la matière Charles Benoît et Isaac May l'entreprirent. Mais ils eurent peu de chance, l'échevinage de Rouen leur suscita des obstacles insurmontables ; ils s'adressèrent au Parlement qui confirma les raisons données par l'opposition locale ; cette entreprise périclita pendant quelques années, puis échoua définitivement en 1608.

La fabrication des faux en Dauphiné à Vizille et à Voiron fut au début une entreprise individuelle, mais quand ces industriels décidèrent d'étendre leur industrie, ne pouvant supporter seuls les frais considérables de cette transformation et la concurrence étrangère, ils demandèrent l'intervention du pouvoir pour les protéger. Ils s'adressèrent au roi, qui instruit par ce qui s'était passé à Tours au début de son règne, ne leur concéda pas un monopole unique et abusif. Il restreignit leur privilège aux provinces voisines qu'ils étaient en mesure d'approvisionner.

Nous en avons fini avec l'organisation de la grande Industrie de 1596 à 1610. De cette énumération trop succincte des différentes industries qui s'établirent en France à cette époque, il ressort que le pouvoir royal favorisa efficacement sa constitution et lui permit de lutter avantageusement contre la concurrence étrangère ; nous allons voir désormais ce qu'il fit pour le commerce. Cette œuvre aurait été incomplète si le commerce avait été laissé de côté. En effet, il ne suffisait pas de produire dans de bonnes conditions, il fallait encore assurer des débouchés pour écouler les produits de notre industrie.

Le commerce intérieur ne pouvait se développer que sous l'empire d'une législation empreinte de ces deux idées qui semblent contraires : liberté et protection.

Il fallait un régime de liberté pour briser les nombreuses barrières établies entre les villes et les provinces, abolir en grande partie ces péages d'origine féodale qui grevaient lourdement le transport des marchandises.

Nous avons eu souvent l'occasion de citer des mesures prohibitives prises contre l'entrée des marchandises étrangères, le roi fit plus ; par arrêt du Conseil en date du 21 avril 1601, il ordonna la confiscation des marchandises anglaises défectueuses qui faisaient à nos produits indigènes une concurrence déloyale.

Le commerce prend un grand essor, on assiste aux premiers essais faits pour fonder des sociétés par action. Des commerçants songent non à l'association trop étroite de personnes, mais à une association de capitaux. Ces ten-

tatives furent timides tout d'abord et ne réussirent pas, car les associés se contentaient de joindre à leurs capitaux personnels ceux d'un petit nombre d'associés. Instruits par cet insuccès, ils allèrent plus loin ; ils songèrent à attirer à eux les petits capitaux disponibles en abaissant le montant des parts de chaque associé. On passa des actes de sociétés sous seing-privé.

L'ordonnance de Blois de 1579 régissait déjà ces associations, elle prescrivait que l'acte fût enregistré quand il y aurait dans la société un certain nombre d'associés non Français.

Mais le but du roi était de développer surtout le commerce extérieur, le commerce maritime et cela en lui concédant de nombreux privilèges. C'est l'époque de l'origine des grandes compagnies de commerce et colonisations à chartes. Les entreprises individuelles deviennent impossibles à cause de l'insécurité des voies maritimes, de la longueur et du coût des expéditions lointaines.

En 1598 le sieur de la Roche « lieutenant du roiès-pays de Canada et autres » fit un voyage d'exploration dans l'Amérique septentrionale. En 1604 il fonda la Compagnie à privilège des Indes Orientales, puis la Compagnie de la nouvelle France. Dans l'acte notarié de constitution, il est stipulé que la répartition des frais et bénéfices sera faite au sol la livre ; de Monts en était le directeur.

Sully faisait de vains efforts pour enrayer ce mouvement d'expansion coloniale. Il écrivait en ces termes au président Jeannin en février 1608 : « La conservation et la pos-

« session de telles conquêtes trop éloignées de nous est, par
« conséquent, disproportionnée au naturel et à la cervelle
« des Français. »

Ce mouvement du commerce extérieur profita aux autres industries ; dans les voyages entrepris par nos négociants et nos marins, l'étranger apprit à connaître nos produits et il devint progressivement notre client pour de nombreux objets. Cela montre à nouveau cette étroite relation qui existe entre ces deux branches de l'industrie : l'industrie manufacturière et l'industrie commerciale.

Nos commerçants sous ce règne exportaient nos draps et nos tissus de soie notamment dans les Echelles du Levant et sur les côtes de la Méditerranée. D'après Savary de Brèves, le commerce avec le Levant atteignit 30.000.000 de livres, nécessitant l'emploi de mille navires. Mais pour les hommes du ^{xvii}^e siècle, il y avait une ombre au tableau : l'exportation du numéraire était une cause de ruine pour le pays, or, les négociants français en Orient payaient leurs achats avec de la monnaie d'or ou d'argent. Ces plaintes éclatèrent dans un *Advis au roy* pendant les Etats généraux de 1614 ; les députés du tiers dirent : « Lorsqu'il
« n'estoit porté auprès de l'empereur des Turcs que des
« denrées de vostre royaume, notamment des draps d'es-
« carlatte. Mais depuis quelques années, l'on ne porte que
« de l'argent monnoyé qui monte par an à plus de sept
« millions d'escus, seulement transportez par la ville de
« Marseille, sans ce qui se transporte ailleurs. L'on vous
« supplie Sire, de considérer, que vous ferez de grandes

« choses en révoquant d'un costé ceste alliance et le négoce du Levant (1) ».

Agir selon leurs vœux aurait été de la part du pouvoir royal, un renoncement impolitique à tout ce qu'avait obtenu notre diplomatie depuis François I^{er}, à Constantinople.

C'est par là que nous terminons cette période si fertile en progrès dans les différentes branches de la grande industrie. Henri IV ne put achever tout ce qu'il avait entrepris, le temps lui fit défaut pour régler le détail de chaque installation nouvelle ; il ne connut même jamais certains résultats des expériences tentées.

Troisième période.

Dans cette phase, du développement de la grande industrie, qui s'étend jusqu'en 1660 pas de faits bien sail-lants.

Richelieu s'occupa peu de l'industrie et lorsqu'il eut à appliquer une politique économique, il se montra le continuateur timide d'Henri IV. Cependant quelques manufactures furent créées, d'autres se transformèrent ; on suivit un peu pour toute la matière économique les doléances des députés aux États généraux de 1614.

C'est ainsi qu'on prohiba tous les produits étrangers

1. *Archives curieuses de l'histoire de France*. 2^e série, tome I, pages 436-37.

manufacturés ayant des similaires en France ; les droits d'entrée sur les matières premières furent supprimés et l'on défendit d'exporter les matières premières susceptibles de fournir du travail aux artisans français. Toutes ces prescriptions ne sont pas nouvelles, ce programme était déjà celui du pouvoir à la fin du xvi^e siècle.

L'industrie séricole de Tours fut très atteinte après une période prospère ; sous le règne d'Henri IV, on comptait 20.000 ouvriers, 800 métiers d'étoffes et 3000 métiers pour la rubannerie, ces chiffres baissèrent de plus de moitié ; mais Lyon profita de tout ce que perdit Tours.

Une manufacture de verre s'installa en Picardie grâce à la protection du cardinal. En 1627 deux industriels, Pierre du Port et Simon Lourdet, obtinrent un privilège pour une fabrique de tapis : ce fut la Savonnerie.

Une industrie nouvelle s'établit dans notre pays à cette époque, il s'agissait de la fabrication des miroirs et glaces de Venise, en 1634 Eustache Grandmont et d'Anthonneuil étaient à sa tête ; leurs produits étaient très recherchés.

L'Imprimerie royale fut fondée au Louvre en 1640, dans une des galeries latérales, dès son origine cet établissement présenta le caractère spécial de service public, ce n'était pas une entreprise privée. La direction était confiée au secrétaire d'État Sublet des Noyers.

L'Imprimerie privée était assez florissante, Montchrétien en fait le plus grand éloge : « Je puis dire sans hyperbole qu'il y a cinquante mille personnes en vostre

« royaume qui travaillent à l'imprimerie et librairie qui
« n'ont d'autres fonds pour leur vie, autre revenu pour
« leur entretien (1) ». Dans la suite il demande une protection énergique contre l'étranger, les crises de l'industrie doivent être attribuées à la concurrence. Pour combattre la contrefaçon étrangère, il faut réduire la durée des privilèges.

Il préconise pour « remettre sur l'industrie de la fabrication que qui s'en va périssant et pour cet effet comme j'ay
« prédit dresser un atelier en chaque paroisse ».

Au fond, il reprend les idées de Laffemas qui voulait couvrir le territoire d'ateliers de la grande industrie.

Richelieu s'occupa plus du commerce que des manufactures, pour lui il était l'origine de toute richesse, aussi il combla de faveurs le commerce extérieur. Il reprit les plans de colonisation d'Henri IV et les soutint avec plus de persévérance. Il accorda un privilège aux colons qui passaient six années hors de France, et à nos nationaux employés dans les compagnies de commerce.

Quatrième période.

L'œuvre grandiose de réformation industrielle entreprise par Henri IV et ses conseillers, périclita quelque peu comme nous l'avons vu de 1614 à 1661. Tout changea

1. Montchrétien. *Traité d'Economie politique*. page 91.

avec le gouvernement personnel de Louis XIV et surtout avec le ministère de Colbert. Dès qu'il eut mis de l'ordre dans les finances publiques, sa principale occupation fut de travailler au relèvement de l'industrie et du commerce. Il voulait que la France fut complètement indépendante de l'étranger, non seulement quant aux objets de luxe, mais aussi quant aux produits de première nécessité et d'un usage courant.

Avant d'aborder l'œuvre industrielle proprement dite de Colbert, nous devons nous occuper de ses mesures en faveur de l'agriculture. Quelle fut son attitude à l'égard de la grande masse de la population ?

Si l'on s'en tient aux résultats immédiats, ils sont plutôt défavorables. En effet, au lieu de donner à l'industrie agricole des débouchés certains, en assurant la libre circulation des grains dans le pays, il s'opposa souvent à cette liberté. Nous sommes ici en présence de mesures contradictoires. Ainsi dès le début il se rallia à un arrêt du parlement de Paris, en date du 19 août 1661, par lequel il était *défendu aux marchands de contracter aucune société pour le commerce du blé et de faire aucun amas de grains*. Cet arrêt était d'autant plus impolitique et maladroit qu'il avait été rendu sous le coup de l'affolement produit par une disette. C'était un singulier procédé pour remédier au manque de grains, que d'empêcher la libre circulation du blé dans le pays. Sur ce point les idées de Colbert comme celles de ses contemporains n'étaient pas nettes ni définitivement arrêtées. Cette mobilité d'opi-

nion s'explique facilement. Tout le produit de la récolte dépendait de la saison, un temps anormal faisait redouter une famine. Aussi il ne faut pas laisser retomber sur Colbert seul, le mal causé à l'agriculture par ces mesures contradictoires.

Dans une des premières lettres que nous avons de lui et ayant trait à la question, il se montre favorable à un régime de liberté, il est vrai que le cas est assez particulier. Les magistrats de Bordeaux prétendaient avoir le droit de retenir le tiers des blés qui descendaient la Garonne, et ils fondaient ce droit sur un arrêt du parlement du 12 janvier 1662. Leur accorder cela, c'était réduire à la disette les populations moins bien favorisées, aussi Colbert se prononça catégoriquement contre ce prélèvement injustifié.

Le 20 mai 1669 il autorisa même l'exportation des grains, à ce sujet il écrivit à l'intendant de Dijon : « Ayant
« appris qu'il y avait cette année une grande récolte de
« blés en Bourgogne ; et que la disette des provinces de
« Languedoc, Provence et même d'Italie en ont, les obli-
« gera de s'en pourvoir d'une quantité considérable en-
« ladite province de Bourgogne, je vous prie de me faire
« savoir si l'on commence à en tirer et s'il n'y a aucun
« empêchement dans la voiture soit à Lyon ou ailleurs ;
« et comme cela est fort important et que le débit pourra
« apporter beaucoup d'argent, vous me ferez plaisir de
« vous informer de tout ce qui se passera sur cette

« traite des blés et de me faire part de tout ce que vous apprendrez ».

Grâce aux renseignements de ses commissaires, il était tenu au courant des besoins des populations, de cette façon il pouvait prendre les mesures qu'il jugeait convenables. Cette politique tout empirique et qui s'inspirait des circonstances, explique les changements continuels dans la législation sur le commerce des grains.

Pendant quatorze années 1669 à 1683, il y eut cinquante-six mois de prohibition absolue, parfois la sortie des grains fut autorisée, mais on percevait un droit de deux livres par muid à l'exportation.

Le résultat final fut nuisible aux intérêts des agriculteurs laissés sans protection depuis Sully. On ne défrichait plus et les terres livrées à la culture devenaient de moins en moins nombreuses. Les seules terres de première qualité, dont le propriétaire était assuré de tirer un bon revenu, étaient travaillées, les mauvaises terres restaient en jachère. Colbert pensa qu'il fallait intéresser l'habitant du sol, le petit cultivateur, lui montrer que le succès couronnerait ses efforts, s'il essayait de se dégager de la routine.

C'est en vue de cela qu'il s'occupa de l'amélioration du bétail, de l'acclimatation de races nouvelles qui croisées avec les races indigènes par une habile sélection, pourraient donner des produits rémunérateurs. Le 14 décembre 1670, par l'intermédiaire de notre ambassadeur à Londres, il fit acheter des béliers anglais, puis de Ségo-

vie, en Espagne. Le Parlement de Normandie ayant limité le nombre de moutons que chaque fermier pouvait élever, cet arrêt fut cassé. Mais pour que l'habitant des campagnes pût cultiver en paix son héritage, il fallait le débarrasser et le garantir contre les pratiques vexatoires du fisc et contre l'arbitraire de ses employés.

Dans le règlement des tailles du 12 janvier 1663, il renouvelle les défenses édictées par ses prédécesseurs et tombées en désuétude ; il prohibe toute saisie *pour fait de taille* des bêtes de labour et des instruments de travail, des meubles nécessaires ou commodes à la vie, cette insaisissabilité s'étend jusqu'aux $\frac{4}{5}$ du cheptel.

Continuant les traditions d'Henri IV, il favorisa les plantations de mûriers nécessaires pour assurer des matières premières à l'industrie séricole. Il réduisit les droits à la sortie sur les vins en 1672, notamment sur ceux provenant des provinces de Champagne et de Picardie ; la France produisait beaucoup de vins et pourtant la consommation indigène était très faible, les populations des contrées vinicoles buvaient peu de vin. Leur transport était rendu impossible par les différentes taxes, il s'ensuivait une mévente considérable. D'ailleurs il est permis de douter que Colbert ait vu dans la culture de la vigne une source productive de richesses ; il la considérait plutôt comme une culture de second ordre. Ce que nous avançons ressort de sa correspondance même. Il écrit à l'intendant de la généralité de Limoges : « il faut que les peuples se détrompent, qu'ils diminuent

« leurs plants de vignes et qu'ils convertissent leurs vignes en blés, comme ils ont converti leurs blés en vigne. »

Le premier en France, il donna une impulsion vigoureuse à l'élevage des chevaux. Sa correspondance administrative avec les intendants départis dans les provinces, nous montre l'intérêt qu'il prenait à l'établissement des haras. Mais dans toutes ses préoccupations reparaisait l'idée mercantiliste, aussi nous trouvons cette phrase dans une lettre datée du 5 juin 1665 : il faut élever des chevaux chez nous, nous n'aurons pas à « transporter tous les ans des sommes considérables dans les pays étrangers pour en acheter. »

Tels sont les efforts de Colbert en faveur de l'industrie agricole, si on les compare à ce qu'il entreprit pour l'industrie manufacturière, la balance penche du côté de celle-ci. Les mesures qu'il prit ne donnèrent pas de résultats appréciables, car elles ne venaient pas à leur heure le plus souvent ; de plus ces décisions étaient trop mobiles et trop changeantes. Ce ministre n'eut pas au sujet de l'agriculture un ensemble d'idées bien arrêtées, un plan d'application méthodique lui fit défaut.

Avant d'étudier ce que Colbert fit pour l'industrie manufacturière proprement dite, il nous semble nécessaire de parler brièvement tout au moins de ses doctrines économiques.

Colbert estime qu'un pays s'enrichit par ses manufactures, bien plus que par la culture des terres ; car un

produit pour être manufacturé donne du travail à une série d'ouvriers, et tandis que le pays s'enrichit en hommes, il s'enrichit aussi en métaux précieux provenant de la vente à l'étranger de ces objets ouvrés. Colbert complète l'idée mercantiliste, il n'est pas l'ennemi de la liberté et du trafic sans entraves, ses mesures fiscales ne sont qu'un moyen pour développer les forces productives du pays ; voilà en quoi son système est plus restrictif que celui de Sully. Sully laissa l'agriculture libre, Colbert veut que le grain circule librement en France et y reste même quand il y en a beaucoup. Sur ce point il se rapproche de Laffémas, s'il y a beaucoup de blé l'artisan des villes se nourrira à meilleur compte et la main d'œuvre étant à un prix moins élevé, l'industrie française l'emportera sur l'industrie étrangère dans la lutte internationale de la concurrence des produits. Tout son plan tient dans cette phrase d'un mémoire qu'il adressa au roi : « Réduire les droits à la sortie sur les denrées et « les manufactures du royaume, diminuer aux entrées « les droits sur tout ce qui sert aux fabriques ; repousser, « par l'élévation des droits, les produits de manufactures « étrangères. » Ce n'est plus la doctrine mercantile, les idées exposées ci-dessus sont plus générales, elles s'appliquent à des faits moins spéciaux c'est le *Colbertisme* ainsi que l'a appelé Minghetti. Nous allons étudier les différents aspects de cette doctrine.

Dans un mémoire, en date de 1651, alors qu'il n'était pas encore ministre, il se déclare détaché de toute affinité

mercantiliste et il professe des idées très libérales : « La Providence a posé la France en cette situation que sa propre fertilité lui serait inutile et souvent à charge et incommode sans le bénéfice du commerce, qui porte d'une province à l'autre et chez les estrangers ce dont les uns et les autres peuvent avoir besoin, pour en attirer à soy toute l'utilité ». Voilà bien une doctrine libérale, absolument étrangère à l'esprit mercantiliste.

Mais Colbert arrive au pouvoir, qu'advient-il ? Il essaie de faire passer ce régime de libre circulation dans le tarif de 1664 sur la liberté des échanges à l'intérieur du pays. Il écrit ceci dans le mémoire sur le commerce en date du 3 août 1664 : « Tout le commerce consiste à décharger les entrées de marchandises qui servent aux manufactures du dedans du royaume, charger celles qui entrent manufacturées ; décharger entièrement les marchandises du dehors qui, ayant payé l'entrée sortent pour le dehors et soulager les droits de sortie des marchandises manufacturées au dedans du royaume... Réduire tous les droits de sortie en un seul (1) ».

Colbert comprenait qu'il ne devait pas y avoir de traites à l'intérieur du pays, les droits de douane ne visent que l'étranger. La France était divisée en une série de zones absolument fermées, qui faisaient du territoire de nombreux Etats indépendants au point de vue des fiscalités.

1. P. Clément. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*. Tome II, 1^{re} partie, annexes CCLXXI, note 3.

Il voulait unifier, mais devant les vives résistances qu'il rencontra, il ne fut pas assez hardi.

Les pays d'Etat étaient naturellement, par leur situation même, opposés à cette réforme ; c'était une question de vie ou de mort pour leurs libertés locales, il n'y aurait plus eu de différences entre les pays d'Etat et les pays d'élection administrés directement par les agents du pouvoir central. Et comme ils tenaient avant tout à conserver leurs privilèges stipulés dans les traités d'annexion, ils repoussèrent le tarif uniforme que leur proposait Colbert ; les provinces dites *des cinq grosses fermes* y adhèrent. Ces impôts établis étaient : 1^o les droits de sortie sur toutes denrées et marchandises ; 2^o les droits d'entrée sur les drogueries et épiceries ; 3^o le subside de cinq sous par muid de vin ; 4^o les droits de traites domaniales sur certaines denrées et marchandises ; 5^o les droits d'entrée de grosses denrées et marchandises.

Dans l'étendue de ces provinces, régnait la libre circulation des objets de toute nature ; il y avait en outre les provinces étrangères et celles réputées étrangères auxquelles ne s'appliquait pas le tarif de 1664. Comme on le voit, Colbert a simplement reculé la limite des douanes intérieures, n'ayant pu les supprimer complètement.

Cet édit ne suffisait pas pour restaurer les industries commerciales et manufacturières, il fallait avant tout assurer leur développement interne et externe. Il y avait encore bon nombre de péages, de droits d'entrée et de

sortie sur les denrées et marchandises, aussi dans ce but l'édit unifia en ramenant toutes ces fiscalités à un droit d'entrée et à un droit de sortie. Vis-à-vis des produits étrangers on usa de mesures douanières ; ainsi les draps fins qui antérieurement à 1664 payaient 30 livres par pièce de 26 aunes, payèrent désormais 40 livres.

Mais Colbert ayant fait un pas dans cette voie ne put s'en tenir là. Il substitua à ce tarif modéré de 1664, le tarif du 18 avril 1667.

Cette déclaration nouvelle imagine un système différent : « Et d'ailleurs, ayant été particulièrement informé
« que l'augmentation du commerce et établissement de
« diverses manufactures dans notre royaume en ont
« changé notablement le prix, nous aurions résolu de
« faire procéder à nouvelles taxes sur aucunes marchan-
« dises, entrant et sortant par les bureaux de nos cinq
« grosses fermes et par ceux de la douane de Lyon. »

D'une manière générale les droits furent portés au double de ceux perçus sur les mêmes objets, d'après le tarif de 1664. Les draps d'Espagne subirent une augmentation de 50 à 100, les dentelles de 25 à 60. L'esprit même du tarif était peu pacifique, c'était le prélude de la guerre de Hollande.

Colbert ne vit pas très juste, l'industrie commençait à reprendre, les chefs d'industrie réalisaient des bénéfices sérieux, de nombreux ouvriers avaient du travail assuré ; dans ces conditions nos manufactures pouvaient lutter contre la concurrence étrangère, sans recourir à ces pro-

hibitions. Colbert crut qu'en agissant ainsi, il décuplerait la richesse nationale. Il se trompait sur ce point, l'Europe usa de représailles à notre égard. L'Angleterre haussa les droits sur nos vins, la Hollande répondit à cette guerre de tarifs en prohibant l'entrée de son territoire à tous les spiritueux de France, le pape Alexandre VII établit de forts droits protecteurs dans ses Etats. Ce tarif n'eut d'ailleurs qu'une durée éphémère ; après la paix de Nimègue, les droits furent notablement diminués et de fiscaux ils devinrent de simples protecteurs du travail national. L'étranger ne fut pas la seule victime de cette guerre de tarifs, les provinces françaises dites étrangères en souffrirent beaucoup.

Nous allons aborder, après cette esquisse nécessaire des tentatives de protection, le développement de l'industrie manufacturière à cette époque. De même que ses prédécesseurs, Colbert se préoccupa de favoriser les industries de luxe nécessaires chez un peuple civilisé, sans négliger celles de première nécessité. Comme eux, il voulut enraciner fortement chez nous des industries florissantes à l'étranger et donner une plus grande envergure à celles qui existaient déjà. Il désirait avant tout faire de la France un pays manufacturier et assurer des débouchés pour la vente de ces produits ; il innova peu, mais organisa sérieusement ce qui avait été établi avant lui.

Tout d'abord un phénomène économique le frappa : la France recevait plus de l'étranger qu'elle ne lui envoyait, la balance de notre commerce se soldait par une perte,

par un exode d'argent français allant enrichir les producteurs étrangers. Il faut seulement demander au dehors ce qui ne peut pas être produit chez nous, et surtout conserver pour notre pays, ce riche tribut servi aux draps et toiles de Hollande ou d'Angleterre, aux fers et bois de Suède, aux glaces et dentelles de Venise, aux soies de Bologne, aux tapisseries des Flandres.

Pour arriver à ce but, il lui sembla qu'il fallait assurer le bon renom de nos produits par une réglementation minutieuse de la qualité des matières premières employées, fixer la longueur et la largeur des étoffes ; il excella dans cette législation étroite et arbitraire. En même temps la fabrication devait être stimulée par une consommation intérieure importante ; des villes firent des règlements de police pour défendre aux bourgeois de s'habiller d'autres étoffes que de celles *manufacturées au dedans*. Certaines usines devaient être soutenues à prix d'argent, il n'hésita pas à généraliser le système des subventions inauguré par Henri II et Henri IV. Dans le « discours sur les manufactures du royaume » en 1663, il indique ce qu'il va entreprendre (1).

En premier lieu, il faut protéger les draperies, rechercher les causes de leur mauvais état et les moyens de les rétablir ; il décide de les subventionner : « Cadeau à Sedan, à Rouen, à Dieppe, en Berry » ; mais Colbert entrevoit un grand obstacle à un progrès rapide. L'artisan ha-

1. P. Clément. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*. Tome II, 1^{re} partie, annexes CCLVII.

bile, ingénieux, à l'esprit vif et curieux tourné vers les méthodes pratiques, fait défaut, c'est pourtant l'élément essentiel du succès.

Aussi nous voyons Colbert s'enquérir auprès de nos représentants à l'étranger, il leur demande de rechercher des ouvriers connaissant leur métier et de leur proposer un engagement à n'importe quel prix.

En 1670 les manufactures de Loyde étaient en décadence, le 21 mai il écrit à notre ambassadeur : « Si vous
« pouviez faire entendre raison secrètement à quelques-
« uns des chefs, qui, s'ils voulaient s'habituer en France,
« on leur y ferait trouver toutes sortes de commodités,
« cela pourrait être fort avantageux au royaume ». Comme contre-partie à cette politique, il édictait les mesures les plus sévères contre les ouvriers français qui allaient à l'étranger porter les secrets de notre industrie.

Un maître drapier de Rouen, du nom de Lambert, qui s'était fixé en Portugal reçut une indemnité pour son rapatriement ; il agit rigoureusement à l'égard de Piladeau qui introduisit l'industrie séricole en Espagne, en 1674.

« A l'égard de Piladeau et des principaux ouvriers, Sa
« Majesté veut qu'ils soient retenus longtemps en prison,
« pour empêcher que les autres Français ne prennent le
« même chemin de transporter des manufactures hors
« du royaume ».

Pour permettre aux manufactures de se maintenir, il multiplia les privilèges, mais il fallait que la demande de

concession lui parut juste et bien motivée. Il n'hésitait pas à annuler le privilège, lorsqu'une mauvaise fabrication lui était signalée, chez un de ses protégés.

Il lui revint qu'une fabrique de draps de Carcassonne, afin d'augmenter ses bénéfices, expédiait dans les Echelles du Levant des draps mal apprêtés et surtout mal teints, la réprimande ne se fit pas attendre. Il écrivit au trésorier des États de Languedoc : « Comme cette mauvaise
« qualité a décrié les draps de France, pendant que ceux
« des autres nations ont acquis de la réputation et qu'il
« est de la dernière conséquence de faire perdre aux né-
« gociants des Echelles la mauvaise opinion qu'ils ont
« conçue de leurs draps, il est nécessaire que vous vous
« appliquiez fortement à connaître les moyens qui peu-
« vent rectifier cette manufacture ».

Parmi les artisans qui répondirent à l'appel de Colbert à l'étranger, il convient de placer Josse van Robais de Middlebourg ; il s'établit en 1665 à Abbeville avec un privilège concédé pour une durée de vingt ans, amenant avec lui cinquante ouvriers hollandais, ses compatriotes, experts à tisser les draps.

Il était stipulé dans sa concession qu'il devait mettre sur pied, dès le début, cinquante métiers à draper, il recevait de nombreuses exemptions d'impôts réels ou personnels. Le roi lui faisait don d'une somme de 12.000 livres pour subvenir aux frais de premier établissement, puis 2.000 livres pour chaque métier nouveau, monté pendant les trois premières années de son arrivée. En

1681, il obtint une prorogation de son privilège pour quinze ans, la subvention royale fut portée à 20.000 livres et il dut monter trente métiers nouveaux, ses fils associés reçurent un nouveau privilège de dix ans.

Cet établissement était considérable et occupait de nombreux artisans, chaque métier comptait deux tisseurs. La division du travail y était poussée très avant, un même ouvrier remplissait toujours la même tâche, 1200 fileuses apprêtaient la laine placée dans de vastes greniers. Cette grande manufacture se maintint très prospère jusqu'à la fin du ^{xvii}^e siècle, nous verrons par la suite les diverses crises qu'elle subit, sous les successeurs de Colbert.

Il s'intéressa vivement aux industries de toiles de Bretagne et de Dauphiné, dès 1665 il favorisa leur production par des mesures heureuses. Mais parmi les industries de première nécessité, il s'appliqua tout particulièrement à importer en France et à y installer une industrie très florissante et très productive à l'étranger, notamment en Angleterre, nous voulons parler de l'industrie des bas tricotés ; auparavant il ne se fabriquait en France que des bas dits d'estame. La fabrication anglaise trouvait un débouché parmi les classes populaires de notre pays, ses clients naturels.

Colbert poursuivait aussi un autre but : il voulait en introduisant cette industrie, donner du travail aux gens de campagne non occupés, il réparait ainsi, dans une cer-

taine mesure, les dommages causés par sa politique douanière aux petits cultivateurs.

Le privilège de cette fabrication fut concédé à Camuset, en même temps il lui conférait tout pouvoir sur les autorités locales pour stimuler le zèle des gens du plat pays. Les paysans s'assemblaient dans un appartement mis à leur disposition par l'entrepreneur et se livraient à cette fabrication nouvelle. Il s'établit ainsi des ateliers à Villeneuve-le-Roi, Joigny, La Charité, Vierzon, Reims, Moulins, Issoire. A Bourges, en 1667, le bureau livrait à la consommation 400 paires de bas tricotés chaque mois ; on songea même à employer les personnes valides des hôpitaux, moyennant un léger salaire. Cette assistance par le travail eut un plein succès en ce qui concerne les enfants et les femmes, un édit de juin 1662 la généralisa ; cet édit ordonnait la création d'un hôpital dans chaque centre important de population afin que « les malades y fussent instruits dans les métiers dont ils pouvaient se rendre capables ».

Colbert écrivait à Marin de la Châtaigneray, le 29 novembre 1670 : « Faites tout ce qui dépendra de vous pour « fortifier la manufacture de bas de Dourdan, n'ayant rien « qui serve tant à augmenter le peuple dans un pays que « les différents moyens de gagner leur vie ; et reposez- « vous sur moi que le roy et les peuples s'en trouveront « beaucoup mieux (1) ». Comme dans les autres bran-

1. P. Clément. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*, page 873.

ches de l'industrie, Colbert a toujours le souci de la bonne fabrication, du bon renom des produits.

Dans ses instructions au sieur Camuset pour la visite des manufactures de bas tricotés, il lui indique minutieusement ce qu'il doit faire : « il recherchera avec soin les « moyens d'empescher l'emploi des laines qui ne sont « pas propres pour le tricot, comme laines d'Espagne (1) ». Il doit établir des ateliers partout où il le jugera bon. « Il doit rendre compte toutes les semaines, « de tout ce qu'il aura remarqué dans les lieux qu'il « aura visités, afin que je puisse luy envoyer les ordres « de ce qu'il y aura à faire sur tous les point contenus « en cette instruction ».

A côté de ces industries de première nécessité réformées sur un plan nouveau ou créées de toutes pièces par le ministre de Louis XIV, il faut mentionner les fonderies de Grenoble, les manufactures royales d'armes de Saint-Etienne, dont le privilège date de 1665, les usines de métallurgie qui s'établissent sur divers points du territoire.

Un privilège fut accordé au sieur Guichard pour la fabrication des basins à St-Quentin en février 1671, et comme le ministre constate que le service rendu au public est immense, il lui concède un monopole de dix ans. avec défense d'établir des ateliers de produits analogues

1. Lettre en date du 1^{er} juin 1682.

dans un rayon de dix lieues, il y joint une subvention de 6.000 livres.

Nous nous en tiendrons là dans la nomenclature des industries de première nécessité que soutint le génie de Colbert, il nous reste à présenter ce qu'il fit pour les industries de luxe qui, à cette époque, portèrent au loin la renommée des produits ouvrés français.

En premier lieu, et, comme tentative la plus intéressante, se place l'industrie du fil, les dentelles. Nous étions tributaires de l'étranger pour une bonne partie des dentelles dont on usait dans notre pays, depuis un siècle la consommation avait sensiblement crû; nous ne pouvions rivaliser avec Venise et les pays du Nord.

En 1665, Colbert concéda un privilège d'une durée de dix ans à un industriel pour la fabrication des points de Venise; le résultat ayant été satisfaisant, il multiplia les concessions et fonda la manufacture des points de France montée par actions; dans la suite, il créa d'autres ateliers qu'il soutint par des tarifs protecteurs et souvent prohibitifs, contre la concurrence de Venise. Il n'eut pas seulement à lutter contre l'étranger mais aussi contre les populations locales qui se croyaient lésées par ces privilèges spéciaux. A Alençon il y eut une émeute de femmes, ainsi que cela nous est rapporté dans la correspondance administrative de Colbert.

Duboulay-Favier à Colbert.

A Alençon, le dernier août 1665.

« Un nommé Leprevost, dans cette ville d'Alençon

« avait donné quelque soupçon au peuple de la ville et
« des lieux circonvoisins, qu'il voulait faire un établis-
« sement de manufacture d'ouvrages de fil, toutes les
« femmes au nombre de plus de 1000 se sont assemblées
« et l'ont poursuivy, en telle sorte que s'il n'eust esvité
« leur furie, il eust été assurément en mauvais estat (1) ».

Colbert ne se laissa pas émouvoir par ces désordres, il continua à favoriser l'extension de cette industrie ; il établit des ateliers à Chantilly, Gisors, Charleville, Sedan. Reims devint un centre important de production, les populations agricoles affluaient dans ces ateliers ; dans cette ville il y avait un atelier privilégié, sous la haute direction de la propre nièce de Colbert. Les sous-directrices étaient six Vénitiennes, on y comptait en outre vingt et deux Flamandes et trente Françaises.

A Auxerre, il força les dentelières qui s'étaient mutinées à travailler à la manufacture et non chez elles où tout contrôle sérieux de la qualité du travail devenait impossible ; il éprouva de ce chef de nombreuses résistances, notamment à Aurillac :

De Fortiori, intendant d'Auvergne, à Colbert.

A Aurillac, ce 11 juillet 1665.

« ... J'ay trouvé les chozes en l'estat que je m'estai
« persuadé et qu'il y avait eu plus de peur que de mal.
« En effet, j'ay sceu des trois femmes qui sont icy pour

1. Depping. *Correspondance administrative sous Louis XIV*. Tome III, page 735.

« l'establisement de la manufacture qu'on ne leur a
« point fait de mal ; mais que les consuls qu'elles allè-
« rent visiter pour leur apprendre le sujet de leur ar-
« rivée leurs demandèrent si elles avaient des ordres du
« roy pour eux ou pour les officiers ; que l'on disait qu'ils
« venaient deffendre les ouvrages qui se font icy, qui
« estait la seule subsistance de la ville et que quelques
« personnes dans les rues leur avait dit qu'ils sauraient
« mieux travailler qu'elles et qu'elles pouvaient s'en re-
« tourner. J'espère que tout cela s'évanouira leur ayant
« fait connaître l'avantage que la ville reconnaît de ce
« que trois personnes viendraient monstrier la belle ma-
« nière des ouvrages de Venize que Sa Majesté défendait
« dans son Royaume (1) ».

A Auxerre, même rapport de Madame Vuillemin, direc-
trice de la manufacture de dentelles, et daté du 22 no-
vembre 1607 : « Les soins du sieur Lemuet, gouverneur,
« ont obligé quelques filles de celles qui ont déserté, à
« reprendre ses dessins, leur nombre se pourra augmen-
« ter, lorsque le sieur Camuzet, à son retour du Berry,
« aura obéi à vos ordres » (2).

Enfin voici une lettre qui montre bien d'où venait l'op-
position si bruyante de la population et qui explique son
peu d'empressement à chercher du travail dans les ate-
liers nouveaux créés par le ministre.

1. Depping. *Correspondance administrative sous Louis XIV*, p. 735.

2. Depping. *ibid.*, p. 810.

Amonnet Marchant, à Colbert.

Bourges, 16 avril 1669.

« L'establisement des points de France en cette ville
« se serait rendu très considérable depuis trois ans qu'il
« y est commencé, si les principaux n'avaient point pris
« à tâche de le traverser par le desbauchement qu'ils
« font continuellement de nos meilleurs ouvriers au
« quart de leur instruction pour les faire travailler pour
« eux et mesme la plupart usant du crédit qu'ils ont sur
« le petit peuple ne le payent pas à beaucoup près de ce
« qu'ils le seraient en nostre bureau où elles gaignent
« par jour depuis 4 sols jusqu'à 12 et 15 sols les meilleures
« mains... De près de 900 filles qui sont venues appren-
« dre de nos maîtresses, il ne nous en reste pas plus
« de 140 » (1).

Cette missive adressée au ministre établit nettement la part de responsabilité de chacun. Les autorités locales éloignées du pouvoir central, travaillaient en sous main à faire échouer l'œuvre de Colbert : « la principale application des échevins, dit Colbert, doit être de trouver les moyens d'enfermer les pauvres et de leur donner de l'occupation pour gagner leur vie. »

Après les dentelles, les industries de luxe les plus remarquables furent celles des glaces et miroirs de Venise. Dans cette branche de l'industrie, comme pour la dentelle, Colbert voulut affranchir la consommation française

1. Depping. *Correspondance administrative sous Louis XIV*. Tome III, page 821.

de toute sujétion étrangère et notamment des produits de Venise, qui, jusqu'au xvii^e siècle, eut en quelque sorte le monopole exclusif de la fabrication et de la vente des miroirs.

Il y avait bien eu auparavant des tentatives isolées pour implanter cette industrie en France, mais sans grand résultat. En 1663 Nicolas Dunoyer fonda au faubourg St-Antoine la première grande manufacture de glaces ; pour le faciliter dans son entreprise, il lui fut accordé un monopole de 20 ans et une subvention de 12.000 livres non pas gratuite, mais remboursable en quatre années. La protection ne s'en tint pas là, les matières premières dont se servaient ces industriels furent exemptes de tous droits à la frontière et comme il y avait des ouvriers étrangers, des Vénitiens employés à cette fabrique, pour les retenir, on supprima en leur faveur tous les effets habituels du droit d'aubaine sur les étrangers, à cette seule condition : ils devaient rester en France pendant un certain temps fixé par l'administration.

Dans la suite Thévert obtint un privilège spécial pour monter une manufacture royale de grandes glaces, il est dit dans la charte octroyée le 14 décembre 1688 : « Notre
« cher et bien-aimé Abraham Thévert, bourgeois de notre
« bonne ville de Paris, nous a représenté que, depuis
« plusieurs années, il se serait appliqué à rechercher les
« secrets et moyens de faire des glaces d'une grandeur
« et beauté extraordinaires, bandes, bordures de miroirs,
« corniches, chambranles, et qu'il aurait enfin découvert

« le secret ; en sorte que par le moyen des machines qu'il
« a inventées, il pourrait faire fabriquer des glaces de 60
« à 80 pouces de hauteur (1) ». Cela était un progrès sensible, car auparavant on ne fabriquait que de petites glaces, des miroirs. L'atelier de Thévert pris un très grand développement surtout lorsqu'il s'associât avec Dunoyer.

Enfin en 1691 se fonda la manufacture de St-Gobain qui éclipsa bientôt toutes les autres entreprises de miroiterie.

Dans la même période, l'industrie des tapis reçut une impulsion vigoureuse. Henri IV avait protégé les artistes tapissiers en leur donnant asile au Louvre, après une éclipse d'un demi-siècle Colbert reprit la tâche du grand roi. Parmi les premières manufactures et au premier rang, il convient de nommer la manufacture royale des meubles de la Couronne, qui n'est autre que les Gobelins. Lebrun en fut le directeur dès le 8 mars 1663 ; le but de cette institution était de fournir des modèles aux autres ateliers de tapisserie et cela suffit pour différencier cet établissement des autres ateliers similaires répandus à la surface du territoire.

En 1663, Louis Hinart « l'un des plus habiles au fait de ladite fabrique et privativement à tous autres à peine de 10.000 livres d'amende et confiscation des marchandises » créa à Beauvais une manufacture royale de tapisseries. Il reçut une subvention de 30.000 livres, mais il

¹ *T. Memoire des intendants*. Boislisle, Tome I, page 609.

devait, en retour, occuper cinquante apprentis français et en six ans porter le nombre de ses ouvriers à 600. Cet établissement périlita, on lui prêta une somme égale à celle déjà accordée gratuitement. Colbert s'enquit des causes de cette décadence et apprit par le rapport de l'intendant de la généralité que cette manufacture ne pouvait écouler ses produits, par suite du prix trop élevé qu'elle en demandait. Aussi par lettres patentes du 31 août 1665, fut rétablie la manufacture de tapis de la ville d'Aubusson sur un plan tout nouveau et très original.

Elle n'avait pas de directeur à sa tête, ni privilège spécial pour la fabrication. Tout tapissier qui était resté trois ans apprenti et quatre ans compagnon, pouvait s'y installer. La manufacture était soumise à des visites bi-hebdomadaires et les marchandises étaient marquées par ces inspecteurs. Comme il fallait une direction, tous les trois ans les maîtres réunis en assemblée générale décidaient sur les points litigieux ou sur des questions de pure administration.

Colbert restaura également la Savonnerie en 1663 ; cet établissement fondé sous Henri IV pour vulgariser des tapis dans le genre oriental tomba après lui ; Simon Lourdet succéda comme directeur à Pierre Dupont ; elle fabriquait une partie de l'ameublement des résidences royales ; après Colbert elle déclina à nouveau jusqu'à la fin du xvii^e siècle.

Pour faire mieux ressortir l'œuvre entreprise par Colbert, nous avons choisi parmi les industries qu'il créa, les plus

utiles comme industries de première nécessité, et, parmi les industries de luxe celles qui fournirent la plus brillante carrière. Il nous faut désormais indiquer ce qu'était la manufacture royale dont nous avons souvent parlé.

Nous savons qu'elle ne fut pas une création de Colbert, il la vulgarisa seulement. Selon l'expression de M. Levasseur, il éleva privilège contre privilège ne voulant pas abolir les corporations encore puissantes.

La manufacture royale était avant tout une entreprise privée, son directeur n'était pas un fonctionnaire d'État, mais un entrepreneur, un capitaliste, un inventeur, soutenu le plus souvent par des subventions du pouvoir royal. Pour porter ce titre, il suffisait de « travailler non pour le roi, mais par privilège du roi », octroyé à la suite d'une invention ou d'une amélioration pratique dans les procédés de fabrication. Mais tout en restant une manifestation d'activité individuelle, la charte qui permettait à cet établissement de vivre limitait aussi le champ de son activité, en effet cette charte édictait de nombreux règlements. Souvent Colbert n'imposa pas ces lois de son initiative propre ; il tenait à s'entourer de gens compétents dont l'autorité apportait une force nouvelle à ces règlements.

Il consultait les magistrats locaux, les industriels. Ainsi le prévôt de Lyon lui écrit en 1665 : « J'ay enfin rédigé
« du mieux qu'il m'a esté possible, ce projet de règle-
« ment que je vous envoie. Il a esté concerté, discuté et
« examiné par les maîtres fabricants et les ouvriers les

« plus habilles que nous avons en cette profession. » L'intendant, de son côté, faisait une enquête et transmettait le résultat à Colbert ; parfois même il députait sur les lieux un envoyé spécial. Ainsi ces règlements faisaient toujours partie du privilège concédé ; chaque manufacture royale de tissus eut son règlement particulier et ne put s'en écarter, parfois les règlements variaient d'atelier à atelier, d'une province à l'autre.

Aussi, dans le but de généraliser, il fit pour une branche de l'industrie : la teinture des laines, le règlement minutieux de 1671, véritable code de la matière contenant 317 articles.

Nous avons vu que le privilège de l'industriel qui montait une manufacture royale était le droit de travailler. Il jouissait aussi d'autres immunités moins importantes, mais utiles et avantageuses. Savary, dans son *Dictionnaire du commerce* (1), met au premier rang la noblesse conférée à l'industriel, et les lettres de naturalité s'il est étranger, comme cela eut lieu pour Van Robais.

Pour protéger son travail contre toute concurrence extérieure on lui faisait remise du total ou d'une partie des droits d'entrées sur les matières premières ouvrées à l'atelier ; et comme il fallait aussi lui assurer des débouchés certains, on levait tous droits à la sortie sur les objets ouvrés, produits du travail national ; s'il nourrissait ses ouvriers chez lui ou s'il avait besoin de sel pour la trans-

1. Savary. *Dictionnaire du commerce*. Tome III, page 253.

formation des matières premières, on le lui cédait au prix marchand.

Les ouvriers n'étaient pas oubliés ; ces artisans de la grande industrie nouvelle étaient déchargés de toutes tailles personnelles ou réelles et des autres subsides extraordinaires, ils étaient dispensés de loger les gens de guerre. Quant aux artisans étrangers ils bénéficiaient des exemptions du droit d'aubaine et recevaient des lettres de naturalité. Nous avons vu au commencement de l'étude de cette période que Colbert rendit insaisissables les instruments agricoles et les moyens de subsistance immédiats des cultivateurs ; l'art. 3 du règlement pour les manufactures de lainages d'août 1669 contient un privilège très important : les moulins, métiers, outils et ustensiles servant aux manufactures ne pourront être saisis ni vendus par autorité de justice, si ce n'est pour le loyer des maisons occupées par les faconniers. Le 19 août 1704, Louis XIV étendit le bénéfice à toutes les manufactures, nous dit Savary.

Dans ce règlement de 1669, il instituait des juges pour régler les différends et les contestations qui pouvaient s'élever entre ouvriers et patrons ou entre industriels et étrangers sur le fait des manufactures. Ainsi le roi accordait de mettre sur chaque pièce de drap, sur tout objet sortant d'une manufacture privilégiée le terme de : *manufacture royale*, c'était en quelque sorte la marque de fabrique ; les juges décidaient dans le cas de contrefaçon, si, d'autres industriels que ceux privilégiés avaient droit

à cette inscription, en cas de doute ils faisaient annuler les plombs et détruire l'objet frauduleux.

A côté de ces juges, il y avait des inspecteurs aussi appelés commissaires ou commis, ils faisaient des tournées dans les provinces, pénétraient dans les manufactures, se rendaient compte des méthodes de travail et des progrès réalisés, le tout au nom du roi. Cette création est due au surintendant des arts et manufactures de France, à Colbert ; elle date de 1680. Il tenait à être sans cesse au courant du mouvement industriel et comme il ne pouvait vérifier par lui-même, ni se rendre compte *de visu* des conséquences découlant des privilèges qu'il concédait, il se faisait adresser des mémoires, des instructions très détaillées par ces inspecteurs, recrutés parmi des hommes sûrs et compétents.

Tous ces progrès dans l'outillage et toutes ces transformations dans l'économie des entreprises, amenèrent un profond changement dans la condition respective des deux termes en présence : le patron et l'ouvrier. Antérieurement, avec la petite industrie corporative, ou même dans la grande industrie naissante avec le petit atelier familial à la campagne, le patronnat n'existait pas au sens véritable du mot, la situation du directeur, du maître était tout autre que celle du patron des manufactures royales du xvii^e siècle. Les conditions dans lesquelles s'exécute le travail s'étant modifiées, fatalement les rapports des employeurs et des employés se sont modifiés à leur tour.

Dans la petite industrie, tout le personnel se répartissait en trois classes : apprenti, compagnon, maître, et ces personnes quoique à un degré différent dans la hiérarchie sociale avaient de nombreux points de contact. Désormais il n'y a plus de lien de continuité, mais des barrières limitant des positions bien tranchées, nos deux termes en présence au xvii^e siècle sont comme de nos jours : le patron et l'ouvrier.

La fonction de l'ouvrier est fixe, il accomplit une tâche et il répète sans cesse la même opération, la division du travail en spécialisant à ce point l'ouvrier l'a pauperisé. Il ne peut exister la même solidarité entre les membres du personnel dans l'immense usine d'Abbeville où Van Robais occupait 1700 ou 1800 ouvriers et dans l'atelier corporatif qui comptait 7 à 8 personnes. Nous avons dans une phrase précédente prononcé le mot *paupérisme*, il nous faut l'expliquer.

En effet, de ce que la division du travail a créé et classé définitivement la classe ouvrière en tant que caste à part obligée de vivre du produit d'un travail journalier, il ne s'ensuit pas nécessairement que la condition de l'ouvrier des manufactures soit devenue plus précaire. Il ne s'agit ici que de l'ouvrier des manufactures royales de cette époque. L'apprenti, le compagnon de la petite industrie avaient le lendemain assuré, on ne les renvoyait pas de l'atelier sans un motif grave, mais ils gagnaient moins, toutes ces garanties diminuaient leur salaire. Dans la grande industrie l'ouvrier a un salaire fixé à la tâche

ou proportionnel au nombre d'heures de travail, dans les deux cas son salaire est plus élevé. Il peut à cette époque d'initiatives audacieuses espérer un changement de condition, se hausser à la direction d'un atelier personnel, et même s'il reste ouvrier, il voit son salaire s'accroître car la demande de bras augmente avec les nouvelles constitutions de manufactures. Enfin comme consommateur, il se procure à meilleur compte, grâce à l'abondance plus grande des produits, les objets qui lui sont nécessaires ou simplement utiles.

Colbert favorisa beaucoup la vie matérielle de l'ouvrier en prohibant l'exportation des céréales et en autorisant l'entrée des blés étrangers, ces mesures retombèrent sur l'agriculture, mais l'ouvrier de l'industrie manufacturière put se nourrir à meilleur compte.

Quant aux salaires nous avons des renseignements très précis par les mémoires des intendants et la correspondance administrative sous Louis XIV.

Le salaire depuis le commencement du siècle poursuit une marche ascendante, sauf quelques périodes de crises, comme celle que nous signale l'intendant de Rouen, de Marillac. Il se voit obligé par suite de cette crise d'offrir du travail à 6 et 8 sols « à de bons ouvriers en draperie et couvertures de laine » qui gagnaient 15 sols dans les années de prospérité, soit 1,45.

La correspondance des intendants avec Colbert donne des notions assez exactes sur le salaire des brodeuses et des dentelières. Parfois elles ne gagnent que 4 sols, le

plus souvent 8 à 10 sols, soit 1 franc. A Bourges les femmes qui créent des modèles touchent jusqu'à 15 sols :
« En somme quant aux hommes, la moyenne devait dé-
« passer pour le bon ouvrier 1, 41 et se fixer à 2 environ ;
« l'ouvrier ordinaire gagne sans doute 1,30 ou 1,40
« centimes.

« Quant aux femmes, le chiffre de 1, 41 c. atteint par
« quelques brodeuses est évidemment exceptionnel. Celui
« de 0,94 c. doit aussi être spécial aux manufactures où
« l'on n'employait que des femmes. C'est probablement
« aux environs de 0,60 c. que se tenait le taux ordinaire
« du salaire. Ce chiffre marquerait un progrès sensible
« sur la fin du xvi^e siècle, mais il n'était probablement
« obtenu que dans les manufactures » (1).

Il y eut parfois comme aux périodes précédentes des grèves, des mutineries d'ouvriers causées par un abaissement du salaire comme pour les toiliers de Caen, ou par un emploi trop considérable d'ouvriers étrangers. Il se forma entre les ouvriers de la grande industrie des associations analogues aux compagnonnages de l'industrie incorporée, de là sortirent tous les désordres, et, les pratiques auxquelles nous assistons chaque jour actuellement existaient déjà ; telles que : abandon du travail à la suite du renvoi d'un ouvrier, mise en interdit d'un atelier, d'un contre-maître.

Nous étudierons maintenant l'industrie commerciale.

1. Beauregard. *Théorie du salaire*, pages 30 et 31.

Dans l'esprit de Colbert le commerce était de première importance pour un grand pays. A quoi bon produire, si l'on ne s'assure pas de débouchés pour ces produits ; favoriser le commerce c'était donc augmenter le travail et accroître la prospérité du royaume. Nous avons vu, par l'étude de l'industrie manufacturière, les différents tarifs qu'il édicta pour protéger le commerce et les manufactures françaises, nous n'y reviendrons pas. Ses idées sur le commerce nous sont connues, par le discours qu'il prononça au premier Conseil de commerce tenu par le roi, le dimanche 3 août 1664 (1). Il engage vivement le roi à entrer dans cette voie difficile et hérissée d'obstacles, son ardent amour du pays lui donnera la force de surmonter ces difficultés.

« Les choses faciles ne produisent peu ou point de gloire et d'avantages ; les difficiles au contraire. » C'est dans ce but qu'il lui propose, bien que l'entreprise soit hardie, de protéger la Compagnie française des Indes Orientales contre les Hollandais, qui accaparent tout le commerce extérieur.

Notre commerce n'est pas florissant et cet état s'explique par les mêmes causes qui nous ont permis de comprendre la situation peu prospère dans laquelle se trouvait l'industrie manufacturière lors de l'arrivée aux affaires de Colbert ; les péages nombreux et disproportionnés avec la valeur des marchandises arrêtent toutes

1. P. Clément. *Lettres, mémoires et instructions de Colbert*, tome II, annexes CCLXIII.

les transactions : « il faut supprimer la nouvelle imposition d'Anjou et les tabliers établis par la levée d'icelle, des droits appelés de Massicault et autres et régler la perception desdits droits » (1). Nous savons qu'il échoua en partie dans cette tentative d'unification douanière.

Parmi les raisons qui militent en faveur d'une prompte restauration commerciale, Colbert émet des idées mercantilistes : « Je crois que l'on demeurera facilement d'accord de ce principe, qu'il n'y a que l'abondance d'argent dans un Etat qui fasse la différence de sa grandeur et de sa puissance. Nous exportons 12 à 18 millions de livres d'objets manufacturés, telles sont nos véritables mines ». L'étranger et notamment les Hollandais nous font une guerre continuelle, ils apportent chez nous des objets manufacturés et voilà de l'argent dépensé en pure perte, car il n'est pas allé au travail national. Colbert s'appliqua toute sa vie à réaliser ces principes affirmés si nettement dès le début de son ministère. Ce fut son souci constant et il poussa le roi dans cette voie ; le roi est souvent en contact avec les populations, il ne doit laisser passer aucune occasion qui s'offre, pour les entretenir de leurs plus chers intérêts.

Colbert à Louis XIV.

Paris, 12 may 1670.

« Je ne sçais si vostre Majesté trouverait à propos,

1. Vincennes, 18 septembre 1664.

« dans la réponse qu'elle voudra bien faire aux harangues des magistrats des villes conquises, de leur parler de leur commerce et de leurs manufactures, et qu'elle leur dise de s'adresser à moy pour tout ce qui concerne cette matière. Je crois que vostre Majesté leur ferait grand plaisir, d'autant que toute leur application et leurs richesses ne consistent qu'en ces deux point (1) ».

(Réponse de Louis XIV en marge. Douai, 16 may).

« Je leur parleray à propos dans le sens que vous dites. »

Il y avait donc une communion d'idées parfaite entre le roi et son ministre. Mais Colbert ne perdait pas de vue le commerce extérieur ; le 28 mai 1664 il reconstitue la Compagnie des Indes occidentales sur de nouvelles bases. Pour vivre il lui fallait des privilèges puissants, un véritable monopole, aussi il n'hésita pas à lui conférer le privilège exclusif du commerce des Indes avec la métropole, pour une durée de cinquante ans.

Cette entreprise fut bien française, une partie de la haute société et la bourgeoisie y contribuèrent. Colbert s'adressa au roi, aux fonctionnaires, car pour la constituer solidement il fallait au moins 15 millions. Ce fonds social fut divisé en actions de 1000 livres payables par tiers. Malgré cet illustre patronage, cette société péri-

1. P. Clément. *Lettres, instructions et mémoires de Colbert*. Tome II, annexes CCLXXVI.

clita et ne put se maintenir, en butte aux concurrences redoutables des compagnies hollandaises similaires ; Colbert fonda cinq autres compagnies qui ne réussirent pas mieux.

Tout ne périt pas cependant, les entrepôts créés pour recevoir les denrées et marchandises de ces Compagnies nous restèrent, ils furent même d'un grand secours pour notre commerce maritime, car ils étaient établis le plus souvent dans les grands ports ou les villes placées sur une route navigable. La cause de l'insuccès de Colbert pour l'établissement des grandes Compagnies, est, selon M. Levasseur, dans le manque de mœurs propres au grand Commerce, nous ne connaissons pas la puissance de l'association comme faisaient les Anglais et les Hollandais.

A l'intérieur, malgré les entraves de toutes sortes, les transactions prirent une grande importance, surtout lors de la tenue des foires de l'époque. Des centres nouveaux se créent, les agglomérations anciennes deviennent insuffisantes pour l'activité de nos industriels. Ces immenses rendez-vous de l'Europe en Champagne, à Beaucaire, à Lyon sont désertés, car le commerce se décompose, se déconcentre dans une série de points secondaires ; c'est une véritable décentralisation commerciale, d'autant plus intéressante à signaler qu'à ce moment le pouvoir politique commence à tout centraliser. A Rouen, Tours, Angoulême, Poitiers, dans les villes du midi les transactions atteignent une importance inconnue jusqu'alors. Colbert

se montra à diverses reprises, très favorable à ce mouvement (1).

Les inspecteurs de manufactures se trouvaient dans ces foires, surtout là où il se faisait un grand commerce d'étoffes, de laines et de toiles. Ils visitaient et marquaient tous les produits, ils saisissaient et confisquaient les objets défectueux et non conformes aux règlements. Ils étaient accompagnés dans ces tournées par le juge de la police des manufactures (2).

C'est ici que se termine notre étude du développement de la grande industrie à l'époque de Colbert. En passant en revue les diverses branches de la grande industrie, nous n'avons pas pu établir de limites très tranchées entre chacune d'elles, car tout se tient dans l'œuvre de Colbert : « Son génie protégeait d'une sollicitude commune
« les intérêts de l'agriculture, de l'industrie et du com-
« merce. C'est là sa véritable gloire, et tandis que nous
« dissertons encore sur l'importance relative de ces trois
« principaux éléments de la prospérité publique, il en
« encourageait avec une égale ardeur toutes les bran-
« ches (3) ».

Cinquième période.

Avant d'aborder la dernière partie de cette étude, c'est-

1. Instruction générale du 30 avril 1670.

2. Savary. *Dictionnaire du commerce*. Tome II, page 1305

3. Blanqui. *Histoire de l'Economie politique*. Tome II, chapitre 27, page 5.

à-dire le développement de la grande industrie au cours du XVIII^e siècle, il faut nous occuper de ce qu'il advint de cette industrie après Colbert et jusqu'à la Régence.

Les manufactures, ces entreprises commerciales si florissantes pendant le ministère de Colbert, ne se maintiennent pas longtemps dans cette heureuse situation avec ses successeurs. Elles déclinent et ont besoin de privilèges nouveaux, beaucoup d'ateliers succombent.

Le mauvais état des grands établissements préoccupa le pouvoir royal. Un mémoire de M. Anisson, député de Lyon, sur l'état du commerce en général fut remis au Conseil le 4 mars 1701 ; dans ce mémoire, l'auteur énumère les causes de cette décadence ; nous y trouvons une profession de foi mercantiliste, une des dernières du siècle : « L'or et l'argent étant sans contredit le seul nerf
« des Etats, il s'ensuit sans doute que le plus sûr moyen
« d'en attirer en France est celui de protéger et de se-
« courir les négociants (1) ».

Quelles sont les causes de cette déchéance si rapide ? Selon certains auteurs elles se rattachent aux événements politiques qui ont suivi la mort de Colbert, tels que la révocation de l'Edit de Nantes en 1685 et la guerre malheureuse de la ligue d'Augsbourg en 1688, pour nous ces événements sont secondaires ; d'autres pensent à plus juste titre que cette cause est inhérente à l'institution même. En effet, pour constituer solidement la grande industrie et

1. Boislisle. *Correspondance des contrôleurs généraux des finances*. Tome II, appendice 479.

pour la maintenir, Colbert avait multiplié les règlements ; à aucune période de l'histoire, nous ne rencontrons une législation aussi touffue de l'industrie manufacturière et commerciale. En même temps que Colbert permettait à l'initiative individuelle de se manifester, de se réaliser en ces établissements soutenus par le pouvoir royal, il l'enserrait dans des règles fixes, décrétées une fois pour toutes. Ainsi établie, les perfectionnements et les améliorations devenaient impossibles pour une fabrique aussi minutieusement réglementée.

Le privilège donnait à la manufacture royale le droit de fabriquer exclusivement certains objets ; c'était un véritable monopole. Or, nous savons par les faits que le monopole est réfractaire en principe à tout perfectionnement. L'industriel qui en est investi, ne songe qu'à l'exploiter et à donner à sa fabrique le plus grand rendement possible sans se préoccuper des besoins et de l'intérêt des consommateurs et cette situation ne prend fin que lorsque le public délaisse ce produit, s'il n'est pas de première nécessité.

Lors même qu'il aurait voulu se dérober aux obligations du privilège, il ne le pouvait pas, il était tenu par ce privilège, par les règlements minutieux de développer son activité dans tel sens, de fabriquer des étoffes d'une certaine longueur et largeur, d'employer telle matière colorante de préférence à telle autre. Le privilège ainsi entendu nuisait au producteur et au consommateur ; au producteur, favorisé il est vrai sur le marché national,

car il n'avait pas de concurrent à redouter, mais affaibli sur le grand marché international ; quant au consommateur, il payait souvent un prix fort élevé, un prix de monopole que fixait arbitrairement le producteur. Cela avait peu d'importance pour les objets de luxe mais devenait dangereux pour ceux d'un usage courant.

Colbert avait montré la voie à suivre et facilité les premiers pas, il ne s'agissait plus que de la *débarrasser de ses béquilles* devenues inutiles et fort gênantes. Le ministre avait lui-même déclaré aux échevins de Lyon : « que les
« fabricants de cette ville feraient bien de considérer les
« faveurs dont leur industrie était l'objet, comme des bé-
« quilles à l'aide desquelles ils devaient se mettre en me-
« sure d'apprendre à marcher le plus tôt possible et que
« son intention était de les leur retirer ensuite (1) ». Il est naturel de penser que si Colbert eût vécu quelques années de plus, cette protection n'aurait été que temporaire.

Au début l'agriculture fut assez favorisée, Le Peltier accorda assez régulièrement l'autorisation d'exporter les blés, les cultivateurs virent s'ouvrir des débouchés pour leurs blés et vins, du moins jusque vers 1688. Mais tout change après la période des guerres ; les intendants qui ont souci des généralités qu'ils administrent se plaignent du triste état de l'agriculture. L'intendant Phélippeaux de la généralité de Paris fait remarquer le grand nombre d'in-

digents résidant dans la généralité de Mantes ; il demande la création d'ateliers publics, afin de soulager toute cette misère. L'impôt est écrasant, la taille servile enlève 200.000 livres dans la contrée (1) (1699) Boisguillebert écrit dans le même sens au contrôleur général Chamillart en 1704 : « Dans la seule paroisse de Ménilles près de Vernon, il y croissait et se vendait autrefois pour 50.000 écus de vin, avec profit, et cela ne va pas présentement à 10.000 livres, qui ne sont pas les frais de l'excroissance (2) ».

Quant à l'industrie manufacturière la protection à son égard se borna pour les tissus, à la révision de l'instruction générale sur la teinture dans un sens plus libéral, mais elle comprit encore 12 parties. Les intendants eux-mêmes faisaient des règlements pour les industries de leur province ; Basville, en Languedoc, décida du poids et de la largeur des couvertures de laine, le Bret, en Provence, prit des mesures analogues. La législation des manufactures devint un fouillis inextricable, dans lequel les inspecteurs chargés de faire respecter les règlements ne se reconnaissaient plus ; les tarifs de douanes à la même époque furent retouchés et l'on prit une mesure anti-économique, les droits à l'exportation. Le résultat ne se fit pas longtemps attendre, les étrangers et notamment les Anglais et Hollandais qui s'approvisionnaient chez nous en vins et céréales, désertèrent notre marché. Des mesures fiscales

1. Boislile. *Mémoires des intendants*. Tome I, appendice 560.

2. Boislile. *Mémoires des intendants*, page 564.

malheureuses vinrent empirer cette triste situation ; des offices de toutes sortes furent créés, revenus réguliers pour le pouvoir à bout d'expédients financiers. L'incidence de cet impôt retomba directement sur le commerce et l'industrie que ces officiers pressuraient et taxaient à propos de chaque transaction.

Les manufactures du royaume déclinaient sous le contrôle de Louvois ; à Tours en quelques années l'industrie de la soie tomba de 20.000 ouvriers à 4.000 ; au lieu de 8.000 métiers elle n'en compte plus que 1.200 ; Lyon perdit les $\frac{3}{4}$ de ses métiers.

Les privilèges étaient sans cesse concédés, moyennant finance et certains ateliers privilégiés étaient obligés d'abandonner tout travail. Cela fut surtout sensible après l'acte de 1685, si populaire pourtant, qui chassa de France de nombreux industriels actifs et intelligents.

A cette époque un mouvement d'idées se dessina dans le pays contre les privilèges industriels, le mémoire d'Anisson s'exprime ainsi à ce sujet : « Les Compagnies exclusives et les privilèges ne doivent être accordés qu'à ceux qui travaillent à la perfection des arts par l'invention de quelque nouvelle machine ou par la découverte de quelque nouveau commerce ; et en ce cas les privilèges ne doivent être donnés que pour quelques années, car l'intérêt public, qui doit prévaloir sur le particulier, est de communiquer les avantages de

« ces établissements au plus grand nombre de sujets » (1). En 1700 le privilège donné au sieur Camuset pour la fabrication des bas tricotés et qui était devenu par la suite un monopole abusif, ne fut pas renouvelé. Cette industrie ne devint pas libre mais on permit à 20 villes de fabriquer des bas d'estame et des tricots.

Pour l'industrie privilégiée des glaces, il y eut une vive opposition contre le renouvellement du privilège d'octobre 1665 qui avait été prolongé de 30 ans après la mort de Colbert. Il expirait en 1727, nous trouvons dans le *Recueil des pièces* une protestation intéressante et motivée contre ce monopole. Elle émane du sieur Leclerc, maître verrier à Nantes. Il envoie des mémoires aux conseils de commerce pour éclairer le jugement de ses membres : « Les nouvelles lettres patentes accordées aux intéressés de la manufacture des glaces, sont trop évidemment contraires aux progrès de l'art, à l'extension du commerce intérieur et extérieur et au bien général et particulier, » et il ajoute : « que le privilège exclusif est préjudiciable au bien de l'Etat et que ce n'est qu'en admettant la concurrence qu'on peut en excitant l'émulation entre les artistes, nous mettre à portée non seulement de surpasser nos voisins par la beauté de nos productions, mais encore de donner nos glaces à meilleur compte ». Voilà bien des idées nouvelles et très originales au début du XVIII^e siècle.

1. Boislisle. *Correspondance des contrôleurs généraux des finances*, tome II, page 480, *Mémoire de M. Anisson* (1701).

Le commerce fut mieux traité par le surintendant des arts et manufactures que les deux branches de l'industrie précédemment étudiées.

Colbert était renseigné sur les besoins du commerce par les lettres de ses intendants ou de ses agents particuliers ; ses successeurs eurent la pensée de créer une institution destinée à centraliser ces renseignements : ce fut le Conseil de commerce composé de 12 négociants qui à Paris assistaient le chancelier, et dans les principales villes du royaume des chambres de commerce.

Le marquis de Seignelay aux syndics des Marchands de Bayeux, Nantes, Dunkerque.

Le 27^{ème} mars 1684.

« Le roy, voulant renouveler l'application que Sa Ma-
« jesté a donné jusques à présent à l'augmentation du
« commerce du royaume et travailler avec soin à cher-
« cher tous les moyens de le faire fleurir, en suivant,
« autant qu'il sera convenable, les lumières que les prin-
« cipaux marchands, traffiquans par mer se sont acquis
« dans les différens commerces qu'ils exercent, S. M. a
« estimé que le meilleur moyen qui pust être mis en
« usage pour y parvenir estait d'examiner avec les mar-
« chands mêmes ce qui peut contribuer au commerce ;
« ce qui leur a fait prendre résolution de faire assembler
« deux fois l'année en chacune des villes maritimes du
« royaume, tous les marchands qui font commerce par

« mer et de leur ordonner de faire des mémoires de leurs pensées (1) ».

Les Compagnies privilégiées de Colbert furent réformées, la Compagnie du Levant devint la Compagnie de la Méditerranée, avec Joseph Mathieu, Fabre comme directeurs, la ville de Lyon lui fournissait une somme annuelle de 10.000 livres.

Sixième période.

Avec le xviii^e siècle, nous touchons au terme du travail que nous avons entrepris sur l'origine et le développement de la grande industrie en France.

C'est le siècle par excellence de la lutte des idées et des doctrines ; des théoriciens, des hommes d'Etat émettent leurs opinions, combinent des systèmes économiques, certains même à leur passage au pouvoir, comme Turgot essayent de réaliser leurs spéculations et de faire passer leurs idées dans la pratique.

L'industrie manufacturière au point de vue de la technique pure n'innove en rien dans ce siècle, mais continue seulement les traditions du siècle précédent. On ne remarque point de ces inventions importantes et qui dès leur apparition révolutionnent une branche de l'industrie, il y a toutefois quelques améliorations nouvelles dans les procédés de fabrication. Aussi, celui qui ne

1. Depping. *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*. Tome III, page 625.

s'occuperait que des monographies spéciales à chaque industrie pourrait passer sous silence la plus grande partie du XVIII^e siècle.

Le pouvoir ne se désintéressait pas pourtant du sort de l'industrie, à un certain point de vue même il s'en occupait trop.

A partir de 1730, de nombreux règlements sont édictés par le pouvoir central, l'esprit qui les animait n'avait rien d'original, c'était toujours l'application des idées de Colbert à l'égard des anciennes manufactures créées à la fin du règne de Louis XIV, ou même à l'égard des nouvelles manufactures royales fondées sous Louis XV. C'est ainsi qu'on transféra à Sèvres en 1748, la manufacture royale de porcelaine établie auparavant à Vincennes, le roi favorisa l'établissement de fabriques au Puy, l'une de soie dirigée en 1755 par Servant et une autre destinée à tisser un produit nouveau employé depuis peu : le coton. Grenus en obtint le monopole en 1756 ; à Bourges, les anglais Davis, Torrent et Morison montèrent des ateliers pour la fabrication des draps.

L'étude de l'industrie en ce siècle comporte deux parties bien distinctes, la première s'étend jusque vers l'année 1760, c'est la période d'épanouissement du régime restrictif de Colbert, mais singulièrement aggravée par une réglementation minutieuse ; l'autre partie commence à cette date et va jusqu'à la fin de l'ancien régime, elle inaugure en France une ère de liberté et l'on y voit l'application des doctrines des Economistes du temps.

Et d'abord occupons-nous de cette première partie. Au commencement du siècle nos manufactures étaient dans une situation précaire, les successeurs immédiats de Colbert avaient maladroitement exagéré ses pratiques et la même politique ne cessa de régner pendant toute cette période du xviii^e siècle. Les renseignements les plus sûrs que nous puissions avoir sur cette époque, nous sont fournis par la correspondance des intendants avec le contrôleur général.

Le contrôleur général des finances adresse, en 1724, des instructions aux inspecteurs des manufactures, il s'agit donc d'une enquête officielle très documentée : « C'est un mal général qui s'est répandu depuis quelque temps sur toutes les fabriques du royaume », écrit-on au contrôleur en 1725. Une enquête fut faite sur l'état des manufactures de la généralité de Paris, de 1745 à 1750. La manufacture des Gobelins occupait de 6 à 700 ouvriers, mais à la vérité on avait été obligé 10 ans auparavant de renouveler tout le matériel aux frais du Trésor, de nouveaux modèles avaient été commandés aux artistes Detry, Coyppe, Vanloo ; la manufacture des tabacs donnait du travail à 2.000 ouvriers, les fabriques de porcelaine et de faïence du faubourg St-Antoine étaient en pleine prospérité ; ces renseignements justes peut-être pour Paris où les transactions étaient nombreuses, n'avaient aucune valeur pour la province. Cependant sur divers points du territoire quelques fabriques produisant des objets de première nécessité, étaient en pleine activité,

il en était ainsi pour les toiles et les draps, la papeterie, les forges d'Orléans ; mais en général les industries étouffaient sous les règlements qu'on leur imposait.

De 1720 à 1760 il fut édicté plus de 300 règlements sur l'industrie : le 13 mai 1731, arrêt du Conseil, portant règlement pour les fabriques de toiles et d'étoffes de fil et cotons ; le 19 juin 1743, règlement pour les fabriques de Lyon, divisé en 14 titres ; 29 janvier 1744, règles pour les draps de Sedan, etc. Ces règlements n'établissaient pas seulement des principes généraux pour la fabrication, c'étaient des prescriptions minutieuses s'étendant à l'achat des matières premières, à leur emploi et préparation, au tissage des étoffes, à la longueur et à la largeur des pièces de drap ; rien n'était laissé à l'arbitraire des industriels, tout était réglé, d'où une codification volumineuse au milieu de laquelle il était impossible de se reconnaître tant pour les fabricants, que pour les inspecteurs des manufactures. Les infractions à ces règlements étaient sérieusement punies, les amendes variaient de 2000 à 3000 livres, puis les objets étaient confisqués, enfin il y avait des peines personnelles pour l'industriel pris en faute.

Sous un pareil régime la fraude devait fatalement se développer, c'est ce qui arriva. L'industriel qui avait des matières premières à employer et qui ne pouvait suivre à la lettre les règles contradictoires imposées par l'autorité, essaya de tourner ces règles et se livra à des fabrications clandestines. Dans toute cette période nous assis-

tons à une lutte ouverte de l'industrie, qui veut s'affranchir et qui ne le peut pas, contre les agents de l'administration, intendants, subdélégués ou inspecteurs des manufactures. La victoire restait le plus souvent à ces derniers, car ils avaient la force avec eux ; mais parfois aussi les industriels donnant libre cours à leur esprit ingénieux, trompaient leur vigilance ; à la longue d'ailleurs l'autorité eut été impuissante à faire respecter ses règlements. Les fabricants puisaient dans leur intérêt personnel, une force de résistance considérable, qui paralysait l'action des agents du roi.

A une époque où cette réglementation excessive n'existait plus qu'à l'état de mauvais souvenir, l'inspecteur Roland de la Plâtrière écrivait à Paris pour signaler les conséquences lointaines de cette législation : « J'ai vu, dit-il, couper par morceaux dans une seule matinée 100 pièces d'étoffe, j'ai vu renouveler cette scène chaque semaine, pendant nombre d'années ; j'ai vu les mêmes jours en confisquer plus ou moins, avec amende plus ou moins forte ; j'ai vu en brûler en place publique les jours et heures de marché ; j'en ai vu attacher au carcan avec le nom du fabricant et menacer celui-ci de l'y attacher lui-même en cas de récidive ; j'ai vu tout cela à Rouen et tout cela était voulu par les règlements ou ordonné ministériellement et pourquoi ? Uniquement pour une matière inégale ou pour un tissage irrégulier ».

Le pouvoir attendit longtemps avant de mettre un terme aux pratiques vexatoires de ses agents. Au point

de vue économique, c'était une erreur considérable, que de se cantonner dans cette doctrine. On édictait aussi des lois pour empêcher les mauvaises fabrications et là était l'erreur. L'Etat ne doit point décréter que tel objet sera manufacturé dans des conditions données, il n'a aucun droit pour agir ainsi, aux yeux de tous ceux qui ne reconnaissent pas en lui une providence infailible ; mais au contraire, il doit laisser à l'industriel la plus grande liberté possible. Un seul moteur est assez puissant pour stimuler l'individu : c'est son intérêt personnel. Si tel objet qu'il a manufacturé ne trouve pas preneur sur le marché, il n'hésitera pas à renoncer à une fabrication non pas mauvaise en elle même, mais inutile. L'Etat au contraire, s'obstinerait vainement à imposer des produits dont le consommateur ne voudrait pas. L'industriel produit en vue de certains débouchés, si ceux-ci viennent à lui faire défaut, il s'oriente dans une autre voie et l'Etat n'a encore nullement à intervenir.

Le régime de protection à l'égard des manufactures se complétait, nous l'avons vu, par des mesures douanières. Le trésor royal était le plus souvent dans l'impossibilité de fournir des subventions aux manufactures dont il favorisait l'établissement ; en revanche il leur venait en aide en appliquant le régime restrictif des droits de douanes sur l'importation en France des objets manufacturés analogues. Les résultats de la protection douanière furent aussi mauvais que ceux de la réglementation.

Dès 1700 les membres du Conseil de commerce se plai-

gnirent de ces tarifs sur l'entrée des marchandises étrangères, le seul délégué de Rouen approuva les mesures prises. Parmi les industries qui eurent à souffrir de ces droits de douanes, il convient de placer en premier lieu, l'industrie nationale de la soie. A la suite des tarifs douaniers frappant les soies à leur entrée en France, plusieurs fabriques furent obligées de suspendre tout travail. Le pouvoir royal intervint, un arrêt réduisit ce droit à 20 sols par quintal ; en 1722 ce droit fut encore abaissé à 14 sols. Il en fut de même pour l'industrie des tissus. La seule ville de St-Quentin occupait 60.000 fileuses, et 6.000 tisserands ; mais la culture du lin et du chanvre dans le pays, ne suffisait pas à fournir les matières premières nécessaires aux fabriques, on en faisait venir de l'étranger. Les droits de douanes qui frappaient ces matières premières à leur entrée firent beaucoup de mal à ces fabriques qui momentanément ne purent lutter contre la concurrence étrangère, on les modifia.

L'agriculture fut favorisée en ce sens qu'elle ne fut pas réglementée ; la seule réglementation à son égard était la liberté du commerce des grains, vins et autres denrées ou la prohibition de l'exportation de ces produits du sol. Après la chute définitive du système de Law et la disparition des espérances que le crédit avait fait naître dans l'esprit de nombreux spéculateurs et même chez des industriels, on s'adonna beaucoup à l'agriculture. L'industrie agricole fut alors considérée comme plus stable, plus égale dans ses résultats. Parmi les cultures qui se déve-

loppèrent à cette époque il faut citer le chanvre et le lin, destinés à alimenter les manufactures de tissus. Cette culture se généralisa sur la fin du siècle, lorsque chaque famille eut le droit d'ouvrer elle-même les récoltes de ses cultures de plantes textiles.

Certains intendants contribuèrent beaucoup dans leurs provinces à restaurer la culture du sol et l'élevage des troupeaux. L'œuvre de Turgot en Limousin est présente à la mémoire de tous, il créa de toutes pièces, pour ainsi dire, la richesse dans une province pauvre et délaissée ; d'autres délégués du pouvoir royal, comme l'intendant Bignon écrivaient en 1722 au contrôleur général pour lui indiquer les mesures propres à développer parmi les cultivateurs le goût de l'élevage et le commerce des animaux de boucherie. Il proposait deux moyens : « L'un de dé-
« fendre aux gros laboureurs et fermiers de tuer les
« veaux mâles, l'autre de faciliter l'entrée des bœufs
« étrangers. Toute cette matière me paraît, Monsieur,
« avoir beaucoup d'enchaînements tant avec l'économie
« de la campagne, qui est différente suivant les diffé-
« rents cantons, qu'avec le cours de nos monnaies dans
« le commerce » (1).

L'agriculture s'orientait vers la culture des plantes industrielles, elle voulait essayer d'approvisionner de matières premières l'industrie nationale, mais ce qu'elle ne pouvait encore fournir, il fallait le demander au commerce.

1. Boislisle. *Mémoires des Intendants*. Tome I, appendice, page 674.

Nos marins et nos commissionnaires allaient chercher aux Indes ou dans les Echelles du Levant des matières premières, des produits non manufacturés notamment ceux destinés à alimenter l'industrie textile. Ainsi en 1720 la moitié de la valeur de ce qui venait du Levant allait à cette industrie. Sur un commerce montant à 9.152.000 livres, la part des matières premières pour l'industrie des tissus s'élevait à 4.200.000 livres (1). Nous exportions quelques produits manufacturés, tels que : camelots, toiles à voile et tapis. Ces pays nous fournissaient aussi de denrées alimentaires : cafés, huiles et blés. Mais les entrées de grains furent essentiellement variables d'après la production annuelle et les édits protecteurs à la frontière. Le port où aboutissait la plus grande partie du trafic avec le Levant était Marseille, cette abondance des matières premières enrichissait toute la contrée ; les Manufactures de Provence étaient très florissantes. Les Marseillais se livraient beaucoup au cabotage, ils transportaient les produits du Levant dans les divers ports français du littoral et ils allaient même jusque sur les côtes d'Espagne ; « Il y a dans Marseille et sur les côtes de Provence, « dit Savary, plus de 80 barques qui ne font autre trafic « que d'aller en Italie, en Barbarie, en Espagne porter et « et rapporter des marchandises et courir de part et d'autre avec une diligence incroyable. Ce sont proprement

1. En tête venaient le coton, puis les soies, enfin les laines. Smyrne était l'entrepôt principal pour la soie, Seïde pour le coton, Constantinople pour les laines, nous tirions d'Egypte, le lin.

« des postillons de mer qui ne mettent jamais plus de
« deux ou trois jours de distance entre leur arrivée et
« leur départ ». Et parlant des côtes d'Espagne il ajoute :
« Les étrangers y font peu de commerce, un vaisseau de
« morue de la pêche française y suffit. »

A de certains moments, notamment de 1715 à 1725, les relations commerciales avec le Levant, étaient si actives qu'il en résulta un encombrement de marchandises ; les produits restaient en magasin sans trouver preneur à Marseille. Ces crises de l'industrie commerciale sont assez analogues aux crises de surproduction que les économistes ont noté dans l'histoire de l'industrie manufacturière au xix^e siècle. Mais plus heureux que les manufacturiers pour qui un arrêt dans la fabrication serait souvent la ruine, les commerçants peuvent attendre l'épuisement du stock, avant de reprendre la mer.

Nous exportions dans ces pays les produits ouvrés de nos manufactures, mais la valeur de ces objets était bien inférieure à la valeur des objets importés en France. Nos commerçants emportaient des étoffes grossières fabriquées par les tisserands des Cévennes, les ouvriers de Nîmes ou de Montpellier ; d'après Savary, le débit des aiguilles françaises à Constantinople s'élevait à un million. Le trafic du papier était très important dans le bassin de la Méditerranée, celui de Venise était moins recherché que le nôtre.

En somme la balance du commerce français avec les villes des Echelles du Levant s'établissait par une somme d'argent que nous apportions dans ces ports. Mais cet ex-

cédant des importations n'avait rien de regrettable et se soldait à notre avantage, si l'on songe au déploiement considérable d'activité que nécessitait ce commerce. C'est ce que l'on reconnaîtra à la fin du xviii^e siècle, mais les théories mercantilistes encore en faveur, donnaient l'illusion aux hommes de cette époque qui considéraient cette situation comme un état d'infériorité pour notre pays.

La deuxième partie du xviii^e siècle se différencie complètement d'avec la précédente. En effet, jusque-là il n'a été question que de régime restrictif comme règle unique le plus souvent, tout au moins de protection imposée par voie d'autorité, aux producteurs. Cette conception économique du rôle de l'Etat, avait été favorable à l'origine, aux diverses industries, alors qu'il fallait les installer chez nous ou les réformer sur de nouvelles bases, mais là devait se borner l'intervention de l'Etat. Nous avons vu comment les successeurs de Colbert, plus préoccupés de maintenir ce qui existait déjà, que curieux de faire mieux, avaient exagéré son régime protecteur.

Ce siècle si fécond en systèmes et en projets de réforme, l'esprit toujours orienté vers le progrès, voulut tenter autre chose. Les études d'économie politique poussées très avant par des hommes de pure spéculation ou par des hommes d'Etat, eurent une grande vogue. De tous côtés s'élevaient des attaques, des protestations contre la politique économique suivie jusqu'à ce jour.

Les Economistes, les Physiocrates enseignaient qu'il fallait faire l'essai de la liberté et combattre le monopole

ou le privilège partout où on le rencontrerait encore, le pouvoir royal n'était pas réfractaire à cette façon de penser. Quesnay, le grand chef de la *secte*, à l'esprit réformateur, enthousiasmait le roi qui suivait assidûment la publication du *Tableau économique*. Jamais on ne fut moins mercantiliste. La chute du système de Law avait contribué pour une bonne part à désiller les yeux. Turgot argumentait en Sorbonne contre l'abbé Terrasson qui soutenait : « que l'argent monnayé ne reçoit sa valeur que de l'empreinte ». Ce mouvement d'idées vers la liberté eut une répercussion sur les actes du pouvoir. Lorsque les successeurs de Van Robais en 1767 demandèrent une nouvelle prolongation de leur monopole, elle leur fut refusée. Nous avons vu au courant de ce siècle, grâce aux plaintes des industriels, combien le monopole de la fabrication des draps, qui leur avait été concédé par Colbert, était devenu abusif. L'esprit qui présida à leur installation, s'était profondément altéré ; afin d'éviter la surproduction, ils exposaient leurs ouvriers à de longs chômages et les payaient très peu, Savary évalue à 6.500 personnes, hommes et femmes, la main-d'œuvre, qu'ils employaient. Lors d'une crise, ils voulurent renvoyer une partie de leurs tisseurs. Les ouvriers se solidarisèrent et déclarèrent aux patrons qu'ils exigeaient que, comme par le passé, tous les artisans fussent employés ; ils invoquèrent les termes mêmes des lettres patentes, imposant de faire travailler continuellement 100

métiers (1). Le maire d'Abbeville, l'administration intervinrent, mais les artisans eurent gain de cause. Deux fabriques nouvelles s'installèrent et rivalisèrent avec l'ancienne usine d'Abbeville ; grâce à cette concurrence seulement on pouvait espérer un progrès.

Pour la première fois depuis longtemps on se tourna sérieusement vers l'agriculture. Mercier de la Rivière allait même jusqu'à écrire : « La terre est l'unique source des richesses et c'est l'agriculture qui les multiplie ». Il se plaçait à un point de vue aussi étroit, en émettant un pareil paradoxe, que le mercantilisme, lorsqu'il soutenait que l'argent était la seule richesse. Pour Mercier et son école, le commerce et les manufactures ne sont qu'accessoires et l'Etat doit consacrer tous ses soins à la protection de l'agriculture.

Quesnay dans les *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole*, disait : « Le gouvernement ne doit pas favoriser à grands frais les travaux « de l'industrie qui ne sont qu'un objet dispendieux et « non une source de revenu », et cette idée toute nouvelle : « Qu'on maintienne l'entière liberté du commerce, « car la police du commerce intérieur ou extérieur, la « plus sûre, la plus exacte, la plus profitable à la nation « et à l'Etat, consiste dans la pleine liberté de la concurrence ».

Il était très préoccupé de la situation de la petite pro-

1. Albert Baleau. *Une grève sous la régence. Revue des Deux Mondes*, 1893, 1^{er} volume.

priété, de la condition des petits cultivateurs peu aptes à sortir de la routine. Il voyait dans la grande propriété bien constituée et intelligemment exploitée un état plus favorable au développement rapide du progrès : « Que
« les terres employées à la culture des grains soient réu-
« nies, autant qu'il est possible, en grandes fermes te-
« nues par de riches laboureurs ; car il y a moins de dé-
« pense pour l'entretien et la réparation des bâtiments
« et à proportion beaucoup moins de frais et beaucoup
« plus de produit net dans les grandes entreprises d'a-
« griculture que dans les petites. » L'agriculture, selon lui, devait suivre la même marche que l'industrie manufacturière ; cette dernière s'était sérieusement développée, après la constitution de la grande industrie.

Les économistes veulent qu'on supprime toutes les entraves qui paralysent encore le commerce intérieur : liberté pleine et entière pour le transport des grains et autres denrées et abrogation des droits de douanes qui frappent les produits étrangers importés en France, tel est leur programme.

Un homme se présenta, pénétré de toutes ces idées de liberté, ennemi des monopoles et des entraves inutiles, qui à son arrivée au pouvoir en 1774, tenta de réaliser ses idées et d'appliquer ses doctrines. Turgot n'était pas un métaphysicien procédant par formules et déductions mathématiques, il se décidait d'après les faits. Pendant son long séjour dans la généralité de Limoges (1), une des

1. Il y resta de 1761 à 1774.

plus misérables du royaume, il avait étudié sur place les questions vitales touchant aux industries manufacturière, commerciale et agricole ; il s'était rapidement rendu compte, que du régime suivi jusque-là, de la prohibition, de la gêne apportée à la circulation des richesses, venaient tous les maux.

Il développa l'élevage, multiplia les prairies artificielles, imposa la culture de la pomme de terre que les cultivateurs ne voulaient pas admettre ; il installa aussi des ateliers, des fabriques de brique, de vannerie.

Grâce à sa bonne administration, les populations du pays furent préservées plusieurs fois de la disette : « la liberté du commerce des grains est toujours utile et jamais nuisible », tel était son axiome en cette matière. C'était exactement l'opposé du Colbertisme. Cette liberté fut proclamée en France en 1763, mais l'abbé du Terray, malgré les éloquentes protestations de Turgot, la supprima.

Il arriva au ministère le 20 juillet 1774. Une de ses premières mesures fut de faire revivre la déclaration du 25 mai 1763, autorisant le commerce des grains, par l'arrêt du 13 septembre 1774 afin « d'entretenir entre les « différentes nations cette communication d'échanges du « superflu avec le nécessaire, si conforme à l'ordre établi « par la divine providence et aux vues d'humanité qui « doivent animer tous les souverains ». Désormais plus de barrières, plus de droits vexatoires, la circulation libre est encouragée. Dans le préambule de l'édit, il motivait ainsi cette liberté : « Les négociants par la multitude

« des capitaux dont ils disposent, par l'étendue de leurs
« correspondances, par la promptitude et l'exactitude
« des avis qu'ils reçoivent, par l'économie qu'ils savent
« mettre dans leurs opérations, par l'usage et l'habitude
« de traiter les affaires du commerce ont des moyens et
« des ressources qui manquent aux administrateurs les
« plus éclairés et les plus actifs. Aussi, plus le commerce
« est libre, étendu, animé, plus le peuple est prompte-
« ment, efficacement et abondamment pourvu ; les prix
« sont d'autant plus uniformes, ils s'éloignent d'autant
« moins du prix moyen et habituel sur lequel les salaires
« se règlent nécessairement ».

Cette mesure devait être complétée en temps de disette par l'autorisation donnée aux blés étrangers d'approvisionner le marché national. Dans ce but, Turgot accorda une gratification à ceux qui feraient venir des grains de l'étranger, le 24 avril 1775 ; et il tarifa ainsi ces subventions : « savoir, pour Paris, de vingt sous par quintal de
« froment et de douze sous par quintal de seigle et pour
« Lyon de vingt-cinq sous par quintal de froment et de
« quinze sous par quintal de seigle ».

Il fallait à tout prix en présence de la hausse considérable des blés (1), provoquer des arrivages, stimuler l'importation. L'entrée des blés et des denrées étrangères fit baisser le prix dans les grands centres.

En janvier 1776, il présenta au roi, six projets d'édits,

1. Cette denrée qui valait 18 livres le setier dans la 1^{re} partie du XVIII^e siècle, avait atteint le prix de 24 livres, le setier, en 1766.

qui après de nombreuses oppositions du Conseil et du Parlement, furent enregistrés à Versailles le 12 mai 1776.

Un de ces édits abolissait les jurandes et communautés d'arts et métiers. Le procureur général Séguier adjura le roi de : « conserver ce qui a été consacré par Henri IV et Louis XIV, Sully et Colbert ».

Désormais chacun est libre d'exercer : « telle espèce
« de commerce et telles professions d'arts et métiers que
« bon lui semblera ». Cet édit de liberté est l'œuvre principale de Turgot, ce que Blanqui, dans son enthousiasme, appelle : « la charte d'affranchissement des classes ouvrières ». Le préambule de l'édit examine le droit au travail fondamental pour tout homme vivant, il le considère comme étant de droit naturel : « Cette propriété est la
« première, la plus sacrée, la plus imprescriptible de
« toutes ». Il se sert des expressions, qu'emploiera peu après l'Assemblée Constituante en 1791. Cette liberté s'appliquait à la grande industrie, de même qu'à l'industrie incorporée.

Turgot n'admet pas que l'État fonde des manufactures et surtout les subventionne aux dépens de l'agriculture moins bien favorisée ; toutes les industries devaient vivre sous le même régime de liberté. Il abrogea tous les règlements confectionnés sous Colbert et ses successeurs, il abolit les inspecteurs des manufactures, chargés de faire observer les règlements industriels et de contrôler les objets manufacturés.

Mais cette œuvre ne survécut pas au renvoi de Turgot,

son successeur au contrôle général, Clugny, fit rapporter les édits, qui n'avaient d'ailleurs été exécutés que dans le ressort du Parlement de Paris. On rétablit tout ce qui existait auparavant, mais avec quelques améliorations cependant.

Les lettres patentes du 5 mai 1779 contenant un règlement sur les manufactures, sont très intéressantes, elles traduisent l'état d'esprit du roi et de ses ministres à l'égard de la grande industrie. Nous allons voir que la nouvelle réglementation édictée est plus logique et mieux raisonnée que les législations antérieures.

Dans le préambule, le roi déclare que toutes les industries sont solidaires : « Nous savons que c'est par leur
« prospérité que l'agriculture est excitée, que la popu-
« lation s'accroît et que les richesses s'accumulent ; nous
« avons remarqué que les systèmes depuis un assez grand
« nombre d'années ont tellement varié. que tantôt on
« s'est efforcé de soumettre la fabrication à un code de
« règlements devenu, par sa complication et son ancien-
« neté, d'une exécution difficile ; et que tantôt par un
« autre excès on a voulu abandonner les manufactures à
« une trop grande licence ; de manière que, par une suite
« de ces vacillations, il règne aujourd'hui dans cette par-
« tie une incertitude et un désordre d'où naissent les plus
« grands inconvénients ».

« ... Nous avons remarqué que, si les règlements sont
« utiles pour servir de frein à la cupidité mal entendue,
« et pour assurer la confiance publique, ces mêmes insti-

« tutions ne devaient pas s'étendre jusqu'au point de cir-
« conscrire l'imagination et le génie d'un homme indus-
« trieux, et encore moins jusqu'à résister à la succession
« des modes et à la diversité des goûts ; et comme nous
« avons trouvé que ces différentes vues ne pouvaient être
« remplies ni par un assujettissement trop rigide aux
« règlements, ni par leur destruction et l'établissement
« d'une liberté indéfinie, nous avons dû chercher s'il
« n'était pas quelque régime intermédiaire qui put ser-
« vir à conserver les principaux avantages des deux sys-
« tèmes. Nous avons pensé d'ailleurs que les lois de com-
« merce doivent se modifier avec la variété des temps et
« que lorsqu'il s'ouvrait de nouveaux débouchés et s'éle-
« vait de nouveaux concurrents, il fallait nécessairement
« s'écarter un peu des règles et des institutions qu'on
« avait adoptées dans d'autres circonstances ».

L'édit s'élève contre la débauche par trop grande qu'on
a fait du terme *manufacture royale* : « que même plusieurs
« manufactures naissantes le sollicitèrent pour se procu-
« rer sur leurs concurrents un avantage d'opinion qui ne
« devait être le fruit que des travaux et des succès réels,
« nous avons jugé à propos d'ordonner que ce titre ne
« serait plus accordé qu'à des manufactures uniques dans
« leur genre, ce qui ne pourrait alors nuire à personne ».

Après ce préambule, les lettres patentes, dans une sé-
rie de 16 articles, formulent la législation nouvelle.

L'article premier laisse toute liberté aux industriels de
fabriquer selon leur volonté ou de suivre les anciens rè-

glements ; les anciens règlements sont maintenus pour les matières d'or et d'argent employées à la fabrication des étoffes. L'article 11 dit : « Toutes les étoffes de fabrique « nationale, sans distinction pourront circuler librement « dans le royaume et y être remises en vente, pourvu « qu'elles soient revêtues du plomb de règlement ou de « celui d'étoffe libre, ainsi que de celui de teinture ; le « plomb de contrôle est abrogé ».

L'article 12 porte qu'on n'accordera plus le titre de manufacture royale ; ceux qui ont reçu ce privilège par arrêt du Conseil le conserveront.

L'article 13 s'occupe des vieilles manufactures, il permet aux fabricants ayant exploité « depuis 60 ans de père « en fils et avec une réputation soutenue la même manufacture » d'apposer eux-mêmes les plombs d'étoffe libre c'est-à-dire non conforme aux règlements et même le plomb de visite sans présenter ces produits au bureau de l'inspecteur.

Les étrangers avaient toute facilité pour s'établir en France, déjà la déclaration de décembre 1777 les exemptait d'impôts, pour les encourager à fonder des manufactures dans le pays.

Les artisans se trouvèrent très bien de ce régime de liberté inauguré pour l'industrie incorporée, comme aussi pour la grande industrie. Ceux qui avaient des monopoles déclarés caducs, furent les seuls à se plaindre. Cet acte législatif si important à bien des points de vue, ne traite

pas des rapports des patrons avec leurs ouvriers. Il faut remonter plus haut.

L'ordonnance du 2 janvier 1749, dans son article premier défend aux ouvriers des manufactures royales et des ateliers de la grande industrie d'abandonner brusquement et sans raison leur patron, sous peine d'amende et de contrainte par corps. Un congé régulier leur est nécessaire pour quitter le travail. Cet article contient des prescriptions très dures, il est le dernier vestige de la législation de l'époque médiévale. Autrefois, cela était dirigé contre les chemineaux très nombreux et qu'on redoutait beaucoup.

On voit toujours d'un très mauvais œil les associations ouvrières et les confréries, dénoncées comme des centres de résistance à l'autorité du patron. A la veille de la Révolution, des lettres patentes du 12 septembre 1781 : « pour entretenir la subordination parmi les ouvriers dans « les pays manufacturiers », font revivre l'ordonnance de 1749 : « Tout ouvrier qui voudra travailler dans une « ville où il existe des manufactures, ou bien encore où « il y a, ou sera créé, des communautés d'arts et métiers, « sera tenu, son arrivée dans ladite ville, de se faire en- « registrer par nom et surnom au greffe de la police ». Dans l'édit on rappelle les règles qui doivent régir les rapports des ouvriers et des patrons, on reconnaît à l'engagement le caractère d'un contrat de droit commun. Ce contrat de travail doit être fidèlement exécuté par les deux parties sous peine d'intervention de l'administration.

Il existe en outre une précieuse garantie pour les ouvriers : ceux-ci ne pourront être renvoyés avant le terme fixé par l'engagement et dans le cas possible où il n'y aurait pas de terme fixé au temps de l'emploi, on devra attendre pour renvoyer l'ouvrier qu'il ait achevé le travail entrepris.

C'est ainsi que la fin de ce siècle est marquée par diverses tentatives fort intéressantes dans le sens de la liberté et l'affranchissement des artisans de la grande industrie ; mais on revient aux vieux errements. L'Etat impose une réglementation sévère, malgré la prospérité de l'industrie. Tolosan en estimait le produit en 1788 à 731 millions. Nos industriels n'étaient plus rebelles à tout progrès, ils commençaient à comprendre que pour pouvoir lutter avec l'étranger, il ne fallait pas rester cristallisé dans les vieilles pratiques, mais perfectionner leur outillage.

Quant au commerce maritime, les grandes compagnies privilégiées ont disparu, anéanties par la concurrence étrangère. La Compagnie des Indes disparut en 1770 ; de 1725 à 1769, d'après l'abbé Morellet, le pouvoir royal lui accorda 376 millions de subvention. C'était bien plus un luxe ruineux, qu'une entreprise productive (1).

Le Ministre de Calonne essaya de la reconstituer en 1785, il lui concéda un privilège commercial de 7 ans, qui fut abrogé le 3 avril 1790.

1. Elle importait en France pour 12 millions de produits.

Notre commerce était dans un assez bon état, lorsque le traité d'Eden, de septembre 1786, vint lui porter un coup terrible. Avant ce traité de commerce, le premier en date, toute notre politique douanière tenait dans l'application du tarif de 1664 en temps de paix et le système prohibitif vis-à-vis de nos ennemis.

L'Angleterre obtenait des avantages considérables ; tels qu'une réduction de 10 à 12 0/0 sur les articles de large consommation qu'elle produisait à très bas prix et qu'elle importait en France. Le marché français fut encombré de produits anglais : quincaillerie, poteries grossières, tissus ; dès la première année les importations anglaises s'élevèrent à 25 millions. En revanche on nous accorda des réductions insignifiantes sur les objets produits par nos industries de luxe. Nos vins dégrevés n'eurent pas de débouchés plus grands, car l'Angleterre se fournissait de vins portugais.

La Révolution revint au système prohibitif qui resta en vigueur jusqu'en 1860.

CHAPITRE V

LA GRANDE INDUSTRIE SOUS L'ANCIEN RÉGIME ET AU XIX^e SIÈCLE

Nous avons vu au cours de cette étude les différentes étapes de l'évolution de la grande industrie en France, depuis le xvi^e siècle, ou pour être plus exact tout en assignant un point de départ moins précis, depuis le moyen âge.

Un chapitre a été consacré aux corporations, afin de mieux indiquer l'état général de l'industrie à cette époque. Le petit atelier isolé le plus souvent établi à la campagne a succédé à l'atelier coporatif ou plutôt, il a coexisté à côté de ce dernier, puis nous avons assisté à la naissance du grand atelier brisant les cadres trop étroits de l'industrie incorporée.

Cette apparition est due à la seule initiative individuelle protégée par le pouvoir royal. Dans la suite les usines et les fabriques de la grande industrie se sont multipliées ; la manufacture royale a fait son apparition.

Le grand commerce s'est alors développé créant des débouchés pour cette industrie dont il exportait au loin les produits manufacturés. A côté et comme stimulant à cette

activité, un régime douanier restrictif et même prohibitif, le plus souvent protecteur puissant de l'industrie nationale.

Enfin, nous avons vu cette industrie avec des alternatives de progrès et de décadence, après de nombreuses crises de croissance, solidement constituée avec Colbert, présenter une organisation libérale à la fin du xviii^e siècle.

Il nous faut maintenant établir un parallèle entre cette grande industrie de l'ancienne France et notre industrie actuelle. Nous comparerons surtout l'industrie manufacturière à ces deux époques, car c'est elle qui s'est le plus transformée, sous l'action des découvertes de la science et du plus puissant des stimulants : les besoins de l'homme.

Le nombre des ouvriers employés, la dimension des locaux, la grandeur des entreprises, voilà ce dont il faut faire table rase dès le début. Cela ne suffit pas pour différencier deux époques. Dès le xvii^e siècle, les fabriques de soie de Tours occupaient un terrain immense, il y avait 20.000 ouvriers travaillant la soie dans le pays ; plus tard la fabrique des Van Robais, à Abbeville, employait 2.000 ouvriers, la manufacture des tabacs de Paris en comptait plus de 2.000 sous Louis XV et à la même époque 600 artisans ouvraient des tapisseries aux Gobelins. Ces agglomérations d'ouvriers qui nous frappent dans l'usine des temps modernes, n'ont rien de nouveau ni de spécial à notre époque.

Un autre facteur a décuplé l'importance des entrepri-

ses actuelles ; c'est le capital et surtout l'association des capitaux ; ce phénomène n'est pas original, il y a eu des associations de capitaux comme il y a eu des associations de personnes, mais sa force était moins considérable. De nos jours le progrès réel s'est manifesté avec la concentration de ces capitaux sur une même entreprise, le capital est devenu plus mobile. Mais le capital n'est pas le seul instrument de travail, il en existe un autre et qui lui est antérieur : c'est l'outil et ce dernier a progressé dans des proportions invraisemblables.

Les procédés de travail étaient simples et très limités dans la pratique dans les ateliers de la grande industrie. Le travail manuel était tout, l'habileté et l'intelligence de l'artisan étaient capitales, l'objet manufacturé, le produit de ce travail avaient véritablement un caractère individuel et original.

Dans la suite l'usage de la machine se vulgarise, l'outillage devient plus complexe, dans les industries textiles surtout, le produit du travail est anonyme. Par les témoignages des contemporains, par les rapports détaillés des inspecteurs des manufactures ou des délégués spéciaux, adressés au Contrôleur général, nous pouvons nous représenter l'économie de ces machines. Une mécanique rudimentaire présidait à leur installation, ces machines étaient en bois, le plus souvent, et exigeaient pour leur fonctionnement un local disproportionné parfois, avec l'importance du travail, qu'elles accomplissaient. Ces lourds manèges de bois, ces rouages compliqués ne pou-

vaient guère être maniés et mis en mouvement par l'énergie humaine. Il fallait un moteur plus puissant pour les actionner, on se servait des forces naturelles : eau et vent. Mais c'étaient là des moteurs accidentels, distribuant une force qui faisait souvent défaut, il fallait alors s'arrêter.

Le fer et le feu employés partout aujourd'hui, n'étaient pas encore *l'âme de la manufacture*. Le fer était produit en trop petite quantité, son prix de revient était trop élevé pour devenir à cette époque la base de l'outillage.

Ces agents de fabrication, ces moteurs dont l'emploi est universel aujourd'hui suffisent déjà à différencier la fabrique routinière de l'ancien régime et l'usine à production intensive de notre siècle.

Ces moteurs nouveaux : houille, gaz, électricité ont permis de généraliser l'emploi des machines outils et tendent de plus en plus à faire disparaître de l'atelier les menus outils manuels, le travail propre de l'ouvrier est relégué au dernier plan.

Grâce à cet outillage plus puissant et plus perfectionné, la division du travail, à peine entrevue dans l'ancien atelier, est poussée à son plus haut point dans l'usine actuelle. Chaque ouvrier a sa tâche bien délimitée, à laquelle il doit se tenir sans s'intéresser au travail de l'équipe voisine ; il se trouve spécialisé dans une fonction bien distincte : il surveille la machine.

C'est une situation bien nouvelle pour l'ouvrier, son activité décroît, mais non son habileté ; son intelligence

s'affranchit de plus en plus. Voici ce qu'en pense M. Paul de Rousiers : « De plus en plus les applications constamment développées du machinisme font évoluer le type de l'ouvrier de manufacture, vers celui du commis de commerce. Le commis passe facilement d'un genre de commerce à un autre, des tissus aux denrées coloniales, de la nouveauté à l'ameublement, si bien qu'aujourd'hui le commerce de détail servi par des aptitudes supérieures ne se renferme plus dans telle ou telle branche, mais aboutit au grand magasin que nous connaissons. La manufacture ne saurait prétendre encore à un aussi large cadre, mais de même qu'un commis passe aisément d'un comptoir à un autre, de même l'ouvrier de fabrique passe aisément de la surveillance d'une machine à la surveillance d'une autre, du métier à tisser à la fabrique de chaussures, de la papeterie à la filature » (1). A côté de l'artisan d'autrefois notre ouvrier est « déraciné », car il n'a pas d'aptitude spéciale.

Mais cette division du travail parfaite au point de vue technique a eu de regrettables conséquences, au point de vue du personnel et des rapports entre l'élément dirigeant et l'ouvrier. Désormais, il s'est établi une scission profonde entre le patron et ses ouvriers. Le patron, chef d'entreprise, ne prend aucune part effective au travail de l'atelier, il dirige de loin et n'a souvent aucun contact avec ses ouvriers, c'est un employeur, transmettant par-

1. La grande industrie en Angleterre. *Science sociale*, 10^e année, tome XIX, page 26.

fois même les ordres d'un conseil d'administration :
« Nos forges et nos filatures sont devenues des donjons où
« siègent revêtus de leurs armures d'or, les hauts et puis-
« sants seigneurs de l'industrie moderne » (1).

Cette appréciation est juste pour certaines industries. En effet, au patron chef et directeur autonome de son usine, ont succédé des associations puissantes de capitalistes, dirigées par un salarié ; dans ce dernier état l'ouvrier accède difficilement à la direction d'une entreprise et songe bien peu à s'élever.

Nous avons vu les transformations opérées par le machinisme dans l'industrie manufacturière et le contraste parfait existant entre la grande industrie de la fin du xviii^e siècle et celle du xix^e. Mais le perfectionnement des procédés de travail n'est pas la seule cause de ce changement, il y a autre chose. Notre esprit est frappé par un ensemble de phénomènes, nos yeux remarquent des faits plus nombreux chaque jour et tout cela nous pouvons le classer sous cette rubrique générale : organisation plus parfaite, plus scientifique, utilisation industrielle complète des matières premières.

De tout cela il résulte une différence profonde entre ces industries appartenant à ces deux époques.

Pour apprécier sainement et pour classer cette industrie, il ne faut pas se placer en dehors du développement

1. Blanqui. *Histoire de l'Economie politique*. Tome II, page 291.

historique industriel et ne considérer qu'elle ; mais suivre l'évolution et les progrès du travail.

Dans ce cas, elle nous apparaît sous son véritable jour, elle est le moyen terme entre la petite industrie incorporée d'une période confuse et la grande industrie de notre époque.

Vu :

Le Président de la thèse,

PAUL BEAUREGARD

Vu :

Le Doyen,

GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.	1
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — L'industrie française à la fin du xv ^e et au xvi ^e siècle	3
— II. — Causes qui ont déterminé l'avènement de la grande industrie.	31
— III. — Comment elle s'est constituée au début.	41
— IV. — Différentes phases de son évolution.	58
1 ^{re} période. — Louis XI et les Valois.	60
2 ^e période. — Henri IV, Sully et de Laffémas.	73
3 ^e période. — Première partie du xvii ^e siècle.	102
4 ^e période. — Colbert.	104
5 ^e période. — Les successeurs de Colbert.	139
6 ^e période. — La grande industrie au xviii ^e siècle.	147
— V. — La grande industrie de l'ancien régime et du xix ^e siècle.	170

